

Projet de Fin d'Etudes

**ETUDE SUR LES INTERACTIONS
ENTRE LE RAPPORT AFFECTIF A
L'ESPACE ET LA CONCERTATION
AUTOUR DES PROJETS
D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME.**



2007-2008

**Directeur de recherche
FEILDEL Benoît**

GASPERINI Célia

Formation par la recherche et Projet de Fin d'Etudes

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer tout une partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement Benoît Feildel, mon tuteur de PFE, pour ses conseils avisés et sa disponibilité de tout instant.

Un grand merci également aux quatre personnes qui ont accepté de se livrer à un entretien, en me consacrant quelques heures de leur temps pour me confier leurs ressentis personnels.

Merci à Madame Jeannine Marchand-Savarit, maître de conférences en sociologie au Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de Tours et à Monsieur Denis Martouzet, professeur en aménagement urbanisme dans ce même établissement, pour leurs conseils au commencement de cette recherche.

Merci à Hélène Bailleul, thésarde au Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de Tours, pour ses indications et pour avoir suivi l'avancement de mon travail.

Enfin, merci à Florent pour sa présence, son soutien moral et ses compétences informatiques.

Sommaire

Introduction	1
Première partie : Références bibliographiques et présentation du sujet de recherche	3
A. Eclairage sur les notions abordées	3
1. Qu'est-ce que la concertation ?	3
a. Différents termes auxquels se rapporte la démocratie participative	3
b. Evolution des pratiques de la démocratie participative	4
i. Le droit du citoyen à l'information.....	5
ii. La concertation avec les citoyens dans le domaine de l'urbanisme	5
iii. L'approfondissement de la démocratie de proximité.....	7
iv. L'introduction de la démocratie directe dans la vie publique locale	8
c. Qu'est-ce que la concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme ?.....	9
d. Les formes contemporaines de la participation : un bref inventaire	10
e. Différents blocages constatés	12
i. Différentes origines à ces blocages	13
ii. Deux grands types de blocage.....	14
2. Qu'est-ce que le rapport affectif ?	16
a. Sensation	17
b. Emotion	17
c. Perception et représentation	18
d. Sentiment	18
3. Qu'est-ce que l'espace ?.....	19
4. Qu'est-ce que le rapport affectif à l'espace ?	20
B. Enoncé de la recherche et essai de validation de ses hypothèses de base.....	24
1. Avancement des connaissances sur le sujet	24
2. Description de la recherche	25
a. Existence d'un lien d'ordre affectif entre les individus et le débat public	25
b. Existence d'un lien entre le rapport affectif à l'espace et le débat public	26
c. Un sujet de recherche qui se décompose en deux hypothèses principales	26
i. Première hypothèse : le rapport affectif à l'espace peut être un motif de l'engagement des participants au débat public.	27
ii. Deuxième hypothèse : le rapport affectif à l'espace a une incidence sur le débat public, par l'intermédiaire de son incidence sur le comportement des individus au sein des débats	30
iii. Description du sujet de recherche	32
C. Hypothèses à tester sur le terrain	35
D. Conclusions sur l'intérêt du sujet.	37

Deuxième partie : Choix méthodologiques et analyse des résultats	38
A. Objet de l'enquête et méthode employée	38
1. Objet de l'enquête.....	38
a. Inscription de notre démarche dans le courant de sociologie compréhensive	38
b. Délimitation de l'objet.....	39
i. Délimitation spatiale de l'objet d'étude	39
ii. Population étudiée	45
2. Choix de deux méthodes	46
a. Méthode de l'observation	46
i. Présentation de l'observation « naïve »	47
ii. Les limites de cette méthode	48
b. La technique de l'entretien semi-directif comme méthode principale.....	49
i. Description de la méthode d'entretien	49
ii. Fabrication du guide d'entretien	51
iii. Attitude que l'enquêteur doit adopter au cours de l'entretien	55
iv. Limites de cette méthode.....	56
B. Analyse des matériaux de recherche	58
1. Résultats de la collecte de matériaux.....	58
a. Données récoltées.....	58
b. Difficultés rencontrées	59
2. Analyse des données récoltées	61
a. Analyse des quatre entretiens.....	61
b. Croisement des résultats de cette analyse.....	83
L'orateur	85
L'avid de connaissance	85
Le porte-parole	86
L'engagé politique	86
L'opportuniste	86
Le revendicateur.....	87
Le volontaire	87
L'engagé.....	87
L'isolé	87
L'inactif	88
c. Intérêt de ces profils-types pour le débat public	90
d. Ouverture vers les deux autres modes de participation abordés.....	91
Conclusion	92
Bibliographie	94
Annexes.....	96

Avertissement

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

Introduction

Les projets d'aménagement étant destinés à des individus, leurs attentes méritent d'être de plus en plus prises en considération pour leur réalisation. C'est dans cette optique qu'a été récemment créée la démocratie participative, complément à la démocratie représentative. Cependant, celle-ci fait l'objet de toutes sortes de réflexions, notamment de nombreuses critiques. Ceci est notamment dû au fait que les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur de ceux qui étaient attendus. Beaucoup de travaux ont montré les limites de ces instances participatives, spécialement les différents blocages auxquels elles sont confrontées, et ont tenté d'y trouver des solutions. Cependant, les résultats obtenus ont une portée très limitée, car ils ne semblent pas avoir révolutionné le fonctionnement des différentes instances participatives. Il serait donc judicieux de pousser la compréhension de ces phénomènes encore plus loin, afin d'avoir davantage d'éléments de réponse pour solutionner ces blocages.

C'est dans cette optique que s'inscrit notre problématique de recherche. La recherche autour du thème de l'amélioration des processus de démocratie participative a été jusqu'à présent réalisée à l'aide d'indicateurs objectifs, à défaut d'indicateurs subjectifs. Nous pensons alors qu'il serait intéressant d'ouvrir cette recherche à d'autres champs, notamment celui des affects.

L'intérêt de cette recherche est ainsi la nouveauté par rapport aux questionnements actuels, et par conséquent la possibilité de trouver de nouveaux éléments de réponse. Nous partons ainsi du principe que les processus de démocratie participative, s'ils sont améliorés, pourront permettre d'élaborer des projets d'aménagement qui correspondront mieux aux désirs des citoyens.

On peut alors se demander comment se manifeste le rapport affectif d'un individu dans le débat public et ce qui est à l'origine de cette manifestation. Nous avons pu constater que beaucoup d'éléments peuvent être à l'origine d'une manifestation de l'affectivité d'un individu. Ces éléments peuvent être du ressort de :

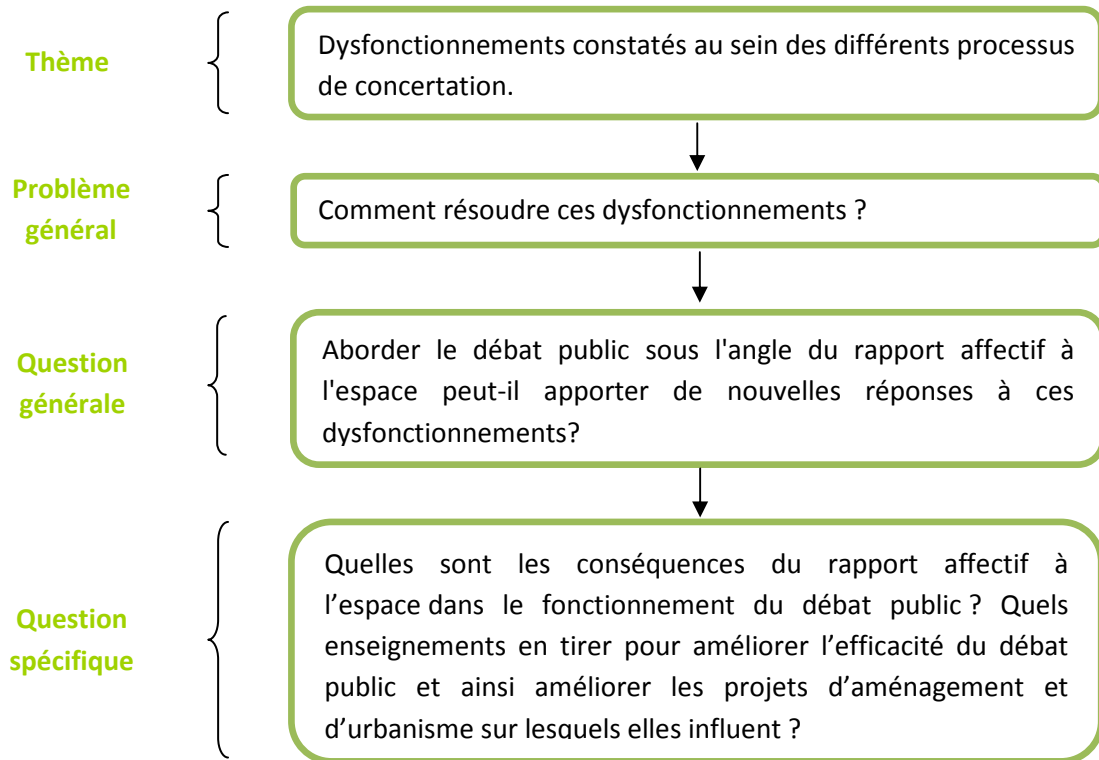
- La personne :
 - Ses caractéristiques personnelles
 - Ses caractéristiques familiales
 - Ses caractéristiques sociales
 - Les caractéristiques de son parcours résidentiel
 - Les caractéristiques de son parcours social, professionnel et celui de sa famille
- Le débat public
 - Différence entre concertation et débat public
 - Projet, support de la participation
 - Modalités de concertation
- **L'espace, et plus particulièrement la ville :**
Les manifestations affectives d'un individu au sein du débat ne sera pas la même en fonction de l'espace avec lequel il entretient un rapport affectif (ville, quartier, rue,...).

Parmi ces différents éléments, déterminant les affects manifestés par les individus au cours du débat public, nous avons fait le choix de nous pencher plus particulièrement sur le rapport affectif à l'espace dans le cadre de notre recherche. Nous considérons alors que son impact sur le débat public

est non négligeable et qu'il permettra de mieux comprendre les blocages qui limitent l'action des processus de participation.

Nous pensons en effet que la meilleure compréhension de l'origine de ces affects peut permettre de trouver des éléments de réponse aux blocages qu'ils génèrent.

Le schéma ci-dessous récapitule le raisonnement de la recherche :



L'objectif général de la recherche est alors de déterminer les composantes du rapport affectif à l'espace qui ont une influence sur le fonctionnement du débat public, et voir si cette influence est plutôt positive, négative ou neutre. Dans le cas où cette influence est négative, cela permettra de mettre en lumière les raisons des blocages engendrés au sein du débat public, et ainsi d'y apporter quelques pistes de réponse.

Ce sujet de recherche traitera donc de nombreux thèmes : le débat public, le rapport affectif à l'espace, mais aussi les notions d'engagement et de comportement. En effet, nous pensons que le rapport affectif à l'espace pourra avoir une influence sur le débat public par l'intermédiaire de deux voies différentes : le motif de l'engagement au sein du débat public, ainsi que le comportement des individus au sein de celui-ci. Nous préciserons donc, dans la première partie, toutes ces notions. Ceci permettra de mieux comprendre la problématique que pose cette recherche, que nous définirons alors plus précisément. Nous finirons cette première partie par la démonstration de l'intérêt de cette recherche pour le domaine de l'aménagement.

Dans la deuxième partie, nous tenterons d'appréhender les interactions entre rapport affectif à l'espace et débat public grâce à une étude de cas concrets. Après avoir détaillé notre méthodologie pour ce travail de terrain, nous exposerons nos résultats, puis tenterons de proposer des pistes pour résoudre certains des nombreux blocages auxquels est confronté le débat public.

Première partie : Références bibliographiques et présentation du sujet de recherche

A. Eclairage sur les notions abordées

Etant donné que ce sujet de recherche fait appel à de nombreuses notions assez complexes, il paraît tout d'abord nécessaire d'explicitier ces termes afin de mieux définir l'objet de cette recherche.

1. Qu'est-ce que la concertation ?

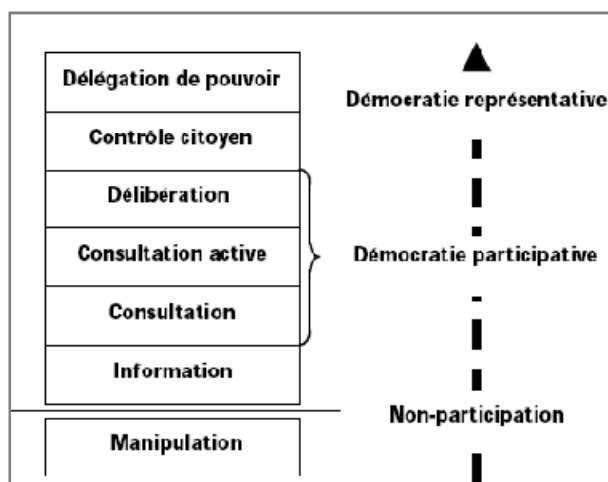
La démocratie participative consiste à organiser un dialogue entre ceux qui exercent le pouvoir parce qu'ils ont été élus pour cela et ceux qui ont désigné les premiers. "Ce dialogue apparaît de plus en plus nécessaire pour prendre en compte les évolutions de la société et plus généralement pour adapter les conditions dans lesquelles le « vivre ensemble » peut être défini. La concertation a pour objectif d'améliorer la performance des décisions qui sont prises par les élus »¹.

a. Différents termes auxquels se rapporte la démocratie participative

Nous allons ici définir les principaux termes, qui ont trait à la démocratie participative, que nous utiliserons dans ce mémoire. Etant donné qu'il existe une multitude de définitions pour chacun de ces termes, celles que nous allons énoncer ci-dessous ont fait l'objet d'un choix adapté à notre problématique de recherche.

Démocratie participative : concept qui a pour objectif de faire une place à la participation du public aux processus de décision. Ceci est une définition très théorique.

L'échelle de Sherry Arnstein, proposée en 1969, établit le classement de différentes pratiques de participation des citoyens à la vie publique en fonction de leur distance à la décision. Cette échelle est utile pour déterminer avec une certaine précision le périmètre qui sera le nôtre pour cette étude.



Echelle des pratiques démocratiques

Source : *Guide de la concertation locale*, février 2006.

¹ RAYSSAC Gilles-Laurent et DE LA GUERONNIERE Christian, *Guide de la concertation locale*, p.3.

En pratique, d'après l'"Echelle des pratiques démocratiques" ci-dessus, la **démocratie participative** correspond aux actions, dispositifs et processus qui permettent de mettre en œuvre les 3 catégories intermédiaires. Ces trois catégories s'organisent selon des degrés d'intensité plus ou moins importants : de l'échange d'informations entre le public et les détenteurs de la décision à l'acceptation par les décideurs d'une influence forte du public sur leur propre réflexion. La démocratie participative prend donc la forme d'actions concrètes, organisées par ceux qui doivent prendre des décisions et souhaitent le faire avec les personnes qui sont destinataires de ces décisions. On appellera ces actions concrètes les **instances de participation**. Celles-ci pourront prendre de très diverses formes.

Participation : ensemble d'actions organisées associant les personnes les plus directement concernées par le projet au processus de décision associé, afin que cette décision soit comprise voire acceptée. C'est la déclinaison pratique de la démocratie participative.

On entend par processus de participation l'ensemble des déclinaisons de la participation sur le terrain.

Débat public : ensemble des processus de participation qui ont pour objectif de convoquer des habitants afin qu'ils donnent leur avis sur des thèmes non définis à l'avance. Ce terme est à associer aux instances de participation permanentes.

Concertation : ensemble des processus de participation qui ont pour objectif de solliciter les habitants afin qu'ils donnent leur avis sur un sujet prédéfini. Ce terme est à associer aux instances de participation non permanentes.

Ainsi, le débat public et la concertation sont les deux facettes de la démocratie participative.

On assiste à un développement des pratiques de démocratie participative depuis environ 25 ans, qui tentent de remettre le citoyen au cœur du processus de gouvernance. Elles sont le résultat d'évolutions plus ou moins longues, et plus ou moins visibles, de la recherche de l'intérêt général. Voyons maintenant quelles sont ces évolutions qui aboutissent aujourd'hui à la mise en place de pratiques de démocratie participative diverses et nombreuses.

b. Evolution des pratiques de la démocratie participative

Il y a eu d'importantes évolutions depuis l'institution des enquêtes publiques en 1810, première tentative de l'Etat à entrer en discussion avec les propriétaires fonciers. Cependant, il faudra attendre la fin du XXème siècle pour accélérer ce processus démocratique. En effet, à l'image de la vie des enquêtes publiques, seule la dernière période de vingt ans a été effectivement productive d'avancées démocratiques. Cette évolution fulgurante peut notamment être mise en parallèle avec l'arrivée retentissante du développement durable, qui a joué un rôle majeur dans l'émergence et le renforcement des pratiques de concertation.

Revenons ainsi sur la vie de la démocratie participative, depuis ses origines jusqu'à aujourd'hui. Celle-ci se découpe en quatre phases chronologiques, qui correspondent à quatre grandes étapes de son développement : le droit du citoyen à l'information, la concertation avec les citoyens dans le domaine de l'urbanisme, l'approfondissement de la démocratie de proximité et l'introduction de la démocratie directe dans la vie publique locale.

i. Le droit du citoyen à l'information

C'est cette facette de la démocratie participative qui s'est développée en premier. En effet, dès le **30 décembre 1967**, avec la loi d'orientation foncière, les documents d'urbanisme sont rendus publics et soumis à **enquête publique**. L'information en matière d'environnement des citoyens sera, quant à elle, développée à partir de la loi du **10 juillet 1976** qui permet au citoyen, par le moyen d'une **étude d'impact**, de prendre connaissance des arguments scientifiques présentés par le promoteur du projet.

La loi du 17 juillet 1978, concernant l'amélioration des relations entre l'administration et le public et créant la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA), a quant à elle posé le **principe du libre accès à l'information**. Ainsi, selon le Code général des collectivités territoriales, toute personne physique ou morale a le droit d'avoir accès aux procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune, des arrêtés municipaux.

Pour ce qui est des **réunions publiques**, si elles « étaient possibles avant la loi du 12 juillet 1983 (loi Bouchardeau), elles n'étaient pas prévues réglementairement »¹. Elle peut désormais être organisée par le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, dans le cas de la réalisation d'un grand équipement, lorsqu'une situation conflictuelle est née d'une insuffisante information du public et lorsque les mesures de publicité ont paru insuffisantes ou inadéquates au commissaire enquêteur. Les conditions de sa mise en place montrent bien que l'information des citoyens est une priorité à cette époque et qu'elle se développe fortement.

La loi du 22 juillet 1987 sur les risques majeurs, complétée par la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité établit que chacun doit avoir **accès aux informations relatives à l'environnement**. Le public doit alors être associé au processus d'élaboration des projets ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.

On peut noter que la **convention d'Aarhus**, signée le 25 juin 1998 dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe (CEE) de l'Organisation des nations unies, va plus loin dans le domaine de l'environnement. Elle a en effet pour objet de mettre en œuvre le dixième principe de la déclaration de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement de juin 1992 selon laquelle les décisions dans le domaine de l'environnement doivent être prises avec un maximum de transparence, ce qui implique une politique d'**information**, de **consultation**, de **concertation** et de **contrôle** et le développement d'une " **démocratie participative** " en parallèle aux mécanismes classiques de la démocratie représentative.

Ainsi, le citoyen mérite désormais d'être informé de tout projet ayant une incidence sur son environnement. On assiste alors aux prémices de la démocratie participative, car les citoyens vont ressentir le besoin de mettre à profit ces nouvelles connaissances acquises.

Cependant, une des limites de cette nouvelle capacité d'accéder à l'information est que les administrés ne soupçonnent souvent pas l'existence de ces documents et ne peuvent ainsi pas exercer leur droit.

ii. La concertation avec les citoyens dans le domaine de l'urbanisme

C'est avec la décentralisation que la concertation est devenue, pour les collectivités, une véritable obligation législative. L'urbanisme devient alors un domaine privilégié pour l'évolution de la démocratie participative, qui après avoir priorisé l'information des citoyens, commence à développer la concertation avec les habitants.

¹ RAYSSAC Gilles-Laurent et DE LA GUERONNIERE Christian, *Guide de la concertation locale*, p.34.

C'est à partir de la loi dite Bouchardeau du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des **enquêtes publiques**, que l'on va devoir commencer à solliciter les citoyens pour donner leur avis dans le domaine de l'urbanisme. En effet, il devient obligatoire de solliciter l'avis des habitants dans le cadre d'une concertation lors d'une modification, d'une révision ou de la création du **Plan d'Occupation des Sols**. Ainsi, cette loi va commencer à établir des règles pour cette procédure, mais cela ne fera pas de lui un véritable processus de concertation : « L'interaction nécessaire n'est plus aussi absente qu'auparavant, mais, rien n'empêche que le processus « information – retour d'information » soit réalisé en dehors de tout débat public »¹. Ainsi, **enquête publique n'est pas encore synonyme de débat public**.

Cela étant, à partir de cette loi, la législation concernant l'organisation du processus de concertation ne va cesser de se développer jusqu'à aujourd'hui.

La loi aménagement du 18 juillet 1985 va imposer à la collectivité d'organiser une **concertation** lorsqu'elle ouvre une **zone NA**, crée une **Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)** et réalise des **opérations modifiant substantiellement le cadre de vie des habitants**.

Cette disposition sera renforcée par la loi d'Orientation pour la ville du 13 juillet 1991, qui impose aux communes d'organiser une concertation préalable pour toute opération de politique de la ville qui, par son ampleur ou sa nature, modifie substantiellement les conditions de vie des habitants dans les quartiers ou les ensembles immobiliers qui ne sont pas concernés par la loi de 1985. Cependant, si cette loi a fait surgir de nombreux espoirs en matière de politique de la ville, elle a rencontré de nombreuses difficultés et un échec pour sa traduction en actes.

La loi d'Orientation sur l'administration territoriale du 6 février 1992 ouvre aux élus la possibilité de recourir au **référendum communal**. Cependant, c'est seulement un référendum consultatif, donc nous n'assistons pas encore à de la concertation, mais à de la **consultation**.

La circulaire Bianco, publiée le 12 décembre 1992, a quant à elle opéré une rupture pour les **enquêtes publiques** puisqu'elle prévoit que le débat doit commencer non pas à la fin du processus de mise au point du projet, mais au début. Elle indique que le débat concerne tout le monde, et établit pour la première fois un **lien direct entre le fait d'informer et le fait de débattre**.

La loi SRU du 13 décembre 2000 a notamment amélioré les systèmes de consultation des **associations locales d'usagers** lors de l'élaboration des **documents d'urbanisme**, les **Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT)** et les **Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)**.

Les dispositions du titre IV de la loi relative à la démocratie de proximité, promulguée le 27 février 2002, contribuent à la mise en œuvre de la convention d'Aarhus, adoptée le 25 juin 1998 par l'Organisation des Nations unies, sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Ainsi, ces dispositions visent notamment à démocratiser et à rendre plus transparent le processus d'élaboration des **projets d'aménagement ou d'équipement d'intérêt national** en favorisant la **concertation** aux différentes étapes de ces projets, son bon déroulement étant assuré par une **Commission Nationale du Débat Public (CNDP)**. Créée en 1995, la CNDP est érigée en 2002 en autorité administrative indépendante. Elle a alors pour mission de **veiller à la participation et à l'information du public**, lorsque des **projets d'aménagement ou d'équipement ayant un fort impact sur l'environnement** sont en cours. Elle est notamment chargée d'organiser un débat public sur l'opportunité, les objectifs et les caractéristiques des **grandes opérations d'aménagement d'intérêt national de l'État, des collectivités territoriales**, etc.

¹ RAYSSAC Gilles-Laurent et DE LA GUERONNIERE Christian, *Guide de la concertation locale*, p.17.

Cette loi permettra ainsi de mieux répondre aux attentes accrues des citoyens en matière de concertation et de participation aux choix des grands projets d'aménagement ou d'équipement.

Aux termes du Code de l'urbanisme, le conseil municipal doit aujourd'hui organiser une **concertation** associant habitants et associations locales pour toute modification ou révision du **Plan Local d'Urbanisme**, ou encore toute création d'une **Zone d'Aménagement Concerté**. Celle-ci doit être réalisée pendant l'élaboration du projet. Le conseil municipal doit alors délibérer sur les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

Ainsi, après la simple préoccupation d'informer les citoyens, on peut constater que le fait d'organiser une véritable concertation prend de plus en plus d'importance. Cependant, les caractéristiques de cette première vague législative est de se situer presque exclusivement au niveau des principes. Ainsi, le contenu réel de ce "droit" à la participation et à l'information reste indéniablement obscur.

iii. L'approfondissement de la démocratie de proximité

On va assister à un approfondissement de la démocratie participative avec l'apparition de mesures législatives plus **concrètes**, mais aussi plus "contraignantes". Ce passage à la phase pratique de la démocratie participative est associé à son glissement vers la notion de démocratie de proximité : le législateur va associer démocratie participative à démocratie de proximité. Ainsi, trois textes peuvent servir de jalons à cet approfondissement de la démocratie de proximité.

La **loi Voynet** pour l'Aménagement du territoire et le développement durable de **juin 1999** introduit les conseils de développement dans le cadre de la mise en place des Pays et auprès des agglomérations. Ces conseils de développement auxquels participent des membres de la « société civile » ont vocation notamment à être associés à l'élaboration des chartes de Pays.

La loi sur la solidarité et le renouvellement urbain (**loi SRU**), de **décembre 2000** prévoit quant à elle une **concertation obligatoire** dans le cadre de l'élaboration des plans locaux d'urbanisme.

Promulguée le **27 février 2002**, et faisant suite aux propositions de la commission Mauroy pour l'avenir de la décentralisation, la **loi relative à la démocratie de proximité** (ou loi Vaillant) va établir l'échelle locale comme le lieu privilégié de l'exercice de la démocratie participative. Cette loi prévoit notamment :

- **La création obligatoire de conseils de quartiers dans les communes de 80 000 habitants et plus** (facultative entre 20 000 et 80 000 habitants). Chaque quartier est doté d'un conseil dont la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par le conseil municipal. Les conseils ont un **rôle consultatif** et peuvent émettre des **propositions** sur toute question concernant le quartier ou la ville. Ils peuvent être associés par le maire à tout projet qui concerne le **quartier**, notamment dans le domaine de la politique de la ville.
On peut noter que la loi laisse aux conseils municipaux une très grande liberté dans l'organisation des conseils de quartier, qui n'ont même pas l'obligation d'être réunis. Ceci explique le fait qu'une multitude de dispositifs aux intitulés variés et au fonctionnement tout aussi divers ait ainsi vu le jour en France.

- **En matière de services publics :**

- dans les communes de 50 000 habitants et plus, le conseil municipal, lorsqu'un sixième de ses membres le demande, délibère de la création d'une **mission d'information et d'évaluation**, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt communal ou de procéder à l'évaluation d'un service public communal.
- Les **commissions consultatives des services publics locaux**, créées par la loi de 1992 mais sans succès réel, sont renouvées et relancées, pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 10 000 habitants, les départements et les régions. Ces commissions, comprenant des élus et des représentants d'associations, seront **consultées** sur tout projet de création de service public (gestion de l'eau, assainissement, équipements sportifs...), qu'il soit délégué ou en régie dotée de l'autonomie financière. Cette obligation nouvelle devrait en faire un outil de tout premier plan de la conduite des services publics locaux.

La loi de février 2002 portant sur la "démocratie de proximité" a suscité la mise en place d'instances participatives dans le but d'établir une véritable concertation sur la politique de la ville et le contenu des services publics locaux. En effet, elle précise que le droit des habitants de la commune à être informés de ses activités ainsi que celui d'être associés aux décisions qui les concernent constituent un principe essentiel de la démocratie locale. Cette loi répond donc à l'exigence croissante de proximité manifestée par nos concitoyens qui souhaitent être associés plus étroitement à la définition et à l'évaluation des décisions municipales qui affectent leur vie quotidienne.

Cependant, ces instances mises en place ne pourront être efficaces que **si les élus et les fonctionnaires ont le souci d'écouter la demande et le point de vue des citoyens.**

iv. L'introduction de la démocratie directe dans la vie publique locale

La législation semble rechercher de plus en plus de proximité entre les habitants et les élus. Les citoyens participent ainsi de plus en plus à la vie locale. La révision constitutionnelle du **28 mars 2003** relative à l'organisation décentralisée de la République est porteuse de plusieurs innovations qui vont dans ce sens :

- **un référendum local décisionnel**, alors que jusqu'à présent, seul un référendum consultatif, au niveau communal, était autorisé. Cependant, seuls les élus, et non les citoyens, peuvent être à l'initiative du nouveau référendum décisionnel.
- **un droit de pétition des citoyens**. Ainsi les citoyens peuvent désormais demander (mais non obtenir avec certitude, comme le prévoyait le projet initialement) l'inscription à l'ordre du jour d'une assemblée locale d'une question relevant de sa compétence.
- la **possibilité d'organiser**, lorsque la loi l'y autorise, **des consultations locales** : en cas de création et en cas de modification de l'organisation d'une collectivité territoriale à statut particulier, en cas de modification des limites des collectivités territoriales (à l'occasion, par exemple, d'un projet de fusion entre deux régions). Ces consultations ont valeur de simples avis.

Ainsi, malgré cette évolution dans le sens d'une plus large association des citoyens aux décisions locales, celle-ci est lente et modérée. On peut donc espérer une poursuite des évolutions dans ce sens pour les années à venir.

« Pour l'essentiel, les règles qui régissent les systèmes de concertation actuellement en vigueur découlent de deux lois principales : la loi Bouchardeau du 12 juillet 1983 et la loi de démocratie de proximité du 27 février 2002¹. La convention d'Aarhus de la Commission européenne doit aussi être prise en compte, même si ses principales dispositions ont déjà été intégrées dans le droit interne.

Nous nous situons en premier lieu dans un double contexte, politique et législatif, extrêmement favorable en apparence à l'idée de participation démocratique. On assiste alors à la prolifération de nombreux processus de participation, très différents les uns des autres.

Avant de nous pencher sur les différentes formes que peuvent prendre sur le terrain les instances de participation, définissons ce qu'est la "**concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme**", car ce sera le cadre de notre recherche (comme mentionné dans le titre).

c. Qu'est-ce que la concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme ?

Gilles-Laurent Rayssac et Christian de la Guéronnière définissent cinq champs possibles du débat public² :

- Les questions d'environnement (principalement appliquées aux enquêtes publiques).
- Les grandes infrastructures linéaires ou non, ainsi que la plupart des documents d'urbanisme (qui doivent faire l'objet de procédures de concertation).
- Les politiques de développement (politique de la ville et politiques de développement territorial des pays et des agglomérations).
- Mise en concertation de tout ce qui concerne la vie de quartier (conseils de quartier dans les villes de plus de 80 000 habitants).
- Toutes les grandes questions de société.

L'aménagement du territoire a pour objectif d'organiser les activités sur un territoire. Cette discipline inclue donc les projets ponctuels tels que les questions d'environnement, les grandes infrastructures linéaires ou non, ainsi que toutes les grandes questions de société, concernant un territoire. Mais elle concerne également les territoires de projet, c'est-à-dire que l'on part de l'espace et l'on détermine les projets ensuite en fonction des caractéristiques de ce territoire. Les politiques de développement ainsi que les conseils de quartier sont des processus s'inscrivant dans cette deuxième démarche. Ainsi, l'aménagement du territoire est une thématique privilégiée du débat public, car les cinq champs possibles du débat public (que nous avons cités auparavant) sont plus ou moins directement reliés à cette thématique. C'est pour cette raison que dès à présent, lorsque nous ferons allusion à la concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme dans ce mémoire, nous parlerons simplement de concertation ou de débat public, car nous avons vu que ces deux notions étaient assimilables.

Voyons maintenant quelles formes peut prendre la concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme sur le terrain.

¹ RAYSSAC Gilles-Laurent et DE LA GUERONNIERE Christian, *Guide de la concertation locale*, p.56.

² *Op.cit.*, p.50.

d. Les formes contemporaines de la participation : un bref inventaire

Difficile, aujourd'hui, de trouver de véritables espaces de participation, mais tout autant difficile d'échapper à la multitude des dispositifs s'y rattachant, du moins dans les intentions.

« Pour l'essentiel, la concertation a progressé par un phénomène assez bien connu : des expérimentations locales ont été reprises au niveau législatif afin d'être généralisées »¹. Cependant, même si elle s'inspire d'actions concrètes, la législation reste assez floue.

De nombreux **processus de participation** tentent aujourd'hui de formaliser cette législation. Si celles-ci ont pour enjeu commun d'assurer une forme de participation des citoyens ordinaires à la discussion d'enjeux collectifs, elles présentent également de nombreuses différences. Ceci est en partie dû au fait que les concepts auxquels font référence ces procédures (participation, débat public, concertation, proximité...) ont la particularité d'être flous et ambivalents. Ainsi, la législation détermine un cadre d'une grande flexibilité dans la mise en place et le choix de l'organisation de ces instances.

Ceci explique le fait que l'on assiste à la concrétisation de différentes interprétations de ces lois, et différentes adaptations aux spécificités locales de chaque territoire. Ainsi, seule la manière dont la discussion est organisée et les thèmes abordés changent. On assiste alors à la mise en place de processus très divers, mais aussi très nombreux.

On ne cherchera pas ici à dresser une liste exhaustive de ces instances participatives, qui serait trop longue, mais à les classer en différentes catégories et à en citer quelques exemples représentatifs.

Nous avons pu constater que les dénominations de ces nombreuses instances de participation sont très diverses. Cela révèle un foisonnement, une liberté d'organisation des acteurs et une extrême diversité des dispositifs en grande partie due à la structure légale sur laquelle ils se bâtissent. Ainsi, chaque processus de concertation est différent, autant par son organisation que par les thèmes abordés. Il paraît judicieux de tenter d'en réaliser une typologie, afin de mieux appréhender la diversité des formes prises par la concertation sur le terrain. L'étude des différentes instances participatives que l'on trouve sur le terrain nous permettra de délimiter notre terrain d'étude pour cette recherche.

Essai de typologie des formes de concertation

Nous allons ici définir des « **systèmes** » de concertation. Le système de concertation, c'est ce que le législateur a prévu pour qu'une délibération soit possible. Gilles-Laurent Rayssac et Christian de la Guéronnière ont établi trois systèmes de concertation² :

¹ RAYSSAC Gilles-Laurent et DE LA GUERONNIERE Christian, *Guide de la concertation locale*, p.56.

² *Op.cit.*, p.51.

1. Les systèmes de concertation permanents et non permanents

Permanents	Non permanents
Conseils de quartiers	Commission particulière du débat public
Commission locale de l'eau	Enquêtes Bouchardeau
Commission consultative des services publics	Enquêtes DUP droit commun
CLIS	Circulaire Bianco
Conseils de développement (pays Voynet)	

On rencontre une multitude de **systèmes non permanents**, qui sont créés pour remplir une tâche particulière comme, par exemple, l'organisation d'un débat sur l'avenir d'une friche industrielle.

Les systèmes non permanents de concertation sont principalement constitués des enquêtes publiques et des débats publics (cette dénomination recouvre aussi tous les débats organisés par les autorités locales à l'occasion de projets d'aménagement pour lesquels la concertation n'est pas organisée dans le cadre des dispositifs permanents).

On peut noter que comparativement aux systèmes permanents, « les règles qui régissent les systèmes non permanents de concertation semblent être plus fournies et en tout cas plus développées. Cela s'explique, on va le voir, par le fait que ces systèmes sont en général mis en œuvre à propos de projets qui nécessitent effectivement un débat »¹.

On associera le terme de **concertation** aux instances de participation non permanentes, qui convoquent les habitants sur un projet précis.

Ces systèmes non permanents sont temporaires, alors que les **systèmes permanents** ont pour objectif de s'inscrire dans la durée (comme les conseils de quartier ou encore les conseils de développement).

« D'une façon générale, on constate que la loi laisse une grande liberté d'organisation de ces systèmes permanents de concertation aux autorités qui sont en charge de les mettre en œuvre »². L'ensemble de ces instances se caractérise principalement par le fait qu'elles organisent la participation dans une logique de (qualité de) gestion du service public.

On peut citer quelques exemples représentatifs de ces systèmes permanents : les conseils de quartier, la Commission locale de l'eau, les conseils de développement pour les Pays et communauté d'agglomération, la commission consultative des services publics locaux, ou encore les comités d'axes et de lignes en matière de transport.

On associera le terme de **débat public** aux instances de participation permanentes, qui convoquent les habitants pour donner leurs avis sur des thèmes non définis à l'avance.

Ces termes vont nous être utiles pour distinguer les différentes formes d'implication des acteurs et des citoyens au sein de ces instances de participation.

¹ RAYSSAC Gilles-Laurent et DE LA GUERONNIERE Christian, *Guide de la concertation locale*, p.60.

² *Op.cit.*, p.56.

2. Les systèmes de concertation s'adressant au public et ceux qui s'adressent aux professionnels

« Les enjeux d'organisation des systèmes de concertation ne sont bien entendu pas les mêmes suivant que l'on anime un dispositif qui fait appel à la société civile organisée ou uniquement aux citoyens ordinaires »¹. Ceci révèle le problème de la prise en compte conjointe des associations et des citoyens ordinaires.

3. Les systèmes de concertation non locaux qui ont une influence sur le territoire local

Les concertations qui sont organisées sur des territoires vastes peuvent concerner des projets d'infrastructures linéaires, mais aussi des débats organisés au niveau national.

On assiste en effet à la prolifération des processus de participation, mais cela n'est pas représentatif d'une situation idyllique : ces pratiques de démocratie participative semblent souffrir d'un manque de méthodes pratiques, et présentent ainsi un **bilan mitigé**. En effet, le débat public semble confronté à différents blocages qui limitent son efficacité. Pour cela, nous nous sommes référés au mémoire d'Amandine Derouard, qui recense ces différents blocages et dysfonctionnements. Nous avons pu constater que ceux-ci n'étaient pas les mêmes pour toutes les instances.

e. Différents blocages constatés

"Je me demande pourtant si cette notion (la participation) qu'on donne comme solution aux problèmes de la démocratie n'est pas plutôt une solution aux problèmes de sa critique, la menue monnaie des grandes alternatives déçues".

Jacques Rancière (1998).

La démocratie participative semble en effet ne pas être à la hauteur de ce qu'on en attendait. Il y a un important décalage entre l'importance des enjeux soulevés par la question de la participation et la pauvreté des concepts, des cadres théoriques, et des moyens dont les acteurs disposent pour penser cette réalité nouvelle.

Ceci est en partie dû au fait que nul ne sait véritablement ce que recouvre la notion de «démocratie participative ». De quoi s'agit-il réellement : de faire participer les citoyens ? Mais à quoi ? A la décision, à la discussion ou à une opération de communication mise sur pied par des autorités ? A ce vocable se réfèrent des initiatives trop différentes pour que le terme ne finisse pas par être galvaudé. Ainsi, l'on assiste à des processus de participation très différents, qui répondent plus ou moins aux enjeux de la démocratie participative, qui ne sont d'ailleurs même pas clairement définis.

Ce contexte ambigu se retrouve à travers chaque blocage qui limite le fonctionnement des différentes instances de participation. En effet, chaque instance de participation connaît certains dysfonctionnements qui limitent leur efficacité et leur empêchent d'aboutir à leurs enjeux initiaux. Cependant, si aucune n'échappe à cette règle, elles connaissent des **combinaisons de blocages qui leur sont propres**. Ainsi, lorsque nous étudierons ces blocages, il sera nécessaire de bien les différencier selon les instances de participation que nous étudierons.

¹ RAYSSAC Gilles-Laurent et DE LA GUERONNIERE Christian, *Guide de la concertation locale*, p.54.

Pour cela, nous nous sommes référés au mémoire de recherche d'Amandine Derouard, qui recense les différents facteurs de blocage de la participation des habitants au projet urbain (que l'on pourra trouver en annexe).

Ces blocages ont de multiples origines. Ainsi, afin de mieux les comprendre, nous allons tenter de les expliquer.

i. Différentes origines à ces blocages

On peut discerner **plusieurs origines** majeures à ces blocages.

Tout d'abord, l'**objectif de la concertation** n'est souvent **pas assez clairement défini**. Les organisateurs des débats, ainsi que les participants ne savent pas clairement en quoi la concertation consiste. Cette imprécision est souvent à l'origine de quiproquos entre les participants et les organisateurs, ce qui limite alors considérablement l'action du processus de participation :

- Les participants imaginent que la concertation va porter sur un domaine plus large que celui prévu par l'organisateur des débats.
- L'organisateur des débats n'obtient pas les informations qu'il recherche.

Il est ainsi nécessaire de bien préciser l'objectif au départ de manière à ne pas créer de frustration générée par le flou ou le manque de définition préalable du champ de la concertation.

La concertation nécessite également des **règles du jeu** : il faut établir une méthode pour organiser les débats. Cependant, le législateur reste le plus souvent silencieux sur le contenu formel de la participation. Qu'il prévoit la mise en place d'une concertation (loi SRU), de conseils de développement (loi Voynet) ou de conseils de quartier (loi Vaillant), rien n'est dit explicitement de la manière dont il convient d'organiser ces procédures. C'est donc aujourd'hui aux acteurs de terrain de définir les bonnes pratiques, en l'absence de cadre légal précis. Ceci est à l'origine de certaines initiatives réussies, mais également de situations décevantes pour la majorité des cas.

Nous sommes également confrontés en France à une **absence de consolidation des expériences de participation et de concertation**, laquelle se traduit par une forte variabilité et instabilité des procédures. En effet, bien peu de municipalités se sont dotées, comme à Paris ou à Poitiers, d'un observatoire de la démocratie locale, capable de produire de la réflexivité sur les expériences, d'aider à l'évaluation des dispositifs et au cumul des savoirs.

Cette absence d'évaluation des dispositifs emporte deux conséquences :

- Les acteurs de terrain sont le plus souvent démunis face aux problèmes récurrents que soulève la mise en œuvre de dispositifs de participation (problèmes de représentativité, de légitimité,...). Dans les innombrables colloques qui ont la participation pour thème, ce sont toujours les mêmes questions qui resurgissent, sans espoir véritable de réponse. L'exigence de points de repère n'a jamais été aussi grande de la part des acteurs.
- Un même « label » procédural peut recouvrir des réalités très différentes. "On nomme par exemple « conseil de quartier » des choses infiniment différentes selon les endroits :

certaines municipalités mettent en place des instances composées d'élus et de sympathisants de la mairie et qui délibèrent à huis clos, d'autres organisent des shows à grand spectacle confrontant le maire aux habitants, d'autres enfin délèguent entièrement à une poignée de citoyens le soin d'organiser et d'animer ces dispositifs, les abandonnant souvent à leur triste sort"¹.

Cependant, malgré l'imprécision des lois et l'absence de retour sur expérience, une question semble aujourd'hui poser le plus problème : **quels sont les objectifs poursuivis par les élus au travers de ces expériences de démocratie participative ?**

"Si l'on accepte l'évidence selon laquelle c'est le dispositif qui construit et crée le public auquel il s'adresse, on montrera aisément que selon qu'il sera pensé comme un habitant affecté à un territoire, comme un usager consommateur de services publics ou un citoyen capable de délibérer politiquement, le destinataire de ces procédures sera incité à adopter des postures sensiblement différentes"².

Ainsi, la volonté politique peut être à l'origine d'importants facteurs de blocage également.

L'exercice de la participation est à l'origine de **paradoxes** auxquels sont confrontés les participants. On leur demande de s'exprimer mais dès qu'ils le font un peu trop fort, la parole leur est retirée. On leur demande d'être des citoyens ordinaires mais aussi de connaître parfaitement les dossiers. On leur demande enfin de s'investir pour leur cité mais tout en faisant abstraction de leurs intérêts particuliers. Ceci explique pourquoi ces expériences qui cherchent à institutionnaliser la participation des citoyens dans la durée échouent : faute de participants, leur public étant amené à désertier ces instances.

Mais les élus ne sont pas les seuls acteurs à avoir un rôle dans l'apparition de ces blocages : les habitants et les professionnels sont également des producteurs de blocages importants.

Ainsi, comme nous l'avons vu, tous ces blocages peuvent provenir des différents acteurs, mais aussi de la forme (organisation du processus) et du contenu (nature du projet) de la participation. Ainsi, après avoir vu les différentes origines possibles de ces blocages, il est nécessaire d'approfondir la nature de ceux-ci.

ii. Deux grands types de blocage

Selon Amandine Derouard, deux grands types de blocage se manifestent au cours du processus de participation : la **sous-participation** et la **mal-participation**.

- La sous-participation

"Ce type de blocage est lié à la phase de mobilisation des participants. Le nombre de participants est peu élevé et/ou certaines catégories sociales sont peu ou pas représentées. Ce problème est récurrent dans les dispositifs de participation. On observe ainsi généralement une surreprésentation des classes moyennes et des représentants associatifs. Les participants ont un niveau d'instruction

¹ BLONDIAUX Loïc (11 novembre 2004), *L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes*.

² *Ibid.*

relativement élevé. En revanche, certains groupes sont peu présents, tels les jeunes, les étrangers, la population active de moins de 40 ans... Ce problème de représentativité peut participer à la mal-participation, les groupes sociaux ciblés par le projet n'étant pas ou peu présents pas exemple"¹.

- La mal-participation

"Ce type de blocage se manifeste au cours du débat mais peut être généré par la façon dont a été conçu le dispositif. Les participants participent mal : problèmes liés à la prise de parole, à la compréhension des enjeux du projet, etc. Ou bien ils ne jouent aucun rôle dans le processus d'élaboration du projet urbain.

La mal-participation favorise alors la sous-participation dans la mesure où les participants déçus ne réitèrent pas l'expérience et véhiculent une mauvaise image de la pratique participative"².

"On admettra l'idée que, une fois ces deux types de blocages résolus, la participation est considérée comme effective du point de vue de la finalité politique"³. Ceci sous-entend que nous pouvons considérer que ces deux types de blocages rassemblent la majorité des blocages qui limitent l'action du débat public. Mais cela induit également que pour résoudre ces blocages, il faudra engager une réflexion autour de la démocratie participative, non pas telle qu'elle devrait être mais telle qu'elle se pratique aujourd'hui au concret. En effet, on considère que cela répondra plus justement aux besoins des acteurs sur le terrain.

C'est dans cette optique que s'inscrit notre mémoire de recherche, il aura pour objectif de répondre à certains blocages, en partant du terrain, et non pas des idéaux auxquels devraient répondre la démocratie participative.

De nombreuses réflexions tentant de répondre à ces blocages ont déjà été engagées, mais n'ont pas réellement abouti à des solutions satisfaisantes : "les moyens conceptuels et intellectuels dont nous disposons pour penser ce renouvellement des formes démocratiques ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Il y a une vraie pauvreté de réflexions sur ces questions "⁴.

Nous espérons alors que cette recherche, basée sur l'étude du fonctionnement de diverses instances participatives, pourra apporter de nouveaux éléments de réponse aux dysfonctionnements de la démocratie participative.

Ne pouvant pas s'intéresser à tous les blocages, nous avons fait le choix d'éclairer le débat public sous l'angle d'une thématique particulière : le **rapport affectif des individus à l'espace**. Nous considérons en effet que ce rapport affectif va avoir des conséquences sur le fonctionnement du débat public, et donc peut être à l'origine de divers blocages.

¹ DEROUARD Amandine (2005), *La participation des habitants au projet urbain, La volonté politique face aux facteurs de blocage*, p.22.

² *Op.cit.*, p.23.

³ *Ibid.*

⁴ BLONDIAUX Loïc (11 novembre 2004), *L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes*.

En effet, certains blocages du débat public recensés par Amandine Derouard¹ paraissent avoir pour origine le rapport affectif à l'espace des habitants. On peut citer parmi ceux-ci le fait que "le projet sur lequel porte la participation est incompatible avec la proximité qui mobilise les individus", ou encore la "suprémie des intérêts particuliers, hypertrophie de la vie privée". Nous verrons ultérieurement l'étendue des interactions existantes entre le rapport affectif à l'espace des individus et le débat public.

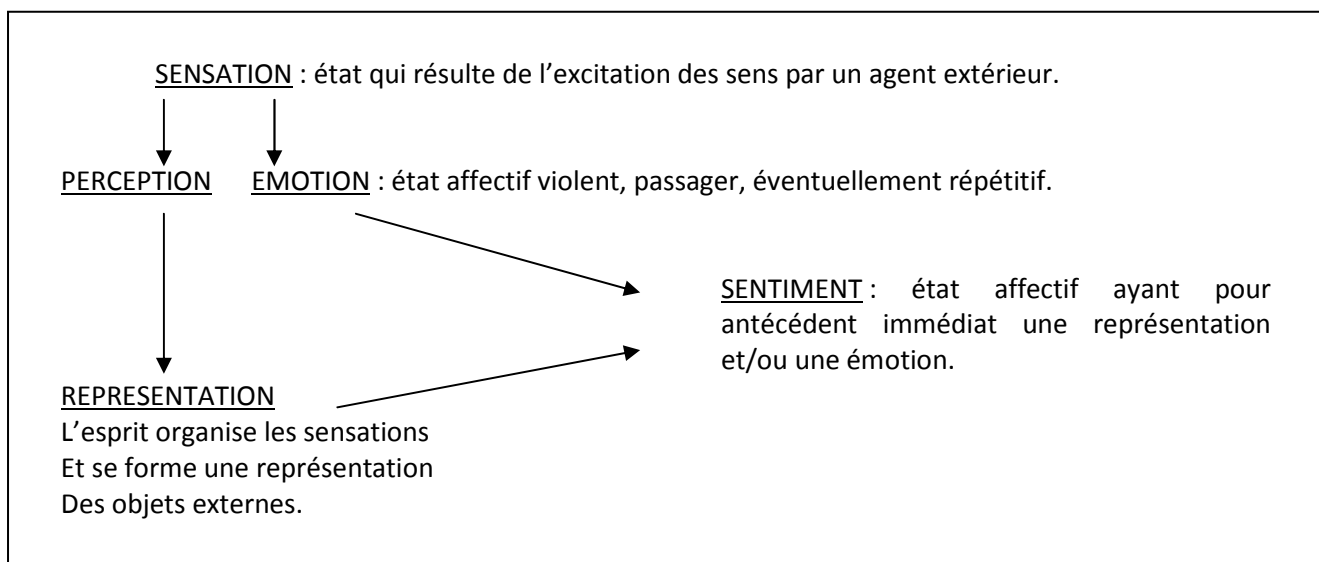
Cependant, la notion complexe de rapport affectif à l'espace, faisant appel à de nombreux termes (émotion, sentiment, représentation,...), mérite tout d'abord d'être soigneusement définie.

2. Qu'est-ce que le rapport affectif ?

L'affectivité paraît être difficile à déterminer avec précision. Cette notion fait référence à de multiples termes (affect, sentiment, émotion,...) que nous allons expliciter afin de mieux cerner ce qu'est le rapport affectif.

La définition que donne le Larousse de l'affectivité est « l'ensemble des phénomènes affectifs (émotions, sentiments, etc.) ». Ainsi, les sentiments et émotions semblent donc être des composantes importantes du rapport affectif. J. Vuillemin va plus loin en déclarant que « Entre ces deux pôles de l'affectivité, que nous nommons sentiment et émotion, la nature a placé mille degrés, mille nuances, mille variations ; même, elle ne se fait connaître que par ces transitions et ces mélanges, et ne nous offre presque jamais les deux thèmes de la fugue à l'état pur². Ainsi, l'affectivité regroupe l'ensemble des sentiments et émotions d'un individu.

Pour mieux expliquer ce qu'est le rapport affectif, nous allons reprendre le schéma explicatif réalisé par Béatrice Bochet³ :



¹ DEROUARD Amandine (2005), *La participation des habitants au projet urbain : la volonté politique face aux facteurs de blocage*, p.38.

² VUILLEMIN J. (1949), *Essai sur la signification de la mort*, p. 112.

³ BOCHET Béatrice (septembre 2000), *Le rapport affectif à la ville. Essai méthodologique en vue de rechercher les déterminants du rapport affectif à la ville*, mémoire de recherche de magistère 3, p.9.

Ce schéma contient de nombreuses notions qu'il pourra nécessaire d'expliciter. Nous nous sommes entre autres inspiré des définitions faites par Béatrice Bochet¹ et Nathalie Audas² :

a. Sensation

D'après Isabelle Mourral³, la sensation est "un état de conscience qui résulte immédiatement de l'excitation de nos sens par un agent extérieur, sans qu'intervienne la moindre notion qui permette de l'interpréter". Aux sensations correspondraient des données brutes provenant de la stimulation de nos organes sensoriels. Dans ce cas-là, nos sensations sont toujours intégrées dans nos perceptions. Mais nous pouvons aussi parler des sensations comme données de la conscience, c'est-à-dire les impressions que nous recevons actuellement de nos organes des sens (bruits, odeurs, lumière, contacts) ou de l'état de notre organisme. "Aux sensations correspondraient des données brutes provenant de la stimulation de nos organes sensoriels"⁴. Dans ce cas là, la sensation comporte un élément représentatif. Elle nous fait connaître une qualité spécifique dont nous n'aurions pas connaissance si nous étions privés de l'usage de l'organe correspondant. C'est un élément affectif : elle est agréable ou désagréable".

Cette sensation va donner lieu à une perception, ou à un état plus intense qu'est l'émotion.

b. Emotion

L'émotion d'après Isabelle Mouri est « un état affectif violent et passager, qui ébranle corporellement son sujet et se manifeste par des troubles organiques et des perturbations psychiques : confusion des idées, blocage de la mémoire, perte du sens critique ».

Pour Kant, « l'émotion est le sentiment d'un plaisir ou de déplaisir actuel qui ne laisse pas le sujet parvenir à la réflexion. Dans l'émotion, l'esprit surpris par l'impression perd l'emprise de soi-même. Elle se déroule dans la précipitation, c'est-à-dire qu'elle croît rapidement jusqu'au degré de sentiment qui rend la réflexion impossible. » Cet état peut donc être agréable ou pénible.

Le terme émotion possède donc une connotation forte de fugacité et de soudaineté. On parle d'ailleurs de « choc émotionnel », événement qui peut se transformer ensuite en sentiment, état de la pensée plus durable.

MacLean (1966) reconnaît six variétés d'émotions, reconnaissables au comportement qu'elles entraînent. Le *désir* commande un comportement de *recherche*. La *colère* celui d'*agressivité*, la *peur* le besoin de *se protéger*, le *chagrin* l'aspect d'*abattement*, la *joie* un comportement de *gratitude* et l'*affection* une attitude *caressante*.

L'élément déclencheur d'une émotion est une sensation. En effet, certaines sensations peuvent déclencher chez des individus cet état affectif violent et soudain. Cependant, les sensations peuvent également réveiller des perceptions chez l'individu.

¹ BOCHET Béatrice (septembre 2000), *Le rapport affectif à la ville. Essai méthodologique en vue de rechercher les déterminants du rapport affectif à la ville*, mémoire de recherche de magistère 3, p.8-9.

² AUDAS Nathalie (2007), *Le rapport affectif à l'espace*, mémoire de recherche de magistère 3, p.11 à 13.

³ MOURRAL Isabelle et MILLET Louis (1995), *Petite encyclopédie philosophique*, Paris, Editions Universitaires, p.395.

⁴ SAUVAGEOT Anne (2003), *L'épreuve des sens, De l'action sociale à la réalité virtuelle*, p.13.

c. Perception et représentation

Selon la définition donnée par Merleau-Ponty, la perception est un acte de l'esprit permettant d'organiser les sensations provenant de l'extérieur et de les interpréter. Il y aurait comme "une certaine mise en ordre – tri et élagage de stimuli sensoriels ambigus ou non significatifs, reconnaissance de situations antérieures, etc. -, une organisation interne en quelque sorte"¹ qui donnerait du sens à ces sensations.

Cette interprétation des sensations va aboutir à la formation d'une représentation des objets externes. La représentation entraînera ensuite la formation d'un sentiment chez l'individu.

d. Sentiment

Selon la définition donnée par le Larousse, un sentiment est « un état affectif complexe et durable lié à certaines émotions ou représentations ».

Selon Isabelle Moural et Louis Millet, deux sens dominant dans l'usage du mot sentiment : « C'est tout d'abord un état affectif complexe, riche en nuances propres, ayant pour origine, non des sensations, mais des pensées, des désirs, des représentations, des souvenirs, nos relations avec les personnes et les choses ; c'est aussi une connaissance qui n'est pas une idée claire ».

La représentation et/ou l'émotion sont le ou les préalables au sentiment. Ainsi, le sentiment est une notion affective complexe car elle est le résultat de la superposition d'émotions, de représentations, de sensations,...

L'émotion, la sensation, la perception correspondent tous à des états affectifs de plus ou moins grandes intensités. Ils sont les préalables constructeurs du dernier état affectif : le sentiment qui se construit à partir des différents niveaux d'affectivité.

D'après les philosophes, le sentiment c'est la fixation d'une tendance sur un objet, par exemple sur l'espace. Ainsi nous éprouvons un sentiment d'amour pour un être ou un objet que nous cherchons à posséder, un sentiment de haine ou de crainte à l'égard d'un être ou d'un objet que nous cherchons à fuir ou à détruire, mais nous éprouvons aussi des sentiments de fierté, de regret, de jalousie, d'envie, de rancune. Ainsi l'affectivité permet d'émettre un jugement sur les objets environnants, et ce jugement est à l'origine de la construction de l'opinion de chaque individu. L'affectivité conditionne donc le rapport qu'a l'individu avec son environnement, son lieu de vie.

Un individu peut donc ressentir pour son espace (physique ou social) des émotions, des sentiments. Ce sont eux qui vont forger le rapport affectif de cet individu à l'espace.

Dans le cadre de notre recherche, lorsque nous parlerons de « rapport affectif », nous sous-entendrons à la fois les sentiments et les émotions. Ainsi, le rapport affectif d'un individu à un objet sera une accumulation, un mélange de sentiments, d'émotions, ainsi que leurs évolutions.

¹ SAUVAGEOT Anne (2003), *L'épreuve des sens, De l'action sociale à la réalité virtuelle*, p.13.

3. Qu'est-ce que l'espace ?

Le dictionnaire Larousse définit l'espace comme une « étendue indéfinie qui contient et entoure tous les objets ». L'espace est donc une notion difficile à cerner car très abstraite. « Un espace se caractérise au minimum par trois attributs : la métrique, l'échelle, la substance »¹. L'échelle définit la taille de l'espace, la métrique la manière de mesurer la distance au sein de l'espace concerné, la substance la dimension non spatiale des objets spatiaux.

Il est donc tout d'abord nécessaire de définir la taille de l'espace. Dans le cadre de notre recherche, l'espace étudié sera principalement l'**espace urbain** : c'est "l'ensemble, d'un seul tenant, de plusieurs aires urbaines et des communes multipolarisées qui s'y rattachent" (définition de l'Insee). Nous travaillerons plus particulièrement sur l'espace urbain de Tours.

L'échelle de l'espace que nous étudierons se fera essentiellement à l'échelle de la ville, ou encore du quartier.

Quant à la métrique de l'espace considéré, elle se fera à l'échelle de l'individu en fonction de l'usage qu'il fait de cet espace et les déplacements qu'il y opère : migrations domicile-travail, et autres déplacements de proximité : achats, loisirs,...

Le troisième élément qui définit un espace est sa substance. Dans le cadre de notre recherche, nous allons nous intéresser à deux composantes de l'espace : l'espace physique et l'espace social.

L'espace physique correspond au milieu environnemental dans lequel évolue l'individu. Cette notion englobe les différentes composantes physiques de cette espace : les aménités.

Béatrice Bochet définit le terme d'aménités comme « l'ensemble des facilités offertes par la ville et des aspects concrets et matériels de celle-ci et les conséquences qui en découlent. »² Les aménités peuvent donc désigner les équipements collectifs d'une ville, les services, les routes, les réseaux,... tout ce que la ville présente comme aspects matériels. Les aménités définies par Béatrice Bochet regroupent donc ces structures, mais aussi leurs influences (positives ou négatives) sur les individus.

Nous suggérons que l'espace ne peut pas être défini simplement en termes géographiques, d'aménités,... Cette définition de l'espace que nous établissons suppose de comprendre l'interaction entre différents types d'entités sociales telles que des personnes, des groupes, ... **L'espace social** fait référence à cette dimension sociale de l'espace : c'est le lieu du lien social. On peut associer cette notion d'espace social entre autres à la notion d'urbanité. L'urbanité est définie par Béatrice Bochet comme « l'ensemble des liens sociaux qui existent ou se créent dans la ville. »³ Elle définit l'urbanité comme les interactions créées par la ville, « à travers par exemple les contacts, les regards, les relations, la promiscuité, les rencontres, les nombreuses occasions, les croisements... et leurs caractéristiques : anonymes, éphémères, superficielles, fugitives, durables, profondes.⁴ » Plus les liens sociaux sont nombreux, plus l'urbanité se développe. C'est pour elle une catégorie de déterminants du rapport affectif de l'individu à la ville.

Nous allons également nous intéresser à la notion d'**espace vécu** : « espace tel qu'il est perçu et pratiqué par les êtres qui y vivent »⁵. Le concept fut forgé par Armand Frémont au début des années 1970. Celui-ci n'a pas pour objet l'espace « objectif » sur lequel travaille la géographie, mais l'espace

¹ LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, « *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* ».

² BOCHET Béatrice (2000), *Le rapport affectif à la ville, essai de méthodologie en vue de rechercher les déterminants du rapport affectif à la ville*, p.13.

³ *Op.cit.*, p.19.

⁴ *Ibid.*

⁵ LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*.

« subjectif ». « Les êtres humains ne vivent pas dans le monde tel qu'il est mais tel qu'ils le voient, et, en tant qu'acteurs géographiques, ils se comportent selon leur représentation de l'espace »¹.

Un des objectifs de ce mémoire sera donc d'étudier l'homme en relation avec son espace vécu (espace physique et espace social), et de voir, à partir de ces relations, quel rapport affectif il entretient à l'espace.

4. Qu'est-ce que le rapport affectif à l'espace ?

D'après Ricardo Bofill : « la ville se perçoit simultanément sur un mode rationnel et sur un mode sensible. La même langue peut servir à écrire un poème ou un règlement : de même, la ville est-elle à la fois un lieu fonctionnel et un espace émotionnel ». Pour Ricardo Bofill, la ville comporte donc toujours une forte composante affective.

L'existence d'un lien de nature affective entre l'individu et la ville se retrouve également dans l'article de Denis Martouzet, *Le rapport affectif à la ville, conséquences urbaines et spatiales, le cas de Fort-de-France*. Dans cet article, il explique les différents facteurs du rejet de cette ville par ses habitants, et montre l'existence d'un lien affectif négatif entre l'individu et la ville.

Quant à Anne Sauvageot, elle considère qu'un lieu pourrait receler un "pouvoir d'affection"². C'est-à-dire qu'un lieu peut potentiellement être propice au développement d'un lien d'ordre affectif avec un individu.

Il semble évident que **le rapport affectif à l'espace se vérifie**, notamment dans le cas de l'espace urbain. On peut cependant se demander ce qui **détermine** ce rapport affectif à l'espace.

Pour cela, revenons tout d'abord sur la définition de la représentation, telle que nous l'avons précisée auparavant. Une représentation correspond à l'interprétation qu'un individu se fait de ses perceptions. "L'espace urbain est vécu à travers la perception que l'on en a – autrement dit, à partir de tout un ensemble de dimensions perceptibles par les sens (mouvements, bruits, lumière, odeurs, ambiances, etc.) à partir desquelles se construisent et s'ordonnent les pratiques et les imaginaires sociaux"³.

Selon Anne Sauvageot, une représentation prend fréquemment la forme d'une image mentale (ce qui est très largement remis en question notamment par G. Moser⁴), la situation ou l'expérience vécue à l'origine de ces perceptions.

Cependant, il n'y a pas que les perceptions qui façonnent les représentations. Elles sont aussi conditionnées par les valeurs culturelles et/ou éducatives de l'individu, de ses positions au sein de la société, de son vécu, son expérience...

En ce qui concerne les représentations que se fait un individu de l'espace, il est influencé par les éléments cités précédemment, mais aussi par des éléments propres à la relation entre l'individu et l'espace : la pratique de cet espace par l'individu, les souvenirs liés à cet espace, la plus ou moins grande connaissance des lieux, les caractéristiques physiques de cet espace (architecture,

¹ LEVY Jacques et LUSSAULT Michel, *dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*.

² SAUVAGEOT Anne (2003), *L'épreuve des sens, De l'action sociale à la réalité virtuelle*, p.117.

³ *Op.cit.*, p.101.

⁴ MOSER G. (2003), *Espaces de vie*, p.60.

aménités,...) ou sociales (ambiance, ...). Ces représentations pourront évoluer au fur et à mesure du temps en fonction des expériences, du vécu d'un individu,...

La **représentation** d'un espace est donc **différente pour chaque individu**, car elle correspond à une association de différents critères (vécus, culture, ...) qui s'assemble et lui permet d'interpréter à sa manière un espace. Elle reflète la dimension symbolique que lui accorde l'individu.

Comme nous l'avons vu dans la définition du rapport affectif, les représentations vont ensuite donner lieu à des **sentiments**. En effet, l'individu va associer à cette image qu'il a construite, des formes et/ou des qualités comme si elles lui appartenaient parce qu'elles évoquent ou signifient quelque chose pour lui. Il va s'approprier cet espace et lui faire correspondre des attributs (positifs ou négatifs). Le phénomène d'**appropriation** semble donc être à l'origine d'un rapport affectif de l'individu à l'espace.

L'appropriation de l'espace recouvre plusieurs approches, tout d'abord la matérialité des usages (fréquentations, déplacements, évitements, etc.), ensuite celle des représentations et des significations que les individus accrochent à l'espace, et enfin celle des projections imaginaires et symboliques qu'ils y opèrent (N.Semmoud). L'appropriation serait donc une forme de marquage de l'espace par des objets ou simplement par des habitudes à l'image des représentations élaborées par l'individu. C'est l'acte par lequel l'individu « fait sien » un espace et lui accorde alors une dimension symbolique bien particulière. Et c'est précisément le contenu de cette dimension, qu'il est intéressant de connaître car il peut certainement permettre de comprendre les significations, l'imaginaire et la symbolique qui dessinent les contours d'une représentation et de cerner ainsi les déterminants du rapport affectif.

Des éléments de réponses pourront par certains aspects être identifiés au travers d'investigations sur la personnalité, la vie sociale, et l'histoire personnelle de chaque individu, mais aussi sur les caractéristiques de la ville qui ont une influence sur son ressenti sur cette ville (contraintes de transport, facilités de service, ambiance, qualité de l'environnement ou du paysage...). Ces différents domaines l'amènent à la construction dans le **temps** d'un rapport affectif à un espace, que celui-ci se manifeste de manière positive ou négative.

Parmi les différentes expériences antérieures accumulées entre l'individu et la ville, certaines ne vont pas intervenir dans la construction du rapport affectif de l'individu à la ville. L'individu en garde seulement quelques-unes en mémoire qui constitue alors "**son propre répertoire interactionnel**"¹. Celui-ci va alors construire la représentation qu'il se fait de la ville, qui sera **la base de la formation de son rapport affectif à la ville**. "Dans sa relation à la ville, les interactions et les échanges que l'individu garde en mémoire constituent pour lui une somme d'expériences accumulées, points de repères nécessaires à la construction de son rapport affectif à la ville, à sa ville"².

Joëlle Le Borgne compare la relation homme/ville avec la relation amoureuse : "On peut dire aimer une ville, aimer la ville, tout en étant conscient des éléments que nous apprécions moins dans cette ville, dans les villes. L'individu relativise donc les éléments qu'il juge positifs ou négatifs, afin de pouvoir décrire son ressenti général sur une ville, sur la ville"³.

¹ MOSER G. (1994), *Les relations interpersonnelles*, p.21.

² LE BORGNE Joëlle (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.19.

³ *Ibid.*

"La question du rapport affectif entre l'individu et la ville est pertinente, et celui-ci dépend notamment de certaines catégories de **déterminants** que sont les **aménités**, **l'urbanité**, la **civilité** et la **lisibilité**. Le lien affectif que l'individu construit avec la ville est en partie lié aux phénomènes d'**apprentissage** et d'**appropriation**, qui sont liés à la mémoire de l'individu et à ses états affectifs propres"¹.

Parmi ces quatre composantes du rapport affectif, on retrouve les **aménités** (qui se rattache à la notion d'espace physique) et **l'urbanité** (qui se rattache à l'espace social), que nous avons défini précédemment. Il paraît évident que l'espace physique est une composante forte dans la construction de notre rapport affectif, car on dit souvent aimer une ville parce qu'on la trouve "belle", pour ses caractéristiques "physiques". Mais l'urbanité semble également être une composante importante dans la construction de notre rapport affectif à l'espace : "ce qui nous lie à une ville, c'est en partie ce que nous y avons vécu, non pas en relation avec la ville elle-même, mais avec des personnes s'y trouvant"².

Il y a également deux autres éléments qui rentrent dans la composition du rapport affectif d'un individu à l'espace : la civilité et la lisibilité.

F. Guyomard définit la notion de **civilité** comme "l'observation des convenances, des bonnes manières en usage dans un groupe social"³, soit la politesse, la courtoisie, la manière de gérer le lien social permettant l'existence au sein de la ville de différents groupes sociaux, ethniques, générationnels,... On remarque la civilité notamment dans l'attitude d'un individu au sein d'un groupe.

Elle précise également le concept de **lisibilité**, concept à l'origine développé par Kevin Lynch dans *L'image de la cité* : la lisibilité correspond à la "clarté apparente du paysage urbain ou la facilité avec laquelle l'individu peut reconnaître les éléments et les organiser de manière cohérente en s'appuyant sur l'organisation spatiale et les éléments physiques (voies, limites, quartiers, nœuds, points de repère)"⁴. "La lisibilité est importante pour que l'individu soit à l'aise dans la ville ; il ne doit pas ressentir de stress relatif à l'impression d'être perdu. La lisibilité est donc vectrice du sentiment de sécurité de l'individu en ville, sentiment qui paraît être une des bases nécessaires pour pouvoir développer une affectivité positive avec la ville"⁵.

Ces quatre déterminants sont donc à l'origine, avec le temps de la création d'un rapport affectif de l'individu à l'espace. "Ainsi, le rapport affectif à la ville peut être fortement lié soit à des lieux, soit à des personnes, soit à des vécus, à un état d'esprit particulier... et bien souvent, ce sont tous ces éléments combinés qui entrent en jeu dans les sentiments des individus pour les villes qu'ils ont connues"⁶.

La dimension temporelle serait un élément important dans la construction de celui-ci, car il faut un certain temps pour que l'individu apprivoise la ville, se l'approprie. "La relation d'affectivité entre un individu et sa ville ne se construirait donc plus, à long terme, sur des sentiments forts, saisissants, mais plutôt sur des habitudes, des petites choses (...), au même titre que la confiance mutuelle que

¹ LE BORGNE Joëlle (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.15.

² *Op.cit.*, p.23.

³ GUYOMARD F. (2005), *Le rapport affectif entre l'individu et la ville, l'exemple de Bruxelles*, p.6.

⁴ *Op.cit.*, p.7.

⁵ LE BORGNE J. (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.14.

⁶ *Op.cit.*, p.23.

se voue un couple établit depuis un certain temps"¹. "Ce sont donc les habitudes qui construisent, petit à petit, notre rapport affectif à la ville, et ce sont ces mêmes habitudes qui nous restent en souvenir d'une ville que l'on aime"².

Au fur et à mesure du temps, on peut donc aboutir à la construction d'un rapport affectif à l'espace positif, négatif ou encore neutre. On peut en effet déceler derrière un discours anti-urbain un rapport affectif négatif. Celui-ci peut avoir de multiples origines : villes peu lisibles, trop grandes, trop "urbaines", peu de contacts humains, paysage laid et banal,... Certains vont dire aimer leur quartier, ce qui sera révélateur d'un rapport affectif positif au quartier (dû à une certaine proximité sociale, de bonnes relations de voisinage, une bonne qualité de vie,...). Ainsi, à travers le discours des individus, on peut déceler l'intensité du rapport affectif, qu'il soit positif ou négatif, qu'il entretient avec son espace.

Etant donné que la représentation que se fait un individu d'un espace est **unique**, le rapport affectif qu'il entretient avec l'espace l'est tout autant. Il est en effet la résultante d'un assemblage unique de ces quatre déterminants, lors de la construction du rapport affectif d'un individu.

L'objectif de notre recherche est de montrer en quoi la **multiplicité** de ces rapports affectifs va avoir des conséquences sur le débat public. Il est tout d'abord nécessaire de montrer que le rapport affectif à l'espace peut avoir des conséquences sur le fonctionnement des débats. Ce constat aura également une incidence sur nos choix méthodologiques.

"Le rapport affectif à l'espace est donc une notion subjective, faite de l'accumulation de différents sentiments, engendrés par les expériences vécues ou non par l'individu, en rapport direct avec la ville et seulement associés à elle"³. Ce rapport affectif à la ville est fortement lié à la dimension temporelle de la vie de l'individu, au travers du temps nécessaire pour développer un certain nombre d'interactions avec la ville.

Sa construction, fruit de l'expérience de vie d'un individu, aboutira à la formation d'un rapport affectif unique de l'individu à son espace.

Notre recherche, ayant pour objectif de comprendre l'incidence de ce rapport affectif des participants au débat public sur le fonctionnement du débat public lui-même, devra tenir compte de cette unicité. Cela aura notamment une incidence sur nos choix méthodologiques.

Tout au long de ce mémoire, lorsque nous parlerons de "rapport affectif d'un individu à l'espace", nous sous-entendrons à la fois les sentiments et les émotions que ressent cet individu pour son espace.

¹ LE BORGNE J. (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.21.

² *Ibid.*

³ *Op.cit.*, p.25.

B. Enoncé de la recherche et essai de validation de ses hypothèses de base

1. Avancement des connaissances sur le sujet

On trouve beaucoup de textes parlant du processus de concertation, déclinant les différentes formes qu'elle peut prendre, les limites qu'on y trouve, ou encore ce qu'elle apporte aux projets d'aménagement et d'urbanisme. Il y a entre autres un intérêt progressif pour connaître les dysfonctionnements du processus participatif.

La notion de rapport affectif à l'espace, ou encore à la ville, fait également l'objet de travaux récents. Cependant, la question de l'existence d'un lien entre rapport affectif à l'espace et concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme n'a pas encore été étudiée. Nous faisons ainsi l'hypothèse que, d'apercevoir le domaine de la concertation sous un nouvel angle, permettra d'améliorer le fonctionnement des instances de participation.

De nombreux travaux ont été réalisés sur le rapport affectif de l'individu à la ville. Ceux-ci nous ont permis d'émettre des postulats pour notre mémoire de recherche. On peut citer par exemple les travaux de réflexion de Béatrice Bochet, qui avait pour objet de rechercher les déterminants du rapport affectif. Elle en a défini deux catégories principales, **aménités** et **urbanité**, pouvant intervenir seules ou ensemble dans la construction individuelle du lien affectif avec la ville. Deux autres catégories de déterminants ont ensuite été mises en lumière par Béatrice Bochet, Jean-Bernard Racine, puis Fanny Guyomard: la **civilité** et la **lisibilité**.

Benoît Feildel et Joëlle Le Borgne ont ensuite approfondi ce travail, en mettant en lumière l'importance des processus d'**apprentissage** et d'**appropriation** pour que se développe un lien sentimental entre l'individu et la ville.

Joëlle Le Borgne a également défini des figures de l'urbain¹, qui reprennent en partie certains comportements, ressentis et visions qu'ont les individus envers la ville de manière caricaturale. Etant donné que celles-ci nous seront utiles pour nos entretiens, nous allons dès à présent reprendre les caractéristiques principales de ces **neuf figures de l'urbain** :

- **L'utilisateur** : la ville doit être pratique, fonctionnelle.
- **Le consommateur** : la ville comme un loisir, sélectionne ses pratiques urbaines.
- **Le libéré** : la ville comme facteur d'indépendance.
- **Le rétif** : n'aime pas la ville, par conviction, perception négative, ou parce qu'il n'a pas choisi d'y vivre.
- **Le convaincu** : rétif qui finit par reconnaître que la ville lui apporte un certain nombre de satisfactions.
- **L'habitué** : n'est pas exigeant par rapport à la ville. Se pose peu de questions quant à son rapport affectif à la ville.
- **L'anonyme** : ressent un isolement, ou une liberté d'action.
- **Le nostalgique** : affirme aimer la ville, mais recherche la ville idéale.
- **L'amoureux** : aime la ville comme il pourrait aimer une personne, pour ses qualités et ses défauts.

¹ LE BORGNE J. (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.106.

On ne trouve cependant pas de textes faisant référence aux interactions entre le rapport affectif à l'espace et la concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme. Ceci fait tout l'intérêt de notre recherche car elle en devient innovante par rapport aux questionnements actuels.

2. Description de la recherche

Cette recherche s'intitule "**Etude sur les interactions entre le rapport affectif à l'espace et la concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme**".

Ce sujet de recherche induit tout d'abord l'hypothèse que ***regarder le débat public sous l'angle du rapport affectif à l'espace nous permettra de l'améliorer, en répondant à certains blocages auxquels il est confronté.*** C'est cette hypothèse majeure que nous tenterons de valider ou au contraire de réfuter tout au long de ce mémoire. Afin d'arriver à cet objectif, il est tout d'abord nécessaire de valider une première hypothèse.

a. **Existence d'un lien d'ordre affectif entre les individus et le débat public**

Avant de s'engager dans le cœur de notre problématique, il est indispensable de valider une première hypothèse : ***le débat public est sujet à un engagement affectif de ses participants.*** En effet, si celle-ci n'est pas validée, nous saurons d'emblée que le débat public est exempt de toute implication affective, soit entre autres du rapport affectif à l'espace.

Lors des réunions de concertation observées, nous avons pu remarquer des comportements de **rejet** ou encore de **déception** des participants vis-à-vis du débat public. Ceux-ci sont par exemple dus à un sentiment d'impuissance par rapport au processus décisionnel, un faible degré d'ouverture à la participation, une temporalité longue du projet différente de celle des individus, ou encore le projet qui ne permet pas de s'exprimer sur les grands débats de société pour lesquels la population se sent concernée (se référer à la grille d'Amandine Derouard recensant les facteurs de blocage de la participation des habitants au projet urbain). Ces réactions semblent généralisées aux instances participatives nationales car on les trouve souvent évoquées dans les textes concernant la démocratie participative. Ces comportements témoignent donc d'une **attitude subjective, affective** du participant face au débat public.

Le comportement de l'homme face au débat public dépend en partie du domaine de l'affectif. Cela aurait donc des répercussions sur son fonctionnement. Nous pouvons donc considérer que cette première **hypothèse est validée.**

b. Existence d'un lien entre le rapport affectif à l'espace et le débat public

Comme nous l'avons vu précédemment, le débat public est sujet à un engagement affectif de ses participants. Cependant, on peut se demander de quelle nature est cet engagement affectif.

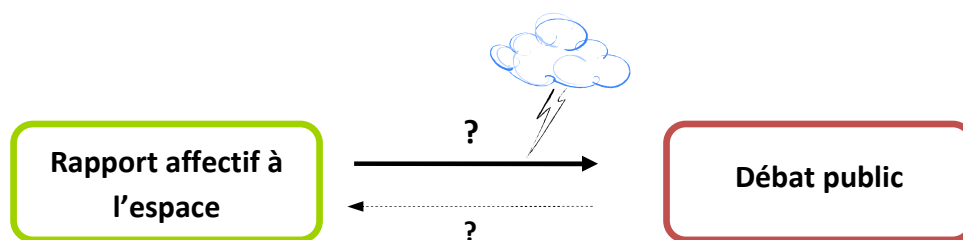
Notre sujet de recherche portant sur le lien entre rapport affectif à l'espace et débat public, nous faisons alors l'**hypothèse** que **le rapport affectif à l'espace a une influence sur le fonctionnement du débat public**. Cette hypothèse devra également être impérativement validée afin de donner du sens à notre recherche.

Le débat public est donc sujet à un engagement affectif de ses participants. Les marques de cet engagement affectif paraissent être de natures très différentes (dues aux caractéristiques personnelles, familiales, sociales de l'individu, mais aussi à son parcours résidentiel ou encore professionnel). Parmi celles-ci, certaines semblent avoir pour **origine** le **rapport affectif à l'espace**. On peut citer par exemple des manifestations du syndrome "Nimby" (Not In My Back Yard), dans le cas où des habitants viennent s'exprimer pour préserver leur espace de vie, mais aussi des cas où des habitants viennent à une instance de participation dans le but de tisser du lien social au sein de son quartier. Ces quelques exemples semblent montrer que le rapport affectif qu'entretient un individu avec son espace peut avoir une influence sur le fonctionnement du débat public.

L'hypothèse selon laquelle il existe un lien entre le rapport affectif à l'espace et le débat public semble donc être **validée**.

c. Un sujet de recherche qui se décompose en deux hypothèses principales

Ce sujet de recherche a donc pour ambition de voir en quoi le rapport affectif à l'espace peut avoir une incidence sur le débat public, dans le but d'éclairer des blocages auxquels sont confrontés différentes instances de participation. On peut donc résumer l'**objectif général de la recherche** par le schéma ci-dessous :



L'objectif de notre recherche consiste en la **compréhension des répercussions du rapport affectif à l'espace sur le débat public** (comme le schématise la première flèche). Cependant, nous faisons l'**hypothèse** que, dans le sens opposé (flèche en pointillé), **le débat public influence également le rapport affectif à l'espace**. Ainsi, cette rétroaction aura pour conséquence de modifier le rapport affectif à l'espace d'un individu, et donc d'avoir des répercussions sur le débat public lui-même. On assiste donc à un **cycle d'influence continu** entre ces deux entités.

Etant donné que l'objectif général de cette recherche est d'apporter des réponses aux dysfonctionnements constatés au cours des débats publics, l'icône symbolisant un éclair rappelle que

nous nous intéresserons spécifiquement aux interactions (entre rapport affectif à l'espace et débat public) à l'origine de **blocages** au cours des débats.

Afin de préciser cette problématique, il est possible de séparer cette relation rapport affectif à l'espace / débat public en deux types de relations. En effet, nous considérons que le rapport affectif d'un individu à son espace peut avoir une incidence sur le débat public par le biais de **deux voies** : il aura des conséquences sur le comportement des participants au sein des débats, mais aussi sur le motif de leur engagement. Celles-ci deviendront les **deux principales hypothèses de notre recherche**.

i. Première hypothèse : le rapport affectif à l'espace peut être un motif de l'engagement des participants au débat public.

Nous avons vu précédemment que les participants peuvent adopter des attitudes de rejet ou de déception qui témoignent de leur engagement au sein du débat public. On peut alors se demander quelles sont les raisons de ces manifestations des affects.

La déception ressentie par les participants est souvent le résultat d'un décalage entre leurs attentes vis-à-vis du débat public et sa réalité. Cet écart entre la représentation du débat public de l'individu et sa perception est ainsi à l'origine de sa frustration. Ainsi, il apparaît que le motif de l'**engagement** d'un individu, traduisant ses attentes envers le débat public, est la source de ces émotions ressenties par l'individu.

Qu'est-ce que l'engagement ?

Un engagement est un contrat oral ou écrit par lequel une personne engage ses services. La notion d'engagement fait donc référence à une obligation que l'on s'impose de maintenir une ligne d'action qui détermine les attitudes et les comportements ultérieurs. Et ce, en dépit des difficultés, des obstacles. L'engagement fait souvent appel au courage, une vertu qui suppose la force de maintenir le cap contre vents et marées, de poursuivre en dépit de tout ce qui menace la détermination. Ce qui comporte l'avantage, si on tient bon, de renforcer l'estime de soi mais aussi, forcément, le risque de l'ébranler, si on ne va pas jusqu'au bout de son engagement. Mais l'engagement fait aussi appel à une conviction profonde et à une volonté d'aboutir à un résultat positif. Ainsi, si le résultat est déçu, l'individu aura tendance à remettre en cause son engagement.

De nos jours, la notion d'engagement n'a plus le même sens qu'il y a encore quelques années : il connaît sa dévaluation. L'engagement n'est plus aujourd'hui synonyme de vocation, mais de **motivation**. De plus, il s'individualise et se personnalise, délaissant les initiatives collectives qui primaient autrefois. On peut alors se demander si cette nouvelle tendance est amenée à faire disparaître l'engagement ou à le métamorphoser ?

Le débat public est tributaire de l'engagement de ses participants. En effet, sans implication des habitants dans le débat public, il ne peut pas y avoir de dialogue avec la population. Cependant, le constat du phénomène de **sous-participation** semble être généralisé à tous les processus de concertation : "le nombre de participants est peu élevé et/ou certaines catégories sociales sont peu ou pas représentées"¹. On trouvera bien sûr des nuances dans l'expression de ce phénomène en

¹ DEROUARD Amandine (2005), *la participation des habitants au projet urbain, la volonté politique face aux facteurs de blocage*, p.22.

fonction des différentes instances de participation (on ne trouvera pas la même population pour la concertation autour d'un projet de Ligne Grande Vitesse, que dans un conseil de quartier. Survient alors un questionnement essentiel de la participation : **Pourquoi les citoyens ne s'engagent pas dans un processus de participation ?**

Cette absence de volonté de s'engager semble pouvoir s'expliquer par plusieurs facteurs. Tout d'abord, nous avons pu constater que la **société actuelle est de plus en plus individualiste**. Ceci n'encourage donc pas les individus à s'engager pour défendre l'intérêt général.

De plus, il n'existe **pas de culture de la participation** dans notre société. Le fait que l'incitation extérieure au recours à la participation soit faible ("loi imprécise", "pas de définition de la participation", "information et communication sur la participation insuffisantes ou inadaptées"¹) n'œuvre pas pour inverser cette tendance.

Nous avons également pu constater qu'il y a une **absence de vision à long terme du citoyen**. Ceci est notamment causé par le rôle des médias, car la "communication en temps réel ne permet pas la réflexivité"². Or, la participation nécessite qu'ils donnent leurs avis sur des projets qui seront réalisés parfois plusieurs années après. Cela peut alors entraîner un désintérêt de leur part vis-à-vis de la participation, et donc être une entrave à leur engagement au sein de ces structures.

Certains individus ont quelques réticences à s'engager car ils devront consacrer beaucoup de temps aux débats. L'engagement demandé est alors très **contraignant**. Ceci explique le fait que ce sont essentiellement des personnes âgées qui participent à ces débats.

Ces quelques éléments semblent expliquer en partie l'absence de volonté des habitants de s'engager dans une instance de participation, et donc le fait que l'on observe peu de participants au sein des processus de participation. On peut alors se demander **quelles sont les raisons qui poussent les participants présents à s'engager ?**

A l'origine de cette démarche d'engagement individuel, il est nécessaire que ces individus aient des motifs personnels qui les poussent à s'engager. Ces motifs peuvent être de deux sortes : soit ils ont **l'envie de s'engager**, soit ils ont des **raisons de s'engager**. « Pas d'engagement sans envies, ni raisons »³.

Dans notre société actuelle, les individus se basent sur une **logique coût/avantage**. Il est alors nécessaire qu'ils aient de réelles motivations pour s'engager. On peut alors penser que **l'envie d'agir prime sur les raisons d'agir**. Les raisons viendront ensuite expliquer et justifier les envies d'agir, et donc le choix qui a été fait.

Mais qu'est-ce qui fait que des individus peuvent avoir envie de s'engager dans la concertation autour des projets d'aménagement et d'urbanisme ? Qui est susceptible d'accorder du temps pour débattre ? L'engagement suppose d'être motivé, mais par quoi ? On peut supposer que cette envie d'agir, qui est à l'origine d'une volonté de s'exprimer publiquement, dépasse les raisons de la non-participation, qu'elle est plus forte. On peut alors faire l'hypothèse qu'elle se base sur quelque chose de moins instrumental, de moins matériel que les raisons du non-engagement. Peut-être quelque chose de plus flou, de plus sensible, tel que le rapport affectif.

Bradmetz et Schneider soulignent la dimension conative des émotions notant que celles-ci poussent les individus à agir selon certaines croyances et à réaliser certains désirs. En effet, ils considèrent que les affects interrogent l'intention à l'origine de l'action : pourquoi les individus privilégient certains

¹ DEROUARD Amandine (2005), *la participation des habitants au projet urbain, la volonté politique face aux facteurs de blocage*, p.38.

² *Ibid.*

³ PIERRON Jean-Philippe (2006), *L'engagement : envies d'agir, raisons d'agir*, p.2.

buts, si ce n'est pour éprouver les émotions associées à l'atteinte de ces buts. Cette réponse avance l'idée que le but ne serait pas une fin au regard des émotions, mais davantage un moyen pour éprouver l'émotion. On peut donc faire l'hypothèse que le rapport affectif à l'espace est à l'origine de l'intention, du désir de s'engager, ceci dans le but d'éprouver certaines émotions qu'il désire éprouver. On peut faire l'hypothèse que parmi celles-ci, on trouve l'intention d'augmenter son rapport affectif à l'espace lui-même. Ainsi, les émotions et sentiments semblent être non seulement des causes, mais aussi des raisons de l'action.

Le rapport affectif à l'espace ne semble pas être le seul élément à l'origine de l'intention de s'engager. Il semble en effet y avoir deux types principaux de facteurs de mobilisation :

- Les **amoureux de l'espace**
- Les **amoureux du débat public**

Dans les deux cas, on précise la notion d'« amoureux », car on considère que la volonté de s'engager ne peut être expliquée que par un sentiment intense d'un individu, du moins assez pour dépasser les raisons matérielles du non-engagement.

Le premier cas implique le **rapport affectif à l'espace**. On entend par là l'espace physique (individu attaché à sa ville, à son quartier,...), mais aussi à l'espace social (famille, voisinage, technicien, élu). Ainsi, une personne pourra par exemple participer au débat dans le but d'œuvrer pour la conservation de la tranquillité de son quartier, pour défendre les intérêts de sa famille, mais aussi pour formuler son rejet de la ville ou son désaccord vis-à-vis des élus locaux. Certains individus peuvent même venir pour rencontrer des gens afin de lutter contre leur solitude.

Le deuxième facteur de mobilisation est le « **rapport affectif au débat public** ». En effet, certains individus se mobilisent non pas pour exprimer leur attachement à l'espace, mais parce que ce qu'ils aiment, c'est participer.

La nature du projet d'aménagement sur lequel porte le débat sera également une condition de l'engagement des individus. En effet, certains projets les amèneront à exprimer leur rapport affectif avec l'espace ou au débat public, alors que d'autres non.

Ces personnes ne savent pourtant pas toujours à quoi elles s'engagent. Le concept de débat public est inconnu pour elles. Elles ne savent que sur quoi le débat va porter, mais méconnaissent le type de personnes qui vont être là, les attentes des élus, l'organisation des débats...

Ceci peut cependant être à l'origine de certaines **déceptions**. En effet, après avoir eu un premier contact avec le débat public, les individus n'ont pas vu ce à quoi ils s'attendaient. Ils ont parfois le sentiment de ne pas avoir été entendus, d'être inutiles, que les débats sont stériles,... Il y a un **décalage** entre ce à quoi ils s'attendaient et ce qu'ils ont pu constater.

C'est à ce moment que la **motivation questionne l'engagement**. Cette déception peut refréner la motivation initiale et les inciter à rompre cet engagement. La force de l'engagement, de ce point de vue, c'est « sur le tas » qu'on la mesure, c'est dans une mise en œuvre qu'on la constate. Ainsi, certains désertent les instances de participation car la déception sera plus forte que la volonté de tenir leur engagement.

Malgré cela, certains veulent "tenir son engagement pour tenir son engagement"¹ sous prétexte qu'on a dit qu'on le tiendrait. L'engagement peut alors connaître des évolutions au fil du temps. Tenir son engagement revient alors à le renouveler en tenant compte des circonstances.

¹ JOULE Robert-Vincent, BEAUVOIS Jean-Léon (2002), *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 286 p.

L'engagement paraît aujourd'hui de moins en moins « inné » pour les individus. Ceci entraîne donc une première entrave à la réalisation des débats publics, car les citoyens se sentent peu concernés. On assiste alors à une sous-participation lors des débats, qui posera alors la question de la légitimité de la population concertée : **cet échantillon est-il suffisamment important et représentatif de la société ?**

Nous avons également constaté que le décalage est grand entre les attentes vis-à-vis de l'engagement et la réalité des débats. Ceci est à l'origine de nombreuses déceptions des participants à ces débats, qui sont alors tentés de rompre leur engagement. Ceci est également un important facteur de blocage des débats, car le nombre de participants est alors de nouveau amené à diminuer.

Dans le cadre de notre étude, nous avons décidé d'étudier plus particulièrement le cas où c'est le rapport affectif à l'espace qui va motiver cet engagement au sein du débat public. Il s'agira donc de voir quelles manifestations affectives entraîne ce motif de l'engagement. La compréhension de ces manifestations affectives permettra de mieux appréhender les blocages qu'elles suscitent au sein du débat public (le cas échéant).

ii. Deuxième hypothèse : le rapport affectif à l'espace a une incidence sur le débat public, par l'intermédiaire de son incidence sur le comportement des individus au sein des débats

On fait ici l'hypothèse que le rapport affectif d'un individu à l'espace, qu'il soit positif ou négatif, va avoir des effets sur son comportement au cours des débats, et donc sur le débat public lui-même.

On entend par **comportement** "la manière qu'à l'individu de répondre à l'ensemble des stimuli provenant du milieu extérieur comme du milieu intérieur. Le comportement se distingue de l'attitude, parce qu'il est objectivement observable et correspond à une réalité concrète"¹.

Afin de valider cette hypothèse, il est tout d'abord nécessaire de valider une autre **hypothèse sous-jacente** : **les affects sont des éléments moteurs dans la mise en œuvre d'actions, de comportements**. C'est ce que nous allons tenter de montrer dès à présent.

Lien entre rapport affectif et comportement

"L'explication du comportement peut utiliser un vaste répertoire de théories. Premièrement, on trouve la théorie du choix rationnel classique. Deuxièmement, on dispose des diverses théories cognitives et les mécanismes identifiés par Tversky, Kahneman et d'autres. Troisièmement, on rencontre les mécanismes à base motivationnelle non émotionnels, tel que le désir d'agir pour de bonnes raisons. Et, finalement, il y a les émotions"². Denis Martouzet considère donc que l'affectivité est un des éléments qui conditionne le comportement d'un individu. Jon Elster considère également que "l'effet sur le comportement de l'agent"³ est une conséquence de l'émotion : "la plupart des

¹ AUDAS Nathalie (2007), *Le rapport affectif au lieu, analyse comparée de méthodes de recueil d'information sur la dimension affective des représentations*, p.12.

² MARTOUZET Denis (2007), *Le rapport affectif à la ville : positionnement théorique et épistémologique*, p.17.

³ ELSTER Jon (2003), *Proverbes, maximes, émotions*, p.17.

émotions sont associées à une tendance à l'action qui, si elle n'est pas contrôlée, induira le comportement"¹. L'émotion de la colère induira alors la tendance à l'action de revanche, le mépris induira l'ostracisme ou la peur induira la tendance à fuir ou à combattre. Il précise également que "plusieurs émotions sont associées chacune à plus d'une tendance à l'action"².

Ainsi, le comportement des individus au cours des débats publics peut avoir pour origine l'affectivité de ces individus. On peut cependant se demander si le rapport affectif à l'espace va être un élément déterminant leur comportement.

Anne Sauvageot déclare que l'action est conditionnée dès la perception. Ainsi, le cerveau est conçu comme "un répertoire de schèmes sensori-moteurs qui sont autant d'actes possibles et organisent la perception avant même que les stimuli sensoriels ne soient traités"³. Ces schèmes sensori-moteurs seraient le résultat de "simulations perceptives"⁴ afin que le cerveau puisse identifier très rapidement des sensations, les évaluer, et les interpréter à partir des expériences déjà vécues et mémorisées. Ainsi, dès la prise d'information, l'action est installée et anticipée. "La perception est ainsi "pari" et "présélection", "anticipation" et "prédiction" de l'action qu'elle engage"⁵.

"Le **cerveau assure en effet le stockage de multiples formes** fixes ou animées, d'objets, de visages, de mouvements, de parcours, etc. Mais, à dire les choses ainsi, on pourrait imaginer à tort qu'il s'agirait là d'une bibliothèque de formes définies, emmagasinées sous l'aspect d'images mentales⁶. Sans doute est-il davantage question de la sédimentation de schèmes moteurs – autrement dit, de structures de mouvement"⁷.

On peut alors penser que ces schèmes sensori-moteurs impliquent des manifestations affectives. Celles-ci pourraient alors prendre la forme de différentes représentations, telles que des représentations de l'espace d'un individu. On fait alors faire l'hypothèse que, à travers ses schèmes, le rapport affectif à l'espace a une influence sur l'organisation des sensations ressenties par un individu au sein du débat public, et donc sur les actions entreprises.

Damasio a une théorie qui repose sur la fonction qu'exerce ce qu'il appelle des "marqueurs somatiques" : "Face aux multiples choix auxquels est sans cesse soumis l'individu, que ceux-ci soient portés par une analyse réfléchie ou guidés plus banalement par l'intuition, les marqueurs somatiques vont agir comme des signaux ou des repères qui, sciemment ou non, orienteront la réponse"⁸. On fait alors l'hypothèse que le rapport affectif à l'espace fait partie de ces marqueurs somatiques. En effet, lorsque l'individu est soumis à des sensations lors du débat public, le rapport affectif à son espace peut être un des éléments qui va orienter ses perceptions en apportant des informations qui en facilitent le dénouement positif ou négatif. Il guiderait alors l'appréciation des conséquences prévisibles du choix de l'action et aiderait ainsi à évaluer les scénarios extrêmement divers du futur envisageable. Le rapport affectif aurait alors une incidence directe sur le comportement de l'individu.

¹ ELSTER Jon (2003), *Proverbes, maximes, émotions*, p.19.

² *Ibid.*

³ SAUVAGEOT Anne (2003), *L'épreuve des sens, De l'action sociale à la réalité virtuelle*, p.28.

⁴ *Op.cit.*, p.17.

⁵ BERTHOZ A., *Le sens du mouvement*, Paris, Odile Jacob, 1997, p.145.

⁶ C'est un point qui est très largement remis en question (cf. Moser, *Espaces de vie*, p.60).

⁷ SAUVAGEOT Anne (2003), *L'épreuve des sens, De l'action sociale à la réalité virtuelle*, p.18.

⁸ *Op.cit.*, p.28.

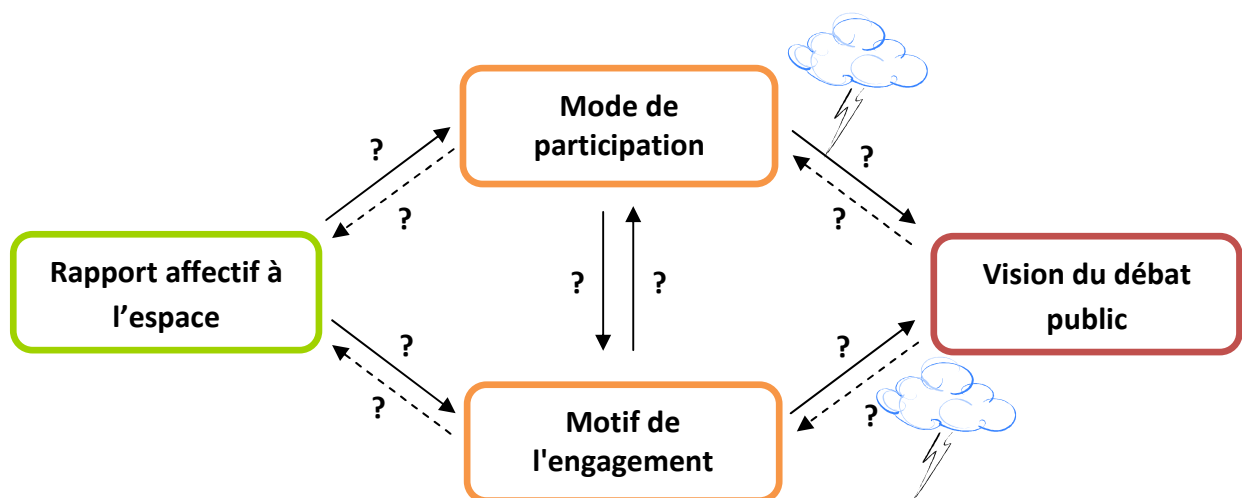
On peut alors faire l'hypothèse que le rapport affectif à l'espace est un des éléments d'un système de schèmes capables d'orienter les pratiques d'un individu, et qu'il pourrait être déterminant dans le comportement d'un individu au sein du débat public.

Ainsi, les affects orientent, à travers l'adoption de certaines attitudes « automatiques », un certain rapport au débat public. On peut alors faire l'hypothèse que certains de ces comportements seraient conditionnés par le rapport affectif de l'individu à l'espace et que certains d'entre eux seraient à l'origine de blocages du débat public. On peut par exemple citer la "suprématie des intérêts particuliers"¹ qui semble en être l'un d'eux.

iii. Description du sujet de recherche

L'objet de notre recherche est alors d'obtenir des éléments de réponses concernant ces deux hypothèses, mais aussi d'appréhender les relations entre elles-deux. Ceci nous permettra donc de connaître la nature des interactions entre rapport affectif à l'espace et débat public, ceci afin de connaître, d'expliquer et de solutionner les blocages qu'elles occasionnent.

Le schéma ci-dessous résume notre sujet de recherche :



Notons que le mode de participation correspond au comportement des individus au cours des débats.

Les flèches en trait plein sont celles correspondant à notre problématique. Cependant, nous faisons l'hypothèse qu'il existe au sein de cette problématique des rétroactions (flèches en pointillés) qu'il sera nécessaire de préciser afin de comprendre la totalité de ces relations.

¹ DEROUARD Amandine (2005), *La participation des habitants au projet urbain : la volonté politique face aux facteurs de blocage*, p.38.

Par exemple, pour illustrer la flèche en pointillé entre mode de participation et rapport affectif à l'espace, on peut citer les liens sociaux qui se forment au sein des réunions participatives. Ceux-ci auront pour conséquence d'influer sur l'urbanité de l'espace de vie de l'individu, et donc sur son rapport affectif à l'espace.

Nous étudierons également les **incidences des motifs d'engagement sur le mode de participation des individus**. En effet, de l'engagement découle une attitude, un comportement que l'on doit tenir « contre vents et marées ». On peut alors penser qu'il détermine le mode de participation des individus. Voyons maintenant plus précisément quelle est la nature de cette relation.

Lien entre engagement et émotions ressenties au cours du débat

Pierre Livet considère que les émotions correspondent à notre ressenti par rapport à nos attentes. Elles peuvent être l'expression d'un "conflit entre la situation actuelle et nos attentes"¹, ou encore d'une situation qui peut "déborder nos attentes, mais sans les contredire"². Ainsi, "si une émotion survient, c'est qu'une de ces attentes implicites soit n'a pas été remplie, soit a été débordée"³.

Cela se vérifie dans le cas des processus de participation. Comme nous l'avons vu précédemment, l'engagement d'un individu au sein d'un processus de participation implique qu'il ait des attentes par rapport à cet engagement : il se fait une représentation de ce qu'il s'attend à percevoir. Or, il va être confronté à une réalité qui n'est pas semblable à ce qu'il s'était imaginé. Ce décalage va être à l'origine d'émotions qu'il va ressentir. Celles-ci seront, dans la majorité des cas, le fruit d'un conflit entre la situation réelle et ses attentes. En effet, les processus de participation semblent être davantage à l'origine d'émotions négatives (déception) que de positives.

Nous venons de voir en quoi les raisons de l'engagement d'un individu peuvent être à l'origine d'émotions ressenties par ce même individu. Cependant, étant donné que nous cherchons à montrer le lien entre l'engagement et le mode de participation d'un individu au sein du débat public, il nous reste à montrer en quoi les émotions ressenties au cours du débat peuvent avoir des conséquences sur son comportement au sein de celui-ci.

Lien entre émotions ressenties au cours du débat et comportement

Le comportement d'un individu est l'ensemble des réactions objectivement observables : c'est la partie de son activité qui se manifeste à un observateur. Ainsi, le comportement d'un individu est l'ensemble de ces actions (et réactions). Afin de mieux comprendre ce qu'est le comportement d'un individu, nous allons tenter d'expliquer comment survient une action.

Anne Sauvageot déclare que l'action est conditionnée dès la perception. "La perception n'est pas seulement une interprétation des messages sensoriels : elle est contrainte par l'action, elle est simulation interne de l'action, elle est jugement et prise de décision, elle est anticipation des

¹ LIVET Pierre (2002), *Emotions et rationalité morale*, p.73.

² *Ibid.*

³ *Op.cit.*, p.75.

conséquences de l'action"¹. Ainsi, dès cette phase d'organisation et d'agencement des sensations commence à être pensée l'action. "La perception est ainsi "pari" et "présélection", "anticipation" et "prédiction" de l'action qu'elle engage"².

"Toute action est perception et toute perception est action, pourrait-on dire, puisque chacun de nos actes et chacun de nos gestes sont déjà activés par la simulation qui les anticipe et les génère"³.

Ainsi, les perceptions d'un individu conditionnent les actions de celui-ci. Dans le cas du débat public, nous avons vu qu'un individu y participant va être confronté à des perceptions qui ne sont pas en adéquation avec celles auxquelles ils s'attendaient lorsqu'il avait décidé de s'engager. Ces perceptions seront donc à l'origine d'émotions, voire de sentiments plus durables. Ainsi, étant donné que nous venons de voir que nos perceptions conditionnent les actions qui en sont une réponse, on peut donc considérer que les perceptions d'un participant au débat public vont entraîner la réalisation d'actions pour répondre à ces perceptions.

Le motif de l'engagement d'un participant au débat public aura donc un impact sur son comportement au sein du débat, dans la mesure où la représentation qu'il en avait lors de son engagement est en décalage avec la réalité.

Les motifs d'engagement étant divers et variés, ils ne seront pas confrontés aux mêmes blocages et ne donneront donc pas lieu aux mêmes manifestations affectives.

Nous avons pu constater que cette recherche était centrée autour de deux problématiques principales. Cependant, celles-ci vont ensuite se décliner en de nombreuses hypothèses plus fines de travail. Elles seront ainsi une base, et un outil précieux, pour le travail de terrain.

¹ BERTHOZ A., *Le sens du mouvement*, Paris, Odile Jacob, 1997, p.15.

² *Op.cit.*, p.145.

³ SAUVAGEOT Anne (2003), *L'épreuve des sens, De l'action sociale à la réalité virtuelle*, p.21.

C. Hypothèses à tester sur le terrain

Ces illustrations préparatoires ont permis de déboucher sur la formulation de nombreuses hypothèses qui auront pour destinée d'être testées au cours du travail de terrain. Parmi celles-ci, quelques-unes ne trouveront peut-être pas de réponses à partir de nos observations, et d'autres seront modifiées.

On aboutit alors à la formulation de nombreuses hypothèses et questionnements :

- Le rapport affectif à l'espace s'exprime à travers le débat public.
Comment s'exprime-t-il ?
Est-ce qu'il agit sur lui positivement (levier) ou négativement (limite, facteur de blocage)?
- A quelles étapes du processus de participation intervient le rapport affectif à l'espace (avant, pendant et après) et quels sont ses impacts ?
- Le rapport affectif à l'espace a une incidence sur le motif de l'engagement de l'individu au sein d'un processus de participation.
Est-il un pré-requis de la mobilisation pour le débat public ?
- Il existe des liens de causalité entre rapport affectif à l'espace et mode de participation des individus.
- Certains blocages du débat public constatés sont liés au rapport affectif des individus à l'espace.
Si oui, quels types d'espaces (physiques, sociaux) ?
- En quoi le mode de participation influe, détermine ou encore révèle leur opinion sur le débat public?
- Le fait qu'un individu trouve que le débat public est bon ou mauvais détermine son mode de participation et son rapport affectif à l'espace.
- Pourquoi les participants continuent à participer au débat public s'ils sont déçus ? Est-ce dû au rapport affectif à l'espace ou est-ce parce qu'ils sont amoureux de la participation ?
- Le rapport affectif à l'espace ne semble pas être le seul pré-requis pour s'engager dans une démarche de participation. Certains s'y rendent parce que ce qu'ils aiment, c'est participer. Y-a-t'il d'autres motifs qui peuvent pousser à participer?
- Les individus dont le motif de l'engagement est leur rapport affectif à l'espace s'expriment-ils plutôt en parlant de leur cas individuel (très subjectif, très personnel,...) et/ou ont-ils un discours très objectif, technique... ?

- Est-ce que les constats faits diffèrent beaucoup selon la nature du processus de concertation?

"Dans toute enquête, le chercheur a quelques hypothèses de départ, qui lui permettent de ne pas avancer en aveugle dans l'observation. Le but n'est pas de les maintenir à tout prix, au contraire : elles ne sont qu'un instrument provisoire : si l'enquête est riche, elles doivent se retrouver transformées à l'arrivée"¹.

Notre travail de terrain, que nous décrirons plus tard, aura donc pour objectif de confronter ces hypothèses et questionnements à la réalité, et ainsi de les valider, les réfuter, ou encore les nuancer.

¹ KAUFMANN J.C. (1998), *Corps de femmes, regards d'hommes, sociologie des seins nus*, p.239.

D. Conclusions sur l'intérêt du sujet.

Cette recherche est donc menée dans l'optique que le rapport affectif à l'espace est un facteur de compréhension du débat public. Nous considérons en effet qu'il est nécessaire d'ouvrir à d'autres champs la recherche autour des dysfonctionnements constatés au sein du débat public. La persistance et l'augmentation des problèmes du processus de participation donnent en effet à penser que notre compréhension du débat public est incomplète et relativement inefficace. Ainsi, nous considérons que cette recherche devrait permettre en partie de combler cette lacune, et pourquoi pas de répondre à certains dysfonctionnements constatés.

Cette recherche permettra ainsi d'améliorer ce processus afin de permettre aux citoyens de construire, de fabriquer leur ville, et pourquoi pas d'augmenter leur rapport affectif à la ville. Nous pensons en effet que la participation des citoyens à ce projet de ville est un élément précieux pour l'aménageur, afin de construire une ville pour tous.

Le sujet de notre recherche relève d'un problème plus vaste : celui de la place de la démocratie participative dans le processus de gouvernance. Ce sujet de recherche ne prend du sens que si l'on considère que les citoyens ont leur mot à dire quant à l'aménagement de leur espace, et doivent donc prendre part au processus décisionnel.

Nous considérons donc que l'expertise d'usage est indispensable lors de la réalisation des projets d'aménagement. Cette recherche apparaît donc être d'une grande utilité pour le domaine de l'aménagement, car elle va avoir pour objectif de mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les processus de concertation, et pourquoi pas d'y répondre.

Les sciences humaines font partie intégrante du domaine de l'aménagement du territoire. En effet, il s'agit de réaliser des aménagements pour les habitants. Il est alors nécessaire de s'intéresser à l'individu (mais aussi aux interactions entre les individus qui font la société) pour répondre au mieux à leurs attentes.

Le fait d'aborder le débat public sous un nouvel angle, celui du rapport affectif, permettra peut-être de mieux comprendre à quoi sont dus les blocages constatés, et à apporter quelques préconisations pour améliorer l'efficacité du débat public, et donc des projets d'aménagement et d'urbanisme qui y sont associés.

Pour cela, nous nous aiderons d'un tableau récapitulatif des « différents facteurs de blocage de la participation des habitants au projet urbain » réalisé par Amandine Derouard dans son mémoire de recherche de magistère 3 réalisé en 2005.

L'objectif final de notre sujet, c'est un peu se demander qu'est-ce qu'un bon débat public ? Et pour qui (habitants, élus, techniciens,...) ?

Il est alors nécessaire d'adopter une méthodologie spécifique, qui permettra de répondre à ces objectifs.

Deuxième partie : Choix méthodologiques et analyse des résultats

A. Objet de l'enquête et méthode employée

Le choix du terrain d'étude et de la méthode employée est capital : de lui dépend la pertinence des résultats obtenus par rapport au sujet. En effet, cette méthode devra être en accord avec les objectifs de la recherche, afin d'avoir la possibilité de répondre à un maximum d'hypothèses émises. Ainsi, après avoir présenté dans quel courant sociologique nous nous inscrivons, nous expliquerons les choix méthodologiques faits et leur pertinence dans le cas de cette recherche, ainsi que leurs limites.

1. Objet de l'enquête

L'objet de l'enquête est l'étude des interactions entre le rapport affectif à l'espace et le débat public. Il est donc tout d'abord nécessaire de se familiariser avec le courant de pensée dans lequel s'inscrit cette recherche, afin de mieux comprendre comment nous avons décidé de traiter l'objet de cette enquête.

a. **Inscription de notre démarche dans le courant de sociologie compréhensive**

Notre recherche se base sur l'étude du rapport affectif à l'espace. Ainsi, notre recherche va traiter d'éléments personnels de la vie des individus. Elle doit ainsi s'inscrire dans un courant de pensée prenant en compte les ressentis individuels : la **sociologie compréhensive**.

Celle-ci considère que tout fait social a pour origine les individus. Cette pensée est introduite par Georg Simmel en 1897 et sera plus tard reprise par Max Weber en 1922, alors qu'il définit la sociologie comme une "science compréhensive". Ainsi, ce courant de pensée prône **l'explication des faits par la compréhension des individualités**. Raymond Boudon reprend les réflexions de Max Weber, selon lequel un phénomène collectif "est le résultat d'actions, décisions, attitudes, comportements, croyances (résumés en ADACC) individuels"¹. Il considère que "la compréhension des ADACC individuels est alors un moment de l'explication du phénomène collectif qui en résulte"². Ainsi, la compréhension des phénomènes sociaux ne peut se faire que si l'on étudie les actions, décision, attitudes, comportements et croyances des individus.

Ce courant de pensée est particulièrement approprié à notre recherche car nous avons vu précédemment que le rapport affectif à l'espace est unique : il est **différent pour chaque individu**.

¹ BOUDON R. (2003), *Raison, bonnes raisons*, p.27.

² *Ibid.*

Ainsi, pour connaître les effets du rapport affectif à l'espace au sein du débat public, il faudrait étudier le rapport affectif à l'espace de chaque individu au sein des multiples instances de participation. Ceci n'étant évidemment pas réalisable, nous devons tout de même nous baser sur une **étude des individus**, afin d'appréhender la multitude de ces interactions et de prendre connaissances de quelques-unes. Nos choix méthodologiques dépendront donc fortement de l'inscription de cette recherche dans le courant de la sociologie compréhensive.

La sociologie compréhensive repose sur l'étude des comportements et ressentis individuels pour comprendre les phénomènes sociologiques. Etant donné que cette recherche vise à comprendre les sentiments que peuvent ressentir les individus pour leur espace, nous nous baserons sur ce courant de pensée pour établir notre méthodologie.

b. Délimitation de l'objet

i. Délimitation spatiale de l'objet d'étude

Etant donné que notre étude a pour objectif de comprendre le rapport affectif à l'espace des participants à des instances de participation, il est tout d'abord nécessaire de cibler les instances de participation que nous allons étudier. Cette étape constitue donc la délimitation spatiale de notre objet d'étude.

Pour répondre à nos multiples interrogations, nous avons dans un premier temps voulu nous intéresser à plusieurs instances participatives, afin d'avoir accès au plus grand nombre possible de manifestations du rapport affectif à l'espace dans le débat public.

Le facteur temps ainsi que le facteur spatial ont déterminé ce choix, car étant donné que notre étude se réalise sur une période assez courte et qu'il était judicieux de la réaliser sur Tours et ses alentours pour cause de proximité, et donc de disponibilité, le choix est devenu tout de suite limité. Ainsi, nous nous sommes intéressés à des processus de concertation qui avaient lieu sur cette période : deux à Tours (les Conseils de Vie Locale à l'échelle du quartier, et la concertation autour du projet de tramway à l'échelle de l'agglomération) et un à Bourges (réunion de concertation autour du grenelle de l'environnement).

Il aurait également été intéressant d'interroger des personnes ne prenant pas part à des débats publics, afin de savoir quelles sont les raisons de leur non-participation, et ainsi de voir si le rapport affectif à l'espace les incite à ne pas participer. Cependant, pour des raisons de temps disponible, cela ne sera certainement pas possible.

Le choix de ces trois processus de concertation permet d'étudier des cas très différents. En effet, nous voulions trouver des cas différents et représentatifs des nombreux processus de concertation que l'on peut trouver actuellement. Ainsi, à partir de l'essai de typologie des formes de concertation réalisé plus haut, nous avons tenté d'avoir des cas variés et représentatifs de la diversité de ces différentes instances.

Ainsi, parmi ces trois terrains, on trouve un processus permanent (les Conseils de la Vie Locale à Tours) et deux non permanents (le grenelle de l'environnement et la concertation à propos du tramway à Tours).

Deux parmi ces trois processus s'adressent au public (dans le cas des CVL et du tramway), alors que la concertation autour du grenelle de l'environnement s'adressait essentiellement aux professionnels. Puis un parmi ces trois processus est non local, mais à une influence sur le territoire local : c'est le cas du grenelle de l'environnement, alors que les deux autres sont des processus locaux (à l'échelle du quartier ou de la ville).

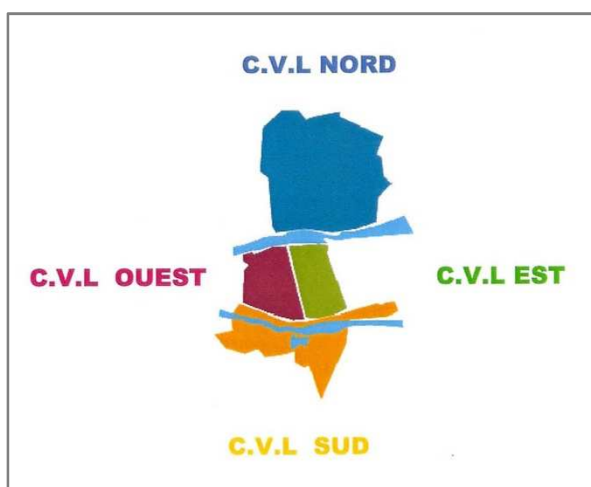
De plus, ces trois exemples touchent quatre des cinq champs du débat public que nous avons énoncé plus tôt (voir la partie A. 1. c. de la partie I). En effet, les CVL touchent le champ de la "mise en concertation de tout ce qui concerne la vie de quartier", le projet de tramway concerne celui des "grandes infrastructures linéaires ou non", et le grenelle de l'environnement touche à la fois le champ des "questions de l'environnement" et celui de "toutes les grandes questions de société".

Voyons maintenant plus précisément à quoi correspondent ces trois instances de participation :

➤ Conseils de la Vie Locale à Tours

- *Présentation succincte de ces instances de participation*

La principale disposition de la loi sur la démocratie de proximité du 27 février 2002 est l'institution, dans les villes de plus de 80 000 habitants, de conseils de quartiers, soit notamment dans la ville de Tours. C'est alors qu'ont été créés quatre Conseils de la Vie Locale (CVL) : les CVL Nord, Sud, Est et Ouest (se référer à la carte ci-dessous). Notons que les Conseils de quartiers connaissent de très diverses appellations en France (comité citoyen, conseil de quartier, comité de voisinage...), et que seule la ville de Tours a nommé ces instances de participation ainsi.



Carte des CVL par secteur

Source : Ville de Tours

Le périmètre, la dénomination, la composition, les modalités de fonctionnement et les objectifs de ces quatre CVL ont été définis par le conseil municipal, sans que la population soit associée à leur définition. Chaque CVL est composé de quatre collèges (élus ; services de proximité ; associations ; habitants) et dispose d'un budget d'investissement de 30 000 euros par an et par CVL, appelé « budget participatif ». Seul le collège habitant, composé de vingt personnes (désignées au tirage au sort parmi des volontaires), est en droit de choisir quoi faire de cette enveloppe. Ce processus de participation est un **débat public** : il réunit les habitants d'un quartier sans solliciter leur avis sur un projet précis.

- *Blocages auxquels sont confrontées ces instances*

Ces instances participatives ont été l'objet d'une étude réalisée par Hélène Bertheleu et Catherine Neveu, ayant pour objectif de questionner l'articulation entre individu(s) et collectif(s) au sein de celles-ci. Celle-ci a été source de nombreux constats sur le fonctionnement des CVL, notamment en termes de dysfonctionnements. Cela nous renseigne donc d'hors et déjà sur les blocages constatés au sein des CVL, auxquels nous tenterons d'apporter des réponses (pour ceux qui connaissent pour origine le rapport affectif à l'espace de ces participants).

Cette étude a tout d'abord tenté de mieux connaître le collège "habitants". Elle a montré que l'on trouve des absents au sein de ces processus de participation qui "sont les mêmes qu'ailleurs : les jeunes et les populations originaires des anciennes colonies"¹. Puis elle a mis en exergue le fait que la plupart des individus faisant partie de ce collège "ont, ou ont eu, des formes d'engagement collectif : militantisme syndical dans le milieu professionnel ou dans des associations de parents d'élèves ; bénévolat au sein du Secours populaire ou catholique ; adhésion à des partis politiques. (...) Sous des formes diverses, le profil dominant des membres des collèges « habitants » n'est donc pas celui d'une absence de socialisation politique et associative"². Ainsi, la composition de ce collège semble poser la question de sa représentativité de la population tourangelle, et ainsi de sa légitimité.

En effet, au fur et à mesure des réunions ont émergé de multiples interrogations quant au rôle des habitants et à la légitimité de leur parole : "comment pouvaient-ils représenter tous les habitants de ces grands secteurs ?"³. La réponse des élus est claire : "ils siègent en leur nom propre, à titre strictement individuel. Ils ne représentent qu'eux-mêmes, ou la diversité de la population locale"⁴. Ainsi, leur "expertise d'usage" leur donnerait à elle-seule la légitimité de s'exprimer au sein des CVL. Les habitants, quant à eux, ne semblent pas juger cette capacité suffisante : si la majorité estime que "leur connaissance pratique et leur usage de la ville peuvent leur permettre de contribuer à l'émergence d'idées nouvelles, ils ne paraissent pas à l'aise, à de rares exceptions près, pour faire valoir cela comme autant de compétences"⁵.

Une question centrale survient alors : "Serait-on dans la situation d'intériorisation d'un modèle délégataire de la politique, dont la seule figure possible serait celle de la représentation, élective ou de type associatif ou syndical ?"⁶. En effet, les habitants eux-mêmes semblent avoir quelques difficultés pour imaginer un autre modèle. Or, comment paraître légitime si on ne se sent pas légitime?

La raison principale de ce doute des habitants est due au fait que leur place n'est pas clairement définie au sein de ce processus : "les élus font peser sur les habitants une double exigence : d'une part ne représenter que soi-même, siéger à titre strictement individuel et ne pas prétendre représenter qui que ce soit, même pas un collectif temporaire comme celui du collège « habitants » ; d'autre part se situer dans une logique d'intérêt général. Mais tout, dans les pratiques et les propos de ces mêmes élus, vient contredire cette injonction. Dès que certains habitants semblent vouloir «

¹ BERTHELEU H. et NEVEU C. (2005), *De petits lieux du politique : individus et collectifs dans des instances de «débat public» à Tours*, p. 39.

² *Ibid.*

³ *Op. cit.*, p.40.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

monter en généralité », (...) ce registre paraît aux élus à la fois incongru, illégitime et déplacé : ils sont fermement invités à rester non seulement des « habitants » mais des individus"¹.

Cette ambiguïté sera un des nombreux blocages de l'action des CVL et sera alors à l'origine de la lassitude, la déception et le sentiment d'inutilité qui poussent les individus à quitter ces instances.

Cette étude met également en évidence certaines tensions entre les différents collèges. En effet, les membres des collèges "habitants" semblent manifester une forte méfiance à l'égard des membres des collèges "associations" : "ils les perçoivent comme uniquement capables de défendre des égoïsmes semi-collectifs"². Le collège des élus semble, quant à lui, avoir peu de considération envers cette structure, soit notamment envers le collège "habitants". La majorité considère en effet que la charge de travail est trop importante pour un résultat aléatoire. "D'où le manque de considération qui imprègne plus ou moins subtilement la relation de l' élu avec les membres des autres collèges, notamment avec les « habitants »"³.

Ainsi, ces blocages ont pour conséquence de faire des CVL "des lieux de peu d'importance"⁴ : "Deux ans de fonctionnement des CVL montrent que ces instances relèveraient plus pour les élus de la « bonne gouvernance urbaine » et de la modernisation de l'action publique que d'un véritable projet de modification du rapport politique entre citoyens et élus"⁵. Ainsi, les habitants ne sont pas sollicités pour les vrais projets de la ville. Ils ont tout juste une présentation par les services techniques, mais dès qu'ils veulent faire des suggestions, on leur dit que c'est trop tard pour cause de projet trop avancé. Les habitants se trouvent alors dans une position complexe où ils sont sollicités "tantôt en tant qu'usagers auxquels on délivre des services ; tantôt en tant qu'habitants dont on recherche l'avis mais que l'on assigne à un territoire et dont on maintient les délibérations à l'horizon du quartier ; beaucoup plus rarement en tant que citoyens auxquels on donnerait la possibilité de s'exprimer sur l'opportunité des projets, de monter la discussion en généralité, de faire tout simplement de la politique"⁶.

➤ Grenelle de l'environnement

- *Présentation succincte de ces instances de participation*

Le grenelle de l'environnement a fait l'objet d'une démarche de **consultation** interrégionale (dans 17 villes). Nous avons participé à celle se trouvant à Bourges, qui se déroulait sur une journée, le jeudi 27 septembre 2007. Durant la matinée, l'objectif était de recueillir les avis de différents acteurs locaux (élus, acteurs économiques et sociaux, associations) sur les propositions issues de groupes de travail. En effet, six groupes de travail (comprenant des membres sélectionnés à l'échelle nationale) ont élaboré des propositions d'actions pour le grenelle de l'environnement. Ainsi, lors de cette matinée, les acteurs locaux donnaient leur avis sur ses propositions d'actions. Le grand public n'avait pas accès à cette phase de la concertation. Il a seulement pu donner son avis lors de la deuxième

¹ BERTHELEU H. et NEVEU C. (2005), *De petits lieux du politique : individus et collectifs dans des instances de «débat public»* à Tours, p. 49.

² *Op.cit.*, p. 39.

³ *Op.cit.*, p.43-44.

⁴ *Op.cit.*, p.50.

⁵ *Op.cit.*, p.39.

⁶ BLONDIAUX, L. (2002), *Où en est la démocratie participative locale en France ? Le risque du vide*, Les cahiers du DSU, n° 35, p. 9-10.

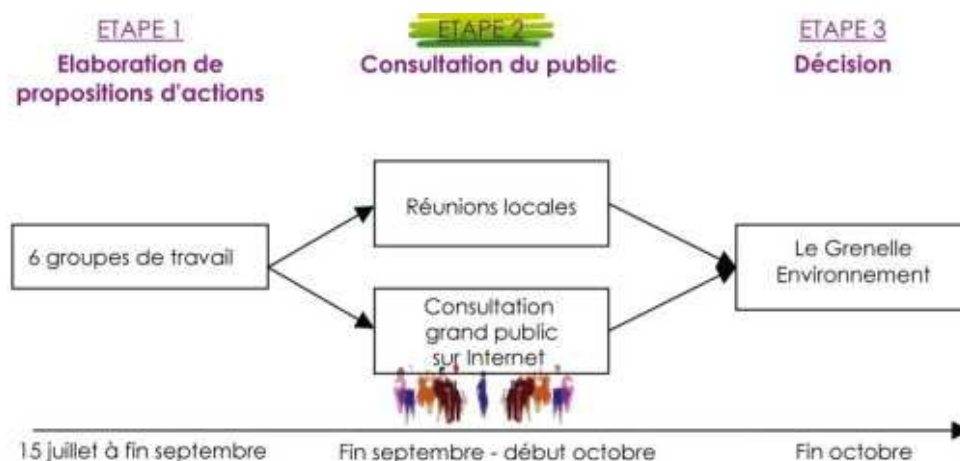
partie de la journée. Notons que nous n'avons ainsi pu assister qu'à cette seule partie de la concertation.

La majeure partie de cette après-midi était constituée par la présentation des remarques faites par les acteurs locaux lors de la matinée. Après cette présentation, le grand public a finalement pu s'exprimer sur les propositions du grenelle de l'environnement.

Nous pouvons préciser qu'il y a également eu une phase de consultation du grand public sur internet, mais nous nous concentrerons uniquement sur les réunions locales.

La totalité des remarques faites par les individus seront théoriquement prises en compte pour la décision finale des actions du grenelle de l'environnement.

L'intégralité de cette démarche est synthétisée dans le schéma ci-dessous :



- *Blocages auxquels sont confrontées ces instances*

Il n'y a pas eu d'étude propre à ce processus de participation, cependant, quelques critiques le concernant ont été émises durant la concertation. C'est donc ces remarques que nous rapporterons ici, ainsi que les dysfonctionnements que nous avons remarqué grâce à notre phase d'observation.

Nous avons tout d'abord pu constater que nombreuses étaient les personnes qui désiraient s'exprimer, et étant donné que le débat public a commencé tard dans l'après-midi, il restait peu de temps pour que tous s'expriment. Nous avons donc assisté à une "course à la parole", plutôt qu'à une écoute attentive et constructive des participants. Une femme, en prenant la parole, a déclaré "s'être battue" pour l'obtenir, et regrette de ne l'avoir eu que si tard.

Nous avons également assisté à un débat quelque peu houleux où les participants faisaient preuve d'agressivité. En effet, rare sont les orateurs qui ont été pacifiques : soit ils étaient agressifs envers les porteurs du projet de grenelle en face d'eux, soit envers les autres associations. On peut citer l'exemple d'un représentant d'une association en faveur de l'énergie nucléaire, qui s'est fait huer et a été la cible de certains propos comme "t'es vendu", ou encore "on t'a payé". Ces prises de parole

sont déplorables car elles sont une entrave à l'instauration d'un réel dialogue entre les différents acteurs présents, qui serait alors plus constructif.

Nous avons également pu remarquer que l'on ne pouvait prendre connaissance des propositions d'actions faites par les groupes de travail qu'en arrivant sur place. Cela limite la prise de parole des habitants au cours des débats car peu d'entre eux s'exprimeront sans connaître préalablement ces informations. Ceci explique le fait que la presque totalité des intervenants étaient des représentants d'associations (avec pour thèmes favoris les Organisme Génétiquement Modifiés et l'énergie nucléaire). De plus, cette réunion de concertation se déroulait un jeudi après-midi, durant les heures de travail. Ainsi, ces éléments organisationnels ont fait que peu d'habitants étaient présents, et parmi ceux-ci, peu se sont exprimés au cours des débats. Cela pose quelques interrogations pour une consultation qui se veut être pour le "grand public".

Cela montre bien que ce processus de participation est également exposé à des blocages qui limitent son efficacité, même si la liste que nous en avons faite n'est bien sûr pas exhaustive.

➤ **Réunion de concertation autour du projet de tramway de Tours.**

- Présentation succincte de ces instances de participation

Nous nous sommes intéressés au projet du tramway, dont la phase de **concertation** s'est déroulée du 13 septembre au 26 octobre 2007. Celle-ci a consisté en la réalisation de six réunions publiques dans différentes villes de l'agglomération, d'un blog qui permettait aux habitants de s'exprimer sans se déplacer, et de deux expositions (une à Tours et l'autre à Joué-lès-Tours), ouvertes pendant toute la période de concertation, permettant aux habitants de prendre connaissance du projet, et de noter leurs remarques sur les registres de concertation du public. Notons qu'un bilan de la concertation aurait dû être réalisé pour décembre 2007, et qu'il n'est toujours pas réalisé actuellement. Afin de prendre connaissance de ce processus de concertation, nous nous sommes rendus à la réunion publique à la mairie de Tours, ainsi qu'aux deux expositions.

- Blocages auxquels sont confrontées ces instances

Lors de la réunion publique, nous avons pu constater que sa majeure partie était destinée à l'information des habitants sur le projet. La concertation n'a ainsi pu commencer qu'après une longue introduction.

Nous avons également pu remarquer que les personnes qui sont intervenues venaient pour la majorité exprimer leur contentement vis-à-vis de ce projet. On peut se demander si la présence du maire lors de cette réunion était une des raisons à ces interventions. Pour ce qui est des personnes émettant quelques critiques sur ce projet, elles avaient un discours très technique sur le tramway. Ces personnes connaissaient le sujet. On peut alors se demander si cette réunion favorisait la prise de parole des habitants ne possédant pas de connaissances théoriques sur le sujet, ce qui est un blocage pour l'efficacité de cette phase de concertation. En effet, une concertation où seuls les convaincus s'expriment ne pourra pas être à l'origine d'améliorations pour le projet.

Pour ce qui est des deux expositions, on pouvait y trouver des registres de concertation du public. Les habitants pouvaient alors y inscrire leurs remarques sur le projet de tramway. Nous avons pu constater que les propos étaient très différents de ceux inscrits en réunion publique. On y trouve alors quelques critiques sur l'organisation de la concertation. La plupart des individus y faisant

référence considèrent que cette phase de concertation intervient trop tard dans la conception du projet : « Peut-on parler de concertation alors que la décision est déjà prise ? » ; « Les habitants ne peuvent apporter des modifications que sur l'implantation de quelques stations ou sur la couleur des sièges du tramway, mais pas sur le tracé et le mode d'alimentation du tramway ». Pour certains, la concertation n'est pas ce qu'elle devrait être : "Ce n'est donc pas de la concertation, mais une parodie de concertation qui n'est en fait que de la communication, fort coûteuse au demeurant». Certains se demandent plutôt si les propos recueillis par cette concertation seront pris en considération : "serais-je lue ?" ou encore "que ces remarques soient constructives...".

Ces registres contiennent également des critiques du projet, notamment du budget qui lui est accordé, mais aussi des remarques techniques. Cependant, contrairement aux réunions publiques, on va avoir des réflexions plus personnelles des habitants qui vont parler de leurs craintes, ainsi que de leurs expériences personnelles. Ce moyen de concertation permet donc de recenser des propos plus divers des citoyens. Cependant, il ne permet pas le dialogue entre les différents acteurs concernés par ce projet.

Nous avons fait le choix d'étudier ces trois instances de participation car elles constituent un panel assez représentatif des différentes instances de participation existantes (notamment au vu des différents essais de typologie que nous en avons fait en première partie). Cela nous permettra d'appréhender au mieux comment peuvent interagir rapport affectif à l'espace et débat public. Nous verrons ultérieurement quelle place nous donnerons à chacune de ces instances dans notre travail de terrain.

ii. Population étudiée

Après avoir délimité l'espace sur lequel nous allons exécuter notre étude, il est nécessaire de déterminer la population que nous allons enquêter. L'objectif de notre recherche va être d'étudier les individus se rendant dans ces instances de participation. Ces individus constitueront notre population à étudier. Il sera bien sûr impossible d'étudier tous ces participants. Pour cela, nous tenterons d'enquêter le maximum d'individus possibles, afin de prendre connaissance de leur rapport affectif à l'espace. Plus nous aurons enquêté d'individus, plus nous aurons de manifestations de ce rapport affectif au sein du débat public, et plus nos résultats seront objectifs.

Afin d'avoir un échantillon le plus représentatif possible, nous tenterons d'avoir des profils de participants les plus différents possibles.

L'objectif initial est alors d'interroger aussi bien les habitants, que les techniciens et les élus, prenant part à ces instances de participation.

Ces choix quant à la délimitation de l'objet ont pour objectif d'être le plus complet possible afin de pouvoir appréhender le plus de manifestations différentes du rapport affectif à l'espace. Ces choix semblent ainsi offrir un panel assez large et divers, ce qui pourra permettre un recueil d'informations assez conséquent, afin de mener à bien notre recherche.

Cependant, lorsque nous sommes passés à la pratique, nous avons pu constater que la délimitation réelle de notre objet ne serait certainement pas aussi étendue. Nous avons en effet été confrontés à des limites sur le terrain qui nous ont amené à réduire de façon significative l'étendue de la délimitation de l'objet. Nous précisons l'étendue des données recueillies et les difficultés auxquelles nous avons été confrontés ultérieurement.

2. Choix de deux méthodes

La question du choix des méthodes est centrale dans la recherche, notamment parce que « les choix doivent être cohérents avec la visée de l'objet, la perspective et les hypothèses de recherche »¹. Il est ainsi nécessaire d'adapter la méthode à la recherche et non le contraire.

Comme nous l'avons vu précédemment, cette problématique de recherche s'inscrit dans le courant de sociologie compréhensive. La méthode d'enquête que nous emploierons devra donc donner la parole à l'individu.

Il existe de nombreuses méthodes d'investigation, que l'on peut regrouper en quatre grands groupes de méthodes : observer les comportements in situ ; accompagner des citoyens au cours d'un cheminement qu'ils décrivent en temps réel ; évoquer un espace à l'aide de supports sonores ou vidéographiques ; s'entretenir avec des habitants sur leurs conduites quotidiennes. Ce classement opère bien sûr une simplification et une réduction des méthodes.

Notre recherche va consister à récolter les réactions, les sensations, le vécu des habitants, quant à l'espace qu'ils pratiquent, mais aussi quant au débat public. Ainsi, un de ces quatre groupes de méthodes semble être approprié à notre recherche : s'entretenir avec les habitants sur leurs conduites quotidiennes. Cependant, étant donné que notre recherche inclue également l'étude du comportement des individus au sein des débats, nous aurons également recouru à la méthode de l'observation.

Afin de répondre aux différentes questions posées par notre sujet de recherche, nous donnerons la parole à l'individu, en utilisant deux outils méthodologiques différents mais complémentaires : **l'observation** et **l'entretien semi-directif**.

"Toute enquête a des biais inévitables : il faut en être conscient avant de commencer ce type de travail"². Ainsi, afin d'être le plus objectif possible, nous décrirons le plus finement possible la manière dont sont construites les données, sans avoir la prétention d'être objectif.

Cette partie aura donc pour objectif de décrire les méthodes employées dans le cadre de notre recherche, ainsi que leurs limites.

a. Méthode de l'observation

La méthode de l'observation des comportements in situ s'intéresse aux comportements manifestes : il s'agit d'observer les conduites sociales. Elle pourra nous être utile lors des différentes réunions de concertation. En effet, cela nous permettra de récolter des données objectives sur le comportement des individus au sein des débats. Étant donné que le comportement des individus sera questionné lors des entretiens individuels avec les individus, l'observation nous permettra d'en collecter des données objectives.

C'est le même principe pour l'étude des blocages auxquels sont confrontés les différents processus de participation. Les individus soumis à un entretien individuel mentionneront certains de ces blocages, mais l'observation nous permettra de nous faire notre propre avis sur ce sujet.

¹ GROSJEAN Michèle, THIBAUD Jean-Paul (2001), *L'espace urbain en méthodes*, p.5.

² BOCHET Béatrice (2000), *Le rapport affectif à la ville, essai de méthodologie en vue de rechercher les déterminants du rapport affectif à la ville*, p.60.

Ainsi, la méthode de l'observation constitue pour nous un complément à celle de l'entretien semi-directif. Elle permettra de pondérer les résultats de l'entretien par les données objectives récoltées lors des observations faites lors des réunions.

i. Présentation de l'observation « naïve »

Cette méthode consiste à observer tous les acteurs, qu'ils soient participants, élus, techniciens ou spectateurs. "L'idéal étant bien sûr que les observés ne soient pas conscients de l'activité qui se déroule à leur insu, le cas échéant ils pourraient adopter une tout autre manière de se comporter qu'à l'ordinaire, ce qui fausserait nos recherches"¹. Ce cas de figure n'a pas dû se présenter car nous n'avions tout d'abord pas besoin de justifier notre présence sur cet espace, à priori ouvert à tous. De plus, nous sommes placés en tant que spectateur qui prenait des notes, comme c'est le cas pour la majorité des spectateurs présents. Ainsi, notre prise de notes n'a pas attiré l'attention des autres individus présents.

Une fois que l'observateur a adopté une attitude discrète et non participante, il peut alors commencer à prendre connaissance des lieux.

- Prise de connaissance des lieux

Cette prise de connaissance des lieux passe notamment par celle de l'identité des personnes présentes, ce qui est assez simple car il y a leurs noms inscrits devant eux. Pour ce qui est de connaître leur avis sur les instances de participation ou encore leur mode de participation, il faudra attendre qu'ils prennent la parole.

Nous nous sommes inspirés de la méthode de "**l'éthologie des espaces publics**" pour prendre connaissance des lieux. L'éthologie humaine correspond à "la partie des différentes sciences humaines qui utilise une approche naturaliste"² : elle se base sur l'observation de situations « naturelles », soit d'observations de terrain. L'étude d'un espace public en termes éthologiques peut s'énoncer de la manière suivante : quelle population fréquente ce territoire et comment s'y comporte-t-elle ?

Pour cela, l'éthologue commence par une **période d'imprégnation** de cet espace public. « L'éthologue fréquentera le terrain en flâneur, usager-amateur du biotope soumis à son observation. Il notera sur son carnet de bord tout ce qui lui semblera présenter un certain intérêt (...) et beaucoup de détails encore a priori insignifiants »³. C'est une prise de contact avec le terrain, qui présente deux avantages : « être familiarisé avec le milieu et en repérer les traits les plus pertinents qui seront à approfondir ou à expliquer, et éventuellement accoutumer le milieu à la présence du ou des chercheurs »⁴. L'observateur doit notamment retranscrire toutes ces premières impressions, ces sensations, ces intuitions. Quelle est l'ambiance des lieux ? A quoi cela est-il dû ?

Notons que cette prise de connaissance permettra également de se familiariser avec les individus participant à ces instances de participation, dans le but d'obtenir des contacts pour de futurs entretiens.

¹ AUDAS Nathalie (2007), *Le rapport affectif au lieu, analyse comparée de méthodes de recueil d'information sur la dimension affective des représentations*, p.56.

² GROSJEAN Michèle, THIBAUD Jean-Paul (2001), *L'espace urbain en méthodes*, p.13.

³ *Op.cit.*, p.16.

⁴ *Ibid.*

- *Etude qualitative de la composition et des comportements spécifiques observables*

Selon la méthode de l'éthologie des espaces publics, il s'agit d'observer "Quelles sont les attitudes typiques, démarches, interpellations, tonalité générale, quels sont les genres de conversation"¹. Cela peut impliquer le recours à des enregistrements phoniques, vidéoscopiques, ou encore des clichés photographiques, mais dans notre cas, nous nous contenterons d'une prise de notes. Cette phase nous permettra alors de distinguer des populations de nature et de comportements spécifiques, de recueillir des réflexions des individus présents,... Nous aurons donc accès à des modalités de participation, ce qui est l'un des objectifs de cette observation.

Nathalie Audas considère qu'il faut "s'immiscer dans la peau de quelqu'un de très naïf, qui n'a jamais eu connaissance du lieu et qui part à sa découverte, notant tout ce qu'il voit, entend, sent etc. C'est uniquement en procédant de la sorte que l'observation prend tout son sens et qu'elle se pare de toutes ses richesses et ce en particulier dans une recherche comme la nôtre qui focalise son intérêt sur des sensations et des perceptions"². C'est ce qu'elle définit comme "**l'observation naïve**"³.

Nous avons adopté cette attitude candide lors de nos observations, sans réellement le vouloir. En effet, les différentes réunions des instances de participation se sont toutes déroulées avant une réelle mise en lumière de notre problématique. En effet, celle-ci était encore assez floue lorsque nous avons assisté à ces réunions et nous n'avions alors pas encore appréhendé toutes les dimensions de notre problématique de recherche. Ainsi, ne sachant pas véritablement ce que l'on cherchait, nous avons fait le choix de tout noter au cours de ces réunions.

Nous n'avons pu faire que des observations "naïves" et non pas de "**vérification**", définie par Nathalie Audas comme une "autre forme d'observation qui se veut outil de comparaison du réel avec les données obtenues par entretien"⁴. En effet, quand la définition de la problématique était bien avancée et les entretiens ont pu être commencés, il n'y avait plus de réunions de participation qui se déroulaient.

ii. Les limites de cette méthode

Une des difficultés de cette méthode est de rester discret. En effet, l'observateur se trouvant sur le site de l'observation, il doit prendre garde à ne pas empêcher, influencer ou encore modifier certains comportements par le simple fait de sa présence. Si tel était le cas, l'étude des comportements au sein des débats seraient faussés et les conclusions de notre recherche par la même occasion.

Une autre limite est due à la lourde tâche qu'est la prise de note au cours des débats. Tout ne pourra pas être retranscrit. Il sera alors nécessaire de faire des choix dans la prise des notes et ceux-ci seront très subjectifs. En fait, chaque enquêteur fera des choix différents : les appréciations les plus marquantes ne seront pas les mêmes pour tous. Ainsi, cette méthode que l'on avait choisie pour obtenir des résultats objectifs s'avère être l'objet d'une subjectivité quasi omniprésente.

¹ GROSJEAN Michèle, THIBAUD Jean-Paul (2001), *L'espace urbain en méthodes*, p.16.

² *Op.cit.*, p.57.

³ *Op.cit.*, p.56.

⁴ *Ibid.*

De plus, il faut être très attentif aux propos qui sont tenus, car ils ne seront pas redits. Ainsi, une telle approche nécessite que l'observateur adopte une attitude de disponibilité réceptive. Cette méthode requière donc une grande attention sans laquelle les résultats qu'elle offre risque de rester limités.

L'intérêt de cette méthode pour notre étude est qu'elle va permettre de récolter des perceptions des divers participants du débat public de manière relativement objective. Ceci est nécessaire car « chaque corps de métiers a une perception sélective, partielle et souvent partielle de ce qui se passe réellement sur le terrain »¹. Ainsi, étant donné qu'une partie de notre recherche consiste en l'inventaire de ces perceptions, il sera judicieux de nuancer les résultats fournis par les entretiens par les constats faits lors des observations. Cette méthode fournira donc une vision « naturaliste et objectiviste », qui permettra d'établir un état des lieux initial, base commune nécessaire pour installer le dialogue lors des entretiens. Cette méthode pourra donc s'associer fructueusement avec la méthode sociologique de l'entretien semi-directif.

b. La technique de l'entretien semi-directif comme méthode principale

L'interrogation d'un "comment est le rapport affectif d'un individu à l'espace" n'ayant de sens qu'à propos d'un vécu spécifié, localisé, l'appréhension de ces modalités ne peut se faire que par des récits individuels.

De plus, le rapport affectif de l'individu à la ville fait appel à des données d'ordre sensible. Il est donc nécessaire de faire le choix d'une méthode permettant l'expression d'un récit personnel de l'enquêté, qui nous fournira des informations révélant ses affects.

Il était donc nécessaire de faire appel à une méthode d'enquête qui réponde à ces deux conditions : **l'entretien semi-directif**. En effet, cette technique permet d'accéder à des informations plus personnelles qu'un questionnaire, en invitant les enquêtés à se confier. C'est en effet un outil privilégié pour accéder à des informations à caractère sensible.

i. Description de la méthode d'entretien

"L'entretien, comme technique d'enquête, est né de la nécessité d'établir un rapport suffisamment égalitaire entre l'enquêteur et l'enquêté pour que l'enquêté ne se sente pas, comme dans un interrogatoire, contraint de donner des informations. L'entretien qui modifie les rapports entre interviewer et interviewés modifie aussi la nature de l'information produite"².

L'entretien a donc pour objectif d'établir un réel dialogue entre l'enquêteur et l'enquêté. Il a pour objectif de rompre avec la logique question/réponse des questionnaires, et d'inviter l'interviewé à "se raconter". Cela permet alors de récolter un matériau tout à fait différent : ce n'est plus un amas de réponses à des questions précises, mais un véritable récit. C'est avec ce récit personnel que nous

¹ GROSJEAN Michèle et THIBAUD Jean-Paul (2001), *L'espace urbain en méthodes*, p.27.

² BLANCHET Alain et GOTMAN Anne (2005), *L'enquête et ses méthodes, l'entretien*, p.9.

obtiendrons un véritable florilège d'informations à caractère sensible sur la vie de l'individu, dont certaines concernant la relation qu'elle entretient avec son espace.

Nous allons nous inspirer d'une méthode d'Alain Blanchet et Anne Gotman pour préparer nos entretiens. Ils considèrent que plusieurs étapes sont nécessaires pour réaliser une enquête :

- **La construction de l'objet.**
- **La préparation de l'enquête.**

La **construction de l'objet** consiste en la formulation de la question, le choix de la problématique et la formulation d'hypothèses, sortes de « réponses provisoires ». Nous avons déjà réalisé cette première phase de l'enquête tout au long de la première partie de notre mémoire.

Pour ce qui est de la **préparation de l'enquête**, cette phase est composée de :

- un examen de l'opportunité du recours à l'enquête par entretien au lieu de l'enquête par questionnaire
- la définition de l'usage de l'entretien (exploratoire, principal, complémentaire)
- trois opérations de préparation de l'enquête : définition de la population et de l'échantillon, choix du mode d'accès aux interviewés et élaboration du plan d'entretien.

Nous avons tout d'abord précisé les différences entre entretien et questionnaire : la différence fondamentale est que ces deux méthodes produisent des données différentes : "le questionnaire provoque une réponse, l'entretien fait construire un discours"¹. Etant donné que nous voulons obtenir un récit personnel de l'enquêté, l'entretien semble convenir davantage à notre enquête. De plus, "l'entretien s'impose à chaque fois que l'on ignore le monde de référence, ou que l'on ne veut pas décider a priori du système de cohérence interne des informations recherchées. Le questionnaire, lui, implique que l'on connaisse le monde de référence, soit qu'on le connaisse d'avance, soit qu'il n'y ait aucun doute sur le système interne de cohérence des informations recherchées"². Lorsqu'ils sont utilisés de façon principale voire exclusive, la diversité des méthodes peut alors être ramenée à deux pôles : comprendre ou décrire, mesurer. Dans le premier cas l'entretien est "support d'exploration" ; dans le second une technique de recueil d'information"³. Notre enquête s'inscrit plutôt dans le premier cas de figure : nous cherchons en effet à comprendre et décrire les relations qui peuvent exister entre rapport affectif à l'espace et débat public. Il s'agit alors d'une méthode qualitative qui a "ont davantage vocation à comprendre, à détecter des comportements, des processus ou des modèles théoriques, qu'à décrire systématiquement, à mesurer ou à comparer"⁴.

Ainsi, la technique de l'entretien semble mieux adaptée à notre recherche que celle du questionnaire.

Dans le cas de notre recherche, l'entretien aura deux usages différents :

- Un **usage exploratoire** pour mettre en lumière les aspects du phénomène auxquels nous n'aurions pas pensé spontanément, et compléter les pistes de travail suggérées par nos lectures. Cela permettra de préciser encore nos hypothèses de travail.

¹ BLANCHET Alain et GOTMAN Anne (2005), *L'enquête et ses méthodes, l'entretien*, p.40.

² *Ibid.*

³ KAUFMANN Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, p.15.

⁴ *Op.cit.*, p.25-26.

- Un **usage principal** où l'entretien constitue le mode de collecte principal de l'information. La méthode de l'observation ne sera alors qu'un complément de la méthode de l'entretien.

Pour ce qui est de la **définition de la population et de l'échantillon**, nous l'avons décrite précédemment dans ce mémoire. Etant donné que l'usage de l'entretien est principal, nous tenterons de réaliser le plus possible d'entretiens parmi les trois instances étudiées, dans le temps qui nous est donné.

En ce qui concerne le choix du mode d'accès aux interviewés, nous allons utiliser des **modes d'accès directs et indirects**. Pour le mode d'accès direct, nous irons directement rechercher des contacts en face à face au cours des réunions de concertation. Lors de ces premiers contacts, nous leur demanderont s'ils sont susceptibles de nous accorder un entretien. "Le projet d'un devoir-raconter est nettement dévoilé, ainsi que la durée du travail demandé. On laisse l'intervenant très libre d'accepter ou de refuser, sans pression aucune"¹. Ce mode d'accès a l'avantage d'être assez aléatoire, et d'installer une relation de confiance avec le futur enquêté.

Etant donné que nous allons être confronté au problème de la fréquence de ces réunions (tous les 3 ou 4 mois, alors que la durée de réalisation du mémoire est de 8 mois), nous allons utiliser un mode d'accès indirect : la méthode de proche en proche. Celle-ci consiste à un premier interviewé de désigner d'autres personnes susceptibles d'accepter un entretien.

Pour ce qui est de l'élaboration du **plan d'entretien** : "le plan comprend à la fois l'ensemble organisé des thèmes que l'on souhaite explorer (le guide d'entretien) et les stratégies d'intervention de l'interviewer visant à maximiser l'information obtenue sur chaque thème"². Nous allons maintenant préciser la façon dont nous avons élaboré notre guide d'entretien.

ii. Fabrication du guide d'entretien

"Le guide d'entretien se distingue ainsi fonctionnellement du protocole du questionnaire dans la mesure où il structure l'interrogation mais ne dirige pas le discours. Il s'agit d'un système organisé de thèmes, que l'interviewer doit connaître sans avoir à le consulter ni à le formuler sous la forme d'un questionnaire. En effet, ce guide a pour but d'aider l'interviewer à élaborer des relances pertinentes sur les différents énoncés de l'interviewé, au moment même où ils sont élaborés. Cette technique permet donc, du moins en principe, à la fois d'obtenir un discours librement formé par l'interviewé, et un discours répondant aux questions de la recherche"³.

Il est ainsi judicieux de réaliser un guide d'entretien pour préparer les entretiens semi-directifs. En effet, il nous permettra de guider notre entretien au fur et à mesure, afin de ne pas perdre de vue au cours de la discussion les hypothèses de notre recherche qu'il faut mettre en lumière.

Nous avons fait deux parties à ce questionnaire : la première questionne l'individu sur son espace et tente de découvrir de quelle nature est son rapport affectif à l'espace, et la seconde est davantage tournée vers le débat public.

Nous avons repris l'exemple du modèle de guide d'entretien de Joëlle Le Borgne pour réaliser nos guides d'entretien : "nous n'avons pas dressé une liste de questions à suivre, mais un ensemble de thématiques à aborder, des objectifs en matière de types de réponses. A chacune des questions-types énoncée correspond donc un ensemble de connaissances à acquérir"⁴.

¹ GROSJEAN Michèle, THIBAUD Jean-Paul (2001), *L'espace urbain en méthodes*, p.180.

² BLANCHET Alain et GOTMAN Anne (2005), *L'enquête et ses méthodes, l'entretien*, p.61.

³ *Op.cit.*, p.64.

⁴ LE BORGNE J. (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.46.

Notons que le guide d'entretien n'est pas figé. Nous avons en effet pu constater qu'il y a eu de nombreux allers-retours entre la conception théorique du guide d'entretien et la réalité des réponses récoltées sur le terrain. Ainsi, après l'avoir testé sur le terrain, nous avons été contraints de l'adapter en modifiant quelques points.

Voyons maintenant plus précisément le contenu de notre guide d'entretien. Celui-ci est destiné aux membres du collège "habitants" au sein des Conseils de la Vie Locale. Ce guide d'entretien sera à adapter en fonction des instances de participation étudiées. Notons que dans le cas où nous interrogerons des élus, le guide d'entretien ne pourra être le même.

Guide d'entretien pour les habitants

Identité sociale de l'individu

Age, sexe, profession, situation familiale.

Lieu d'habitation, type d'habitat.

Rapport à l'espace de l'individu

Description de cet espace

Question-type : Où est-ce que vous habitez ?

Objectif de connaissance : Savoir à quel espace l'individu s'identifie.

Question-type : Depuis combien de temps vivez-vous dans ce quartier ?

Question-type : Pouvez-vous décrire cet espace ?

Objectifs de connaissance : une description objective de l'espace (aménités, architecture, fonction dominante du quartier (commerçant, résidentiel, administratif, industriel), type d'habitat dominant, ...).

Rapport fonctionnel à l'espace

Question-type : Pouvez-vous nous définir l'usage que vous faites de cet espace ?

Objectifs de connaissance :

- Quels usages fait-il du quartier ? (activités, ...)
- Relations de voisinage, investissement dans les activités du quartier.

Question-type : Quelles sont les raisons qui l'ont poussé à s'installer dans ce quartier ?

Objectifs de connaissance :

- Essayer de voir quels ont été les différents usages qu'il a fait de cet espace depuis son installation dans celui-ci.

Question-type : Quel type de citoyen êtes-vous ?

(Utilisateur, consommateur, libéré, rétif, convaincu, habitué, anonyme, nostalgique, amoureux)¹.

Rapport affectif à l'espace

Question-type : Pouvez-vous désigner une note entre -5 et 5 pour exprimer comment vous aimez votre quartier ?

Objectifs de connaissance :

- Comment il évalue le rapport affectif qu'il entretient avec son espace ?
- Quels ont été les critères pour établir cette note ?
- Comment a-t-elle interprété l'échelle de valeur proposée ?

Question-type : Qu'est-ce qui fait votre quartier pour vous ?

Objectifs de connaissance :

- La représentation que se fait la personne de son quartier.
- Evaluer (sur une échelle d'importance) qu'est-ce qui prime pour eux entre les aménités et l'urbanité.
- Dans chacune de ces deux catégories, savoir ce qui est plus ou moins important pour eux.
- La nature du rapport affectif de la personne au quartier.

Question-type : Aimerez-vous changer de quartier si c'était possible ?

Objectifs de connaissance :

- Voir si c'est cohérent avec ce qu'il a dit précédemment.

Question-type : Quel type de citoyen êtes-vous ?

(Utilisateur, consommateur, libéré, rétif, convaincu, habitué, anonyme, nostalgique, amoureux).

Question-type : Ces catégories vous semblent-elles pertinentes ?

Objectifs de connaissance :

- Est-ce que cette discussion a fait évoluer sa réponse et pourquoi ?
- Evaluer la pertinence de ces catégories : est-ce que les gens se sont reconnus dans ces figures de l'urbain.
- A partir de cette observation, construire des figures de l'urbain plus adaptées au sujet de ma recherche (modifier ou ajouter des catégories).

Question-type : Pouvez-vous désigner une note entre -5 et 5 pour exprimer comment vous aimez votre quartier ?

Objectifs de connaissance :

- Est-ce que le discours qu'il a tenu a fait évoluer cette note et pourquoi ?

¹ LE BORGNE J. (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.106.

Fiche d'identité de la fréquentation au débat public

Questions-types :

Depuis quand l'individu fréquente le CVL ?

A quelle fréquence ?

Participez-vous à d'autres processus de concertation ? Où est-ce que vous vous exprimez en public ? (Associations de parents d'élèves, tramways,...).

Mode de participation

Question-type : Comment vous exprimez-vous au cours des débats ?

Objectifs de connaissance :

- Est-ce qu'il prend la parole ? A quelle fréquence ? Quel type de langage, de comportement ?
- Est-ce qu'il s'exprime au nom d'un collectif ou à titre individuel ?

Opinion sur le débat public

Question-type : Pouvez-vous désigner une note entre -5 et 5 pour exprimer comment vous aimez participer au CVL ?

Objectifs de connaissance :

- Comment il évalue le rapport affectif qu'il entretient avec le CVL?
- Quels ont été les critères pour établir cette note ?
- Comment a-t-elle interprété l'échelle de valeur proposée ?

Question-type : Quelles ont été les raisons de votre engagement ?

Objectifs de connaissance :

- Comprendre ce qui fait que les gens s'engagent.

Question-type : Aimez-vous participer ? Quelles sont vos motivations ? Qu'est-ce que ça vous apporte ? (Faire un ordre d'importance).

Objectifs de connaissance :

- Si son rapport affectif au quartier motive sa participation aux CVL.
- Peut-être peut-on retrouver des idéaux-types.
- Les sentiments développés à l'égard des CVL.
- La représentation que se fait la personne du débat public.

Question-type : Quels sont les principaux inconvénients des CVL ? (Réaliser un ordre d'importance).

Objectifs de connaissance :

- A quels blocages cités par Amandine Derouard sont-ils confrontés ?
- Quels blocages sont pour eux les plus dérangeants ?
- Est-ce que ça a un impact sur leur façon de participer ?

Question-type : Quel est pour vous le débat public idéal ?

Objectifs de connaissance :

- Quels facteurs de blocage doivent absolument être résolus pour améliorer le fonctionnement du débat public ?
- Faire un ordre d'importance des qualités qu'il doit présenter.

Question-type : Comment pensez-vous que va évoluer le débat public ?

Question-type : Pouvez-vous désigner une note entre -5 et 5 pour exprimer comment vous aimez participer au CVL?

Objectifs de connaissance :

- Est-ce que le discours qu'il a tenu a fait évoluer cette note et pourquoi ?

Question-type : Si vous participez à d'autres processus de concertation, comparer blocages, avantages, et note avec les réponses faites pour le CVL.

Lien entre le rapport affectif à l'espace et les modalités de participation

Questions-types :

En quoi le rapport affectif à l'espace a-t-il une influence sur votre façon de participer ?

Depuis que vous participez aux débats, portez-vous un regard nouveau sur votre environnement ?

Objectifs de connaissance :

- Est-ce qu'ils considèrent qu'il y a un profil type des gens amenés à participer ?
- Faut-il aimer son quartier pour participer à ces débats publics ?

iii. Attitude que l'enquêteur doit adopter au cours de l'entretien

La réussite d'un entretien ne tient pas seulement à la réalisation d'un bon guide d'entretien. Celle-ci dépend essentiellement de la conduite de l'enquêteur durant l'entretien. Il doit en effet **s'adapter au discours de l'interrogé**, et le **ré-aiguiller** si besoin est **vers les objectifs de la recherche**, tout en adoptant une attitude qui **l'incite à parler**. Le but n'est pas d'obtenir une discussion sous forme de question/réponse (qui le rapprocherait d'un questionnaire), mais d'installer un véritable **dialogue**. L'enquêté doit oublier qu'il est enquêté. Il s'agit d'installer plutôt une discussion qu'une interview. Il ne faut pas que la personne interrogée ressente l'entrevue comme une enquête car cela pourrait être source de blocage du discours. Il ne faut pas qu'il se sente jugé ou évalué. Il est donc nécessaire d'instaurer un réel **climat de confiance**, afin d'éviter une éventuelle gêne de l'interviewé qui pourrait alors fausser son discours. En effet, il aura tendance à vouloir jouer un rôle qui se veut lisse et idéaliste. Ce rôle, qui n'est souvent pas révélateur de la réalité, sera un bien pauvre matériau pour notre recherche.

Il est alors nécessaire de prendre quelques **précautions** pour que l'enquêté dépasse ce stade au fur et à mesure de l'entretien et qu'il "s'engage personnellement"¹.

Pour cela, nous avons notamment décidé d'enregistrer les conversations à l'aide d'un dictaphone, afin que l'individu ne sache pas quel élément de son discours nous intéresse (contrairement à la prise

¹ KAUFMANN Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, p.69.

de notes), et également dans le but de ne pas être coupés par des prises de notes saccadant la discussion. Ces éléments permettront de ne pas lui rappeler qu'il est interrogé, et donc de mettre en place une vraie conversation. Nous avons cependant pu constater que le dictaphone perturbait un peu le discours de l'enquêté au début de l'entretien, mais qu'il oubliait rapidement sa présence.

Nous avons également limité au maximum la lecture du guide d'entretien, afin de lui rappeler le moins possible qu'il est interviewé.

Il sera également judicieux de rebondir sur le discours de l'enquêté, afin de créer un certain dynamisme semblable à une véritable discussion, mais également d'adopter un langage décontracté et adapté à l'interviewé, afin d'installer un climat décontracté propice à une conversation. De même, même si notre objectif est d'obtenir un quasi-monologue de l'interviewé, nous adopterons une attitude participative à la discussion : nous lui ferons également quelques confidences, afin qu'il n'ait pas l'impression de se livrer sans aucun retour. En effet, lors d'une conversation, les confidences ne se font rarement que dans un seul sens.

Cependant, malgré toutes ces précautions, l'enquêteur doit toujours avoir en tête son guide d'entretien, afin de pouvoir diriger la conversation sur le sujet voulu. En effet, l'enquêté aura souvent tendance à s'écarter du sujet, comme dans le cas d'une réelle conversation. Il sera donc nécessaire de garder en tête notre objectif et de réorienter la discussion dans ce sens à l'aide de questions de relance.

Nous prendrons également soin de laisser l'enquêté aller jusqu'au bout de sa réflexion en ne lui coupant pas la parole et en ne l'aidant pas à finir ses phrases. En effet, le risque est également de se prendre nous-mêmes au jeu de la conversation.

La difficulté de l'entretien réside en l'adaptation nécessaire de l'enquêteur à la personne interrogée et à l'évolution de l'entretien lui-même. Le but de l'entretien est de faire parler la personne interviewée, qu'elle produise un « discours de vie », le plus personnel possible. L'entretien est alors un parcours. Alors que le questionneur avance sur un terrain entièrement balisé, l'interviewer dresse la carte au fur et à mesure de ses déplacements.

iv. Limites de cette méthode

Comme nous l'avons vu auparavant, il existe de nombreuses précautions à adopter quant à notre comportement lors de l'entretien. Ces précautions seront autant de limites potentielles au bon déroulement de cette démarche.

Une des limites majeures semble être le fait que chaque entretien correspond à une situation exceptionnelle. Cela rend cette méthode très aléatoire, donc ces résultats aussi.

En effet, les interventions de l'enquêteur peuvent fortement influencer le discours de la personne interrogée. Ainsi, nos interventions ne devront pas être réalisées au hasard.

De plus, il arrive très souvent que les "informateurs entrent dans le rôle de bons élèves, prenant très à cœur l'entretien et s'appliquant pour bien répondre à chacune des questions"¹. Cette attitude est une importante limite de l'entretien car elle rendra les données peu intéressantes car peu révélatrices de la réalité. L'enquêteur devra donc limiter le plus possible ce phénomène lors de l'entretien.

Ainsi, l'analyse que nous ferons de ces entretiens devra chercher à traiter ces points de dissimulation et de mensonges du discours des enquêtés, afin de compenser ces limites de l'entretien.

¹ KAUFMANN Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, p.62.

Une autre limite de l'entretien est qu'il "convient à l'étude de l'individu et des groupes restreints, mais est peu adapté et trop coûteux lorsqu'il est nécessaire d'interroger un grand nombre de personnes et que se pose un problème de représentativité"¹. Ainsi, cette méthode permet de comprendre, ou du moins d'appréhender des phénomènes, mais nullement d'en faire une étude représentative. Ainsi, dans ce mémoire, nous n'aurons pas la prétention de créer des données représentatives du phénomène que nous étudions : les interactions entre le rapport à l'espace et le débat public.

L'entretien constitue **l'outil central de notre enquête**. La méthode de l'observation ne sera qu'un complément et la majorité des données récoltées proviendra des entretiens. Cet outil est capital pour notre recherche car c'est grâce à celui-ci que nous pourrions aller puiser dans les discours de vie des habitants, des éléments permettant d'appréhender la nature de leur rapport affectif à l'espace.

Il s'agira donc de "glander des informations sur les perceptions de la personne interrogée, d'entrer dans ses visions de la ville, sa manière de la pratiquer. Le but est de *comprendre* les raisons de ces actions, décisions, attitudes, comportements et croyances individuels (les ADACC de Boudon, évoqués précédemment), pour pouvoir ensuite les expliquer"².

¹ KAUFMANN Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, p.41.

² LE BORGNE Joëlle (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p. 42.

B. Analyse des matériaux de recherche

1. Résultats de la collecte de matériaux

Nous avons précédemment écrit l'objet de l'enquête et les méthodes que nous allons utiliser. Nous avons donc émis certains objectifs, notamment en matière de population étudiée. Nous allons maintenant voir que les données récoltées ne correspondent pas tout à fait à l'objectif que nous nous étions fixé au départ. Nous verrons ensuite quelles ont été les difficultés rencontrées qui ne nous ont pas permis de récolter autant de données que nous aurions voulues.

a. Données récoltées

Les données récoltées sont très différentes pour les trois instances de participation que nous avons décidé d'étudier. Ainsi, nous allons voir quelles données nous avons récolté pour chacune de ces trois instances.

Dans le cas du **grenelle de l'environnement**, nous avons assisté à la réunion publique qui s'est déroulée l'après-midi du jeudi 27 septembre 2007. Après avoir assisté à une longue présentation du bilan de la matinée des six groupes de travail, nous avons pu commencer la concertation avec le grand public. C'est à ce moment que nous avons pu commencer la **phase d'observation** de cette concertation. N'ayant pas encore réellement déterminé ma problématique, cette observation n'a pas été très fructueuse en terme de création de matériau à analyser. Cela a cependant permis de diagnostiquer quelques blocages auxquels était confrontée cette instance de participation, et quelques modes de participation des individus qui ont pris la parole.

Cependant, il n'a pas été facile d'aborder les individus présents pour les solliciter pour la réalisation d'un entretien : le grand nombre d'individus présents, le fait que cette réunion se passe à Bourges et la faible définition de ma problématique étaient autant de facteurs qui n'ont pas permis la prise de contacts avec les individus présents.

Données récoltées sur le grenelle de l'environnement :

- Quelques observations faites durant une réunion de concertation.

Dans le cas du **projet de tramway à Tours**, nous avons assisté à une **réunion publique** le 19 septembre 2007, qui s'est déroulée à la mairie de Tours. Lors de cette réunion, nous avons récolté des données en appliquant la méthode de l'**observation**. Nous nous sommes également rendu aux deux expositions sur ce projet : à Tours et à Joué-lès-Tours. Nous avons alors eu accès aux **registres de concertation** du public, où nous avons pu récolter de nombreuses remarques que les habitants y avaient inscrites.

Cependant, nous n'avons pas pu nous faire des contacts lors de cette réunion pour réaliser des entretiens, car beaucoup de monde était présent, et il n'était alors pas facile de prendre contact avec les individus qui avaient pris la parole. De plus, cette réunion s'étant déroulée assez tôt durant l'année, nous n'avons pas éclairci suffisamment notre problématique pour nous lancer dans la réalisation d'un entretien.

Données récoltées sur le projet de tramway à Tours :

- Quelques observations faites durant une réunion de concertation.
- De nombreuses remarques des habitants sur ce projet, récoltées sur les registres de concertation (en annexe).

Dans le cas de **Conseils de la Vie Locale (CVL)**, nous avons assisté à **deux réunions de débat public** : une réunion "inter-CVL" le lundi 17 décembre 2007 et une réunion du CVL Sud le 11 février 2008. Ces deux réunions nous ont permis de faire des observations sur le comportement des individus au cours des débats, ainsi que sur certains dysfonctionnements de cette instance de participation. Le fait d'assister deux fois à ces réunions et d'être en plus petit comité que les réunions du grenelle de l'environnement ou du tramway de Tours a facilité la prise de contacts pour la réalisation d'entretiens. Nous avons ainsi pu réaliser **quatre entretiens**, dont trois avec des membres du collège "habitants" (deux du CVL Sud et un du CVL Ouest) et un du collège "associations" (du CVL Sud). Nous avons également eu accès à une évaluation des CVL réalisée par un bureau d'études, qui fait l'état des lieux des dysfonctionnements constatés et y apporte des solutions.

Données récoltées sur les Conseils de la Vie Locale :

- Des observations faites durant deux réunions de débat public.
- Quatre entretiens réalisés avec des habitants.
- Une évaluation du fonctionnement des CVL, réalisée par un bureau d'études.

Nous pouvons remarquer que nous avons réalisé des entretiens seulement dans le cas des Conseils de la Vie Locale. Cependant, cette méthode d'enquête devait constituer l'outil central de notre enquête. Cela va faire des CVL l'instance de participation centrale de notre étude. En effet, étant donné que nous avons récolté peu d'informations sur le projet de tramway à Tours, et encore moins sur le grenelle de l'environnement, ces deux instances de participation serviront de complément dans notre enquête, et donc dans l'étude privilégiée des CVL.

b. Difficultés rencontrées

Nous avons dans un premier temps voulu nous intéresser à plusieurs instances participatives, afin d'avoir accès au plus grand nombre possible de manifestations du rapport affectif à l'espace dans le débat public. Nous avons pu constater que l'étude de ces trois cas au même niveau ne sera pas possible. Deux parmi les trois cas serviront de complément à l'étude du dernier.

Ainsi, notre volonté principale qui était de faire une étude avec des cas différents et représentatifs des nombreux processus de concertation que l'on peut trouver actuellement ne pourra pas être réalisée. Nous nous contenterons d'étudier les relations entre rapport affectif à l'espace et débat public au sein d'une instance de participation particulière : les Conseils de la Vie Locale.

Il aurait également été intéressant de pousser cette étude encore plus loin en interrogeant par exemple des personnes ne prenant pas part à des débats publics, afin de savoir quelles sont les raisons de leur non-participation. Nous aurions alors pu savoir si le rapport affectif à l'espace les incitait à ne pas participer. Cependant, le facteur temps n'a pas pu permettre cela. En effet, nous avons trop peu de temps disponible pour aller jusque-là.

Une autre difficulté rencontrée a été de trouver des contacts pour la réalisation d'entretiens, notamment dans le cas du grenelle de l'environnement ou du projet de tramway où nous n'en avons réalisé aucun. Ceci est notamment dû au fait que ce sont des systèmes de concertation non permanents. En effet, le fait que les individus ne s'y rendent qu'une fois fait qu'ils sont difficilement abordables, car peu disponibles pour cette instance de participation dans la durée. De plus, ces deux

instances ont donné lieu à des réunions où il y avait beaucoup de monde. Cela rend les rencontres d'autant plus difficiles.

Ainsi, nous n'avons pu réaliser que quatre entretiens, et seulement au sein des CVL. Cela est bien en-dessous de ce que nous avons imaginé au départ. En effet, le mode d'accès direct aux interviewés ne peut se faire qu'en fin de réunions et nécessite du temps pour établir un dialogue avec les personnes. Cependant, peu de personnes restent longtemps à la fin des réunions. Ainsi, le mode d'accès direct est efficace, mais ne permet pas d'établir beaucoup de contacts en peu de temps. Pour ce qui est du mode d'accès indirect, il n'a pas fonctionné car les interviewés n'avaient pas les coordonnées des autres membres des CVL. Ainsi, la recherche de personnes pour réaliser un entretien n'a pas été évidente, notamment à cause de la faible fréquence des réunions.

De plus, nous avons projeté d'interroger aussi bien les habitants, que les techniciens et les élus, prenant part à ces instances de participation, afin d'avoir des avis différents. Cependant, nous n'avons pu réaliser des entretiens qu'avec des habitants. En effet, les coordonnées des autres individus n'ont pas pu être obtenues.

Lorsque nous sommes passés de la théorie à la pratique, nous avons pu constater que la délimitation réelle de notre objet ne serait pas aussi étendue que ce que nous avons prévu. Ainsi, d'une étude où l'on se fixait pour objectif d'interroger tous les acteurs de trois instances participatives représentatives pour appréhender le maximum de relations entre le rapport affectif à l'espace et le débat public, nous sommes passés à l'étude de ces relations spécifiquement au sein des CVL, en interviewant que les habitants présents.

Nous sommes bien sûr conscients que cette étude ne pourra pas être représentative, car il faudrait interviewer chaque membre des CVL pour appréhender la totalité des relations entre rapport affectif à l'espace et débat public au sein des CVL. Cependant, cette étude, majoritairement basée sur l'analyse de ces quatre entretiens, nous permettra d'appréhender la nature de ces relations.

2. Analyse des données récoltées

L'analyse des données récoltées consiste principalement en l'analyse des quatre entretiens réalisés en entretien individuel. Pour cela, nous **ne passerons pas par la méthode de la retranscription** des entretiens. Nous nous contenterons en effet de noter les éléments du discours qui nous paraissent importants pour notre recherche. A la suite de cette sélection de données, nous tenterons de les ordonner. Pour cela, nous avons décidé de reprendre le **schéma explicatif** de notre recherche, et de le **compléter** par ces éléments de discours. Ainsi, nous obtiendrons **quatre schémas** correspondants à l'analyse de nos quatre entretiens.

A la suite de l'analyse de ces entretiens, nous tenterons d'en croiser les résultats, afin d'en tirer des conclusions plus générales pour notre recherche.

a. Analyse des quatre entretiens

Nous allons analyser indépendamment les quatre entretiens. La première étape de cette analyse va en être **l'écoute**. Nous mènerons en parallèle de cette écoute une première extraction des données qui nous serviront dans le cadre de notre recherche. Pour cela, nous utiliserons la méthode de la **retranscription "fragmentée"**¹. Il s'agit en fait de faire plusieurs écoutes et de ne noter que des bouts de phrases qui nous intéressent, interpellent,... : "de belles phrases, imagées, parlantes ; des situations intéressantes, informatives ; des épisodes intrigants ; des éléments très proches des hypothèses en cours d'élaboration"². Nous prendrons également le soin de noter nos commentaires et interprétations sur ces phrases relevées.

Notons que "le traitement ne consiste pas à simplement extraire ce qui est dans les bandes et à le mettre en ordre. (...) Il faut faire parler les faits, trouver des indices, s'interroger à propos de la moindre phrase"³.

C'est pour cela qu'il est nécessaire d'écouter les entretiens en ayant en tête les **hypothèses** de la recherche : "elles doivent intervenir activement pour malaxer le matériau"⁴. Elles vont alors éclairer les écoutes des entretiens sous un nouvel angle et révéler les sens cachés qu'ils ont à révéler. Ces hypothèses pourront bien sûr être modifiées voire changées au cours de l'analyse des entretiens.

Ainsi, après de multiples écoutes, les propos les plus courants et ordinaires prennent progressivement du relief.

Après lecture et relecture des retranscriptions d'entretiens, nous organiserons ces données. Il s'agit de découvrir tous les éléments qui serviront notre réflexion. Pour cela, nous avons décidé d'utiliser le **schéma récapitulatif de notre problématique** comme support pour l'analyse de chaque entretien. Nous aurons donc un schéma récapitulatif des données pour chacun des quatre entretiens réalisés.

C'est ainsi une étape d'accumulation de matériau de recherche pour chacune des quatre cases du schéma : le rapport affectif à l'espace, les motifs de l'engagement, les modes de participation et l'avis plus général de l'individu à propos du débat public. Nous découperons alors les discours afin de regrouper les paroles propres à chacune de ces cases.

¹ KAUFMANN Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, p.81.

² *Ibid.*

³ *Op.cit.*, p.76.

⁴ *Op.cit.*, p.78.

Lors de cette phase de traitement des entretiens, il sera incontournable de faire des **interprétations**. Or, l'interprétation est "fondée sur la subjectivité du chercheur"¹. Il est alors nécessaire de préciser dès maintenant que notre analyse est le résultat d'un choix et que d'autres choix étaient éventuellement possibles. C'est pour cela que nous prendrons systématiquement le soin de justifier les choix que nous auront faits.

Avant de passer à l'analyse des entretiens un par un, nous pouvons préciser que lors de chaque entretien, nous les avons laissé déterminer leur espace de référence. Pour cela, nous leur avons posé comme question : "où est-ce que vous habitez?". Ainsi, nous étudierons le rapport affectif à l'espace qu'ils nous auront indiqué. Dans le cas de nos quatre entretiens, ce sera toujours le quartier qui sera cité comme espace de référence par les interviewés.

Notre objectif sera donc, au travers de l'analyse de ces entretiens, de déterminer quelles sont les interactions entre le rapport affectif au quartier des participants et les Conseils de la Vie Locale.

Le choix de ce territoire d'étude dès le départ est capital car le rapport affectif qu'un individu développe avec son quartier sera très différent en fonction de tel ou tel quartier : "une ville est bien sûr composée de quartiers parfois très différents les uns des autres, de par leurs architectures, leurs populations, leurs localisations dans la ville, leurs histoires, leurs ambiances... Ces distinctions peuvent "compartimenter" les réactions des individus face aux différentes zones de la ville"².

Voyons maintenant l'analyse qui a été faite pour chacun de ces entretiens.

¹ KAUFMANN Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, p.92.

² LE BORGNE Joëlle (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.10.

Relations entre rapport affectif à l'espace et mode de participation

Lien entre "importance de l'engagement dans la société" et "rôle d'organisatrice des débats la deuxième année"

Nous avons pu constater qu'elle trouvait capital de "s'engager dans la société", ceci pour, en quelque sorte, répondre à l'intérêt général. Ce qu'elle aime c'est se sentir utile pour les autres. En effet, elle a l'habitude du tissu associatif et est **quelqu'un "d'engagé"**. Ainsi, l'importance qu'elle porte à l'engagement va déterminer son mode de participation car elle va prendre des responsabilités au sein du CVL : elle ne va pas hésiter à prendre la parole pour "**recadrer**" le débat et elle fait partie du bureau.

Relations entre rapport affectif et motif de l'engagement au sein du CVL

Lien entre " L'espace social, une composante majeure de son rapport affectif à l'espace" et "Espace physique"

Plusieurs motifs expliquent l'engagement de l'enquêtée au sein du CVL. Le motif qu'elle cite explicitement est la création d'une place au sein de son quartier, un "**lieu de vie**". Elle considère en effet qu'il y manque cet équipement. Cela fait donc référence aux **aménités** de son quartier (car ce sont les infrastructures présentes, mais aussi celles qui manquent), et donc à son rapport affectif à l'espace physique.

Cependant, elle dit qu'il faut "un côté infrastructure pour que le relationnel tienne". La finalité de ce "lieu de vie" semble donc être de favoriser les liens sociaux. Ainsi, ce motif d'engagement semble avoir pour origine son **rapport affectif à l'espace social**.

L'espace social semble donc être une **composante majeure** de son rapport affectif à l'espace. Ce qu'elle cherche pour être bien dans son quartier, c'est l'esprit "**village**".



Cependant, cette motivation a été confrontée à un **blocage** du débat public : elle a vite compris que son "lieu de vie" ne serait **pas réalisé**.

Ainsi, on peut penser qu'il y avait d'autres motifs de son engagement que celui des aménités clairement explicité étant donné qu'elle dit qu'"il faut avoir une marotte pour s'engager". Nous sommes donc allés fouiller dans son discours afin d'y trouver d'autres explications plus implicites.

Lien entre "Son engagement pour son quartier a entraîné une augmentation du rapport affectif pour son quartier" et " Faire augmenter son rapport affectif au quartier"

Un deuxième motif d'engagement au sein des CVL semble se dégager implicitement dans son discours : elle pensait au départ que son adhésion au CVL pourrait augmenter son rapport affectif à son quartier. Ceci apparaît avoir un lien avec **l'expérience affective qu'elle a eue avec son quartier** : elle semble en effet vouloir renouveler cette expérience au sein du CVL.

Quand elle a emménagé dans ce quartier, elle ne l'aimait pas, notamment parce que le quartier était "vieux et résidentiel". Puis il y a eu un changement : c'est son **engagement au sein du quartier** qui semble en être à l'origine. Elle nous dit être de nature "dynamique" et le quartier est "vieux". Il y a donc un décalage entre le quartier et sa personnalité, qui est à l'origine d'une émotion envers son quartier : elle ne l'aime pas. Cette émotion l'a poussé à rétablir ce décalage en y **tissant du lien social** (solidarité entre les habitants de sa rue qui revient souvent dans son discours). Cette dimension sociale semble donc être capitale pour améliorer son rapport affectif au quartier. En effet, elle semble s'être approprié le quartier grâce à l'établissement de relations de voisinage : "Febvotte

j'aimais pas du tout. Puis avec le temps, j'ai appris à aimer". Ainsi, grâce à l'apprentissage de son quartier, son rapport affectif a augmenté au fur et à mesure du temps.

L'enquêtrice va tenter de **justifier l'importance qu'elle accorde aux relations sociales** avec ses origines : "je viens du sud, j'aime vivre en société". Cette **identification** aux gens du sud, aux "racines", va justifier cet attachement : "c'est ma nature", "c'est mon éducation, c'est ma culture". Ainsi, elle va se servir de cette **représentation sociale** pour expliquer son engagement au sein du quartier, et plus tard au sein du CVL.

On peut également faire l'hypothèse que la nostalgie qu'elle ressent pour son ancien quartier (le quartier Velpeau) est à l'origine de cette volonté de s'approprier le quartier, pour retrouver un rapport affectif à son quartier ressemblant.

Son engagement dans le quartier a ainsi changé, et change encore, son rapport affectif au quartier. Lorsqu'on lui demande d'attribuer une note à "comment elle aime son quartier", elle nous dit qu'elle en est à "3 – 3,5, bientôt 4", et cela est le résultat de son engagement. L'augmentation de son rapport affectif au quartier est le résultat de son engagement, de son appropriation du quartier : "tous les quartiers sont sympas, après, c'est ce que t'en fais". Or, son appropriation de l'espace passe par la **création de liens sociaux** avec les habitants de son quartier, et notamment au sein de sa rue.

Une autre dimension qui lui plaît dans son engagement, outre le tissage de liens sociaux, c'est le fait d'être un **élément moteur** de cette dynamique, d'en être à l'origine.

Ainsi, on peut penser que son engagement au sein du CVL avait pour objectif de consolider l'amour qu'elle a alors pour son quartier, ceci en renouvelant la même démarche : développer des liens sociaux au sein du CVL et être un élément moteur de cette dynamique.

Lien entre "L'espace social, une composante majeure de son rapport affectif à l'espace" et "Développer les liens sociaux au sein du CVL"

Plusieurs indices semblent montrer qu'elle voulait tisser des liens sociaux au sein du CVL. Elle dit notamment qu'elle pensait que le CVL serait le **"village des quartiers"**. Elle s'attendait ainsi à retrouver une dimension "village" au sein du CVL, c'est-à-dire une certaine proximité avec les autres personnes, un endroit où tout le monde se connaît. En effet, lors de l'exercice des figures de l'urbain, lorsque nous citons "l'anonyme", elle dit "j'aime pas du tout qu'on se sente anonyme". La proximité avec les autres personnes, c'est ce qu'elle aime dans la ville et c'est ce qu'elle était venue chercher au sein du CVL. C'est également ce qu'elle recherchait au sein de son quartier pour se l'approprier, pour l'aimer : son quartier idéal c'est le **quartier "village"**. C'est donc un des motifs de son engagement, qui est en rapport direct avec le rapport affectif à son quartier.



Nous avons pu constater une déception de l'interviewée, car elle a été confrontée à un **blocage** du débat public qui a été une barrière pour tisser des liens sociaux. En effet, elle considère que la **faible fréquence des réunions** et la **suprématie des intérêts particuliers** sont une entrave à l'émergence de ces liens. Les gens de chaque quartier viennent avec leurs propres causes à défendre. Ils ont une démarche très individualiste, ce qui ne favorise pas les contacts humains : "ils ont chacun une motivation personnelle". Elle pense que la solution est de faire plus de réunions et d'avoir un projet en commun, qui permettrait de fédérer les participants autour d'un même projet, et ainsi de créer du lien social. Cependant, sa déception n'est pas comparable au sentiment qu'elle a ressenti en s'installant dans son quartier. Il ne va pas être ici vecteur d'une volonté de lancer une dynamique, comme elle l'a fait pour

son quartier. En effet, dans le cas des CVL, elle déclare : "je ne pense pas que ça puisse évoluer". Cela va donc être à l'origine d'un **abandon** de sa motivation initiale.



Le deuxième élément à l'origine de sa déception, c'est le **périmètre** couvert par le CVL. Elle décrit celui-ci comme trop grand et peu adapté, car les différents quartiers n'ont pas les mêmes attentes et les mêmes revendications. Ce périmètre paraît en fait ne **pas être adapté à son échelle affective**. Elle pensait en effet retrouver dans le CVL un "**village des quartiers**" auquel son rapport affectif au quartier pourrait s'identifier, ce qui n'a pas été le cas.

Lien entre "Importance de l'engagement dans la société" et "Etre un élément moteur"

Nous avons également pu constater que **se sentir utile** au sein du CVL était également un motif de son engagement au sein de cette structure. En effet, quand elle parle de l'engagement au sein de son quartier qui l'a fait davantage aimer son quartier, elle dit que la solidarité au sein de sa rue a été initiée par elle : "quand t'aimes pas le quartier, tu te prends en main pour faire changer les choses". Elle considère que cette dynamique a été bénéfique pour le quartier et c'est elle qui en est à l'origine. C'est donc une fierté qu'elle cherche à renouveler au sein du CVL, dans le but de faire encore augmenter son rapport affectif au quartier.



Nous pouvons constater que ce motif de l'engagement **n'a pas été victime d'un blocage** du débat public. Ainsi, ce motif reste intact.

Apprendre des choses

Au cours de son discours, nous avons également pu constater que le fait d'apprendre des choses, de s'instruire, était également un motif d'adhésion au CVL. Ceci n'est pas en lien direct avec le rapport affectif à l'espace, mais semble avoir un impact fort sur son mode de participation.



Elle a également été confrontée à un **blocage** au sein du CVL, qui a suscité une déception de sa part. En effet, elle dit souvent que les sujets ne sont **pas intéressants** et que c'est décevant : "ce n'est pas très intéressant quand même", "ça ne parle que des crottes de chien". Ce blocage va notamment la dissuader de tisser des liens avec les autres participants, car ils ne sont pas intéressants.

Nous avons pu constater que parmi cinq différents motifs de son engagement, quatre ont été confrontés à des blocages (schématisés par des éclairs). Ainsi, seulement un motif de son engagement semble encore valide. Nous verrons plus tard que ceci va avoir des conséquences sur son mode de participation. Notons que dans le cas de l'interviewée, il lui reste un motif de l'engagement qui n'a pas été bloqué. On peut penser que dans d'autres cas, les participants voient tous leurs motifs déçus. C'est peut-être une des explications du fort absentéisme et du désintérêt constatés au sein des CVL.

On ne parle ici que du rapport affectif à l'espace vis-à-vis de son engagement. Cependant, elle dit qu'elle ne s'engage que si elle aime, elle se reconnaît. Nous avons appris qu'elle ne s'était pas engagée dans les réunions tramway, peut-être car ça ne concernait pas son quartier. Ainsi, le rapport affectif à l'espace serait alors un élément majeur qui a motivé son engagement.

Relation entre motif de l'engagement et rapport affectif à l'espace

Nous avons pu constater qu'il n'y avait **pas de lien apparent** entre motif de l'engagement et rapport affectif à l'espace : l'adhésion au CVL ne semble pas lui avoir fait aimer davantage ou, au contraire, moins son quartier. En effet, l'interviewée semblait avoir pour motif privilégié de l'engagement d'augmenter son rapport affectif à l'espace, mais le fait qu'elle ait été confrontée à de multiples blocages du débat public fait que cette rétroaction n'a pas eu lieu. Ceci est notamment dû au fait qu'on ne lui en donne pas les moyens avec une mauvaise organisation, et peu de matériel. Cependant, un des **risques** du CVL est que la participation au CVL peut entraîner une **baisse du rapport affectif d'un individu à son quartier**. Ce n'est pas le cas pour notre interviewée, mais ça peut être un risque potentiel.

Relation entre motif de l'engagement et mode de participation

Nous avons pu constater que la majorité de ces motifs de l'engagement ont été contrariés par différents **blocages** au sein du CVL. Ceci a eu des **conséquences sur son mode de participation** : elle dit en effet qu'elle avait un propos plutôt critique la première année, notamment en ce qui concerne la pauvreté des sujets abordés.

Cependant, elle déclare que son propos a changé en deuxième année, il est plus constructif, même si son avis n'a pas changé sur cette structure : elle se place en tant qu'organisatrice des débats. Nous pouvons associer ce changement à une nécessité de **réarranger l'ordre de ses priorités** à assouvir au sein du CVL, ses motifs de l'engagement ayant tous été déçus. En effet, lorsqu'elle déclare qu'il "faut avoir une marotte pour s'engager", on peut penser qu'elle considère qu'il faut également une marotte pour rester. Ainsi, elle va changer l'ordre de ses motifs de l'engagement et **revaloriser** le seul motif non victime d'un blocage. Ceci explique son attitude de la deuxième année, où elle **relativise** sa déception et essaye de **se justifier** le fait de rester au sein des CVL.

Relation entre mode de participation et motif de l'engagement avec la vision du débat public

Son changement de mode de participation va avoir pour conséquence de changer également sa vision du débat public entre la deuxième année. En effet, elle va également **relativiser** son avis sur le CVL. Ainsi, elle dit qu'elle va bientôt arrêter de faire partie du CVL parce qu'elle trouve que ça ne sert à rien finalement. Ceci est dû au fait qu'elle a été confrontée à beaucoup de blocages et qu'elle trouve que les discussions n'aboutissent pas. Mais elle relativise ce propos (résultat de la réorganisation des motifs de l'engagement) en disant que c'est "un bon outil qui est mal exploité, mais volontairement".



Le mot volontairement renvoie à un **nouveau blocage** (schématisé par un éclair) auquel elle a été confrontée. En effet, elle dit que "dès qu'il y a un truc qui émerge un peu, t'es toujours sous contrôle". Ainsi, son dernier motif de l'engagement semble également remis en question par la faible légitimité que l'on donne à la cause qu'elle tente de défendre (blocage de l'émergence de projets par les élus, mépris des élus, outil pas assez pris en considération).

Son engagement semble être contrarié de toutes parts, malgré le réarrangement de ses motifs d'engagement. C'est comme si le CVL voulait bloquer à tout prix toute tentative des participants de trouver une justification à leur présence. Cependant, s'ils n'ont plus de raison d'être là, ils ne viendront plus.

Cependant, étant donné que le nombre de personnes s'engageant est déjà faible, le nombre de véritable "engagés" sur le long terme devrait alors être très faible au sein du CVL.

Analyse du deuxième entretien

Description de l'interviewé

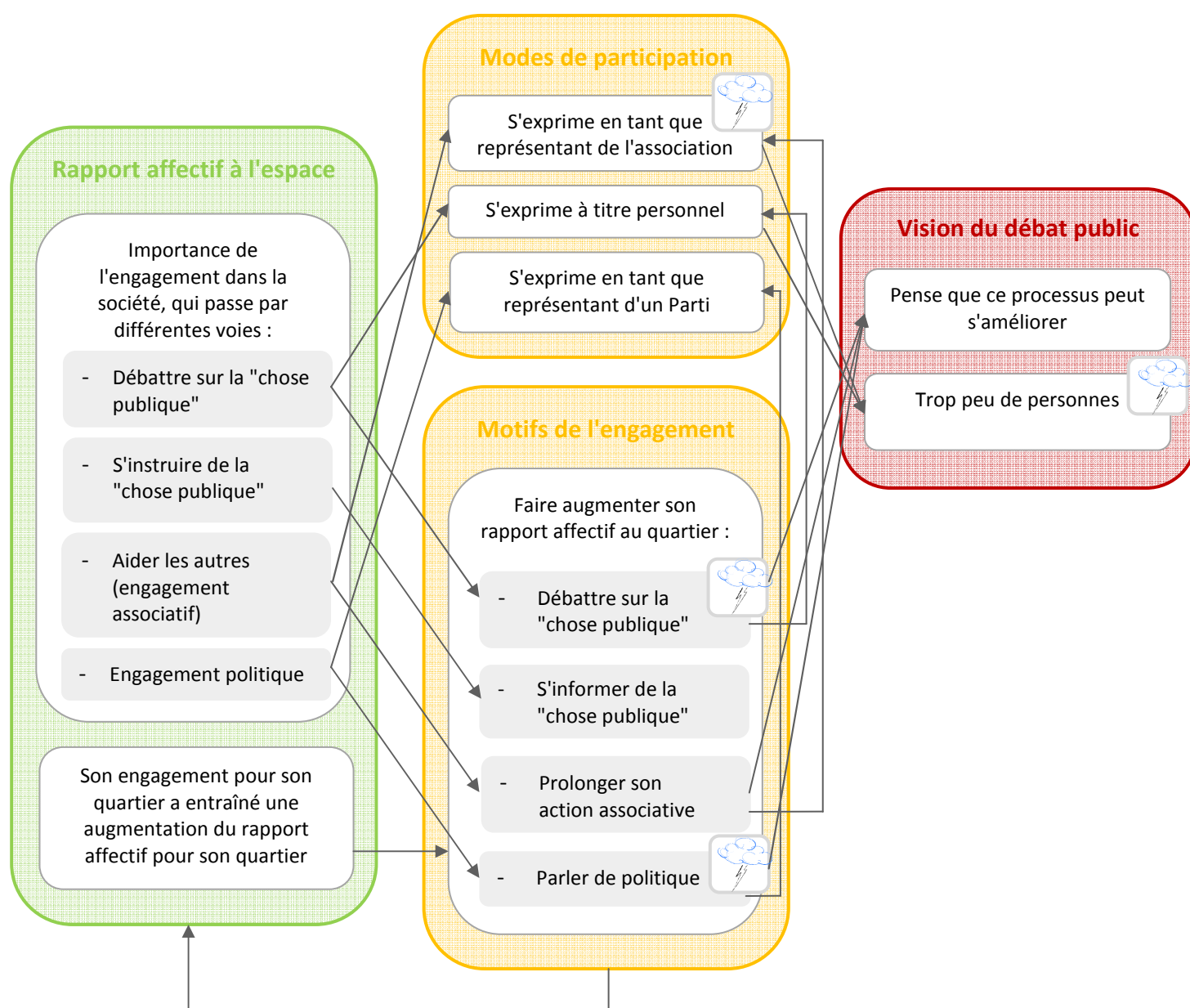
CVL Sud, collègue "association"

Habite au quartier des Fontaines depuis 16 ans

Homme, 45 ans

Maître auxiliaire, conseiller en insertion professionnelle

Marié, deux enfants



Rapport affectif à l'espace

C'est l'**engagement dans la société** qui semble être le **principal composant de son rapport affectif à l'espace**. Cet engagement prend différentes formes pour l'interviewé : aussi bien l'engagement **associatif** (pour aider les autres), que l'**engagement politique**, mais aussi **débattre** et exprimer son opinion au cours de débats sur la chose publique, ou **s'instruire**. Quand il parle de l'usage qu'il fait de son quartier, il fait référence à des "associations", des "réunions", des "débats", des "conférences",... Il affirme de plus être là à chaque rassemblement, ce qui montre que c'est important pour lui. Il va d'ailleurs le présenter comme un véritable trait de sa personnalité : "je suis impliqué". C'est sa **nature** : "tout ce que je fais, c'est presque naturel pour moi".

C'est cet engagement dans la société, ce "trait de personnalité", qui va lui faire **aimer son quartier**. En effet, lorsqu'il dit aimer les équipements (aménités) que lui offre son quartier, il ne parle que des équipements qui lui ont permis de s'engager au sein de ce quartier : la bibliothèque où il se cultive sur la "chose publique", le collège où il s'est engagé comme représentant des parents d'élèves... Ainsi, quand il dit "il y a un tas de choses qui se passent ici", il dit en réalité que **c'est un espace qui favorise son engagement** au sein de celui-ci. C'est d'ailleurs pour ça qu'il aime son quartier : il y a beaucoup de manifestations, d'organisations, qui lui permettent d'**assouvir sa volonté de s'engager dans la société**.

Son rapport affectif au quartier semble avoir fortement **augmenté** depuis son installation dans son quartier. En effet, une contradiction au sein de son discours nous a révélé cette évolution de son rapport affectif au quartier. Lorsqu'on lui demande pourquoi il s'est installé dans ce quartier, il dit que c'est principalement parce que ça n'était pas cher. Il n'y avait donc apparemment pas de motif affectif qui l'encourageait à venir habiter à cet endroit. Cependant, aujourd'hui, il déclare que même si leur loyer est très cher (ce qui est contradictoire avec son discours de départ), il ne voudrait pour rien au monde déménager. Il déclare en effet ne vouloir pas "tout sacrifier pour une maison et un jardin". Il est alors aujourd'hui très attaché à son quartier. Ainsi, l'augmentation du prix de son logement semble être une métaphore de l'augmentation de son rapport affectif au quartier des fontaines.

Cette **évolution** semble avoir été enclenchée par un **premier engagement** au sein de son quartier : il a été représentant des parents d'élèves au sein du collège de son fils. C'est ainsi l'implication dans la vie scolaire de ses enfants qui semble avoir été l'élément déclencheur de la création d'un certain attachement à son quartier. Depuis cet événement, son rapport affectif n'a cessé d'augmenter. Ce phénomène semble fortement corrélé à son investissement dans le quartier : plus il s'engage dans le quartier, plus il aime ce quartier. En effet, l'enquête a **multiplié** les motifs de l'engagement au sein de son quartier : l'association l'ACET qui a pour but de créer du lien social au sein du quartier, le collège de son fils où il a été représentant des parents d'élèves, les réunions pour la réhabilitation du quartier, ou encore le CVL... En s'investissant de plus en plus dans son quartier, il va y passer de plus en plus de temps. Il ne compte d'ailleurs pas s'arrêter là car un de ses objectifs pour l'avenir est de créer une antenne d'emploi dans ce quartier.

Ainsi, en arrivant dans ce quartier, sa "vie était hors du quartier" car ses "liens sociaux étaient hors du quartier" : ses amis, ses activités, se trouvaient au centre-ville de Tours. Aujourd'hui, il déclare que : "toute ma vie est dans le quartier maintenant". A présent, il s'est **approprié** le quartier en s'y engageant : "le quartier, c'est chez moi".

Cet investissement est ainsi à l'origine d'un rapport affectif **très positif** de l'individu à son quartier. En effet, il attribue une note de 5 à la question "comment définir l'amour que vous portez à votre quartier avec une note de 5 à -5 ?" : c'est la note maximale. Tous les aspects du quartier semblent en effet le satisfaire : "j'aime tout sur le quartier", "il est impeccable", "je ne trouverai pas mieux".

Il relativise également le fait qu'il y ait eu des problèmes dans le quartier six ans auparavant : le fait qu'il soit "parmi les gens qui cherchaient des solutions" fait que cela n'a pas été une entrave à l'amour qu'il porte pour son quartier. Cela vérifie encore le fait qu'il ne pourra aimer son quartier que s'il s'investit dedans, s'il s'y engage.

Relations entre rapport affectif à l'espace et motifs de l'engagement

Lien entre "son engagement pour son quartier a entraîné une augmentation du rapport affectif pour son quartier" et "faire augmenter son rapport affectif au quartier" :

Nous avons donc vu précédemment que l'investissement de l'individu dans la vie de son quartier a été à l'origine d'une augmentation de son rapport affectif au quartier. Ainsi, il s'attend à ce que l'engagement au sein du CVL conforte cette tendance, en faisant encore augmenter son rapport affectif à l'espace.

Comme nous l'avons vu précédemment, son engagement dans la société peut prendre différentes formes. C'est ces différentes formes d'engagement qu'il a voulu mettre en pratique au sein des CVL : ce sont les **motifs de son engagement** au sein des CVL. Si ceux-ci sont satisfaits, l'individu pourra assister à une augmentation de son rapport affectif à l'espace.

L'enquête semble donc avoir plusieurs motifs pour expliquer son engagement au sein des CVL. Ainsi, même si sa motivation privilégiée semble être associative (étant donné qu'il fait partie du collège "association" du CVL Sud), il déclare que c'était un "prétexte", car il y aurait quand même été "en tant qu'habitant". En effet, il dit qu'il ne pourrait pas "louper un espace comme ça". Ainsi, les différents motifs qui l'ont poussé à s'engager sont non seulement l'engagement associatif (pour aider les autres), mais aussi l'engagement politique, la volonté de débattre de la chose publique et de s'en instruire.

Lien entre les deux "débattre sur la chose publique" :

L'individu semble aimer débattre : "j'aime beaucoup débattre, discuter". Il assiste en effet à de nombreuses instances où il peut s'exprimer : réunion sur le tramway à Tours, réunion à propos de la réhabilitation du quartier, participation à des débats touchant différents thèmes au cinéma studio, participation au Conseil de la Vie Locale...

C'est notamment ce qu'il est venu chercher au CVL : c'est pour lui "un espace où les gens viennent discuter, échanger", "on discute des problèmes de mon quartier, de ma ville, de ma société".



L'interviewé a constaté que la réalité n'était pas tout à fait comparable à ce qu'il s'était imaginé. Alors qu'il s'attendait à débattre sur des grands thèmes qui concernent la chose publique, il a pu constater que les "questions qui sont abordées sont périphériques : ça concerne la lumière, les routes, le bruit, des choses de la vie de tous les jours". Cependant, alors que cela aurait pu être un réel blocage à son motif de l'engagement, il va relativiser : "il faut parler de tout". Il va alors trouver de l'intérêt à ces dialogues, qu'il va alors considérer comme une facette de la "chose publique".

➔ Il n'y a donc **pas de réel blocage** de sa motivation initiale.

Lien entre les deux "s'instruire de la chose publique" :

Une des motivations de l'interview pour participer au CVL est de s'instruire, de se cultiver à propos de la chose publique : "je suis très curieux de la chose publique". Il se sert alors de différentes instances pour acquérir ce nouveau savoir : réunion de tramway à Tours, réunion pour la réhabilitation du quartier, les débats au cinéma studio, le CVL... Son objectif est de se cultiver et d'assouvir cette soif de savoir : "les débats participatifs de l'espace public, je me nourris de ça. C'est important".

Ce motif de l'engagement ne semble pas avoir rencontré de blocage du débat public. En effet, il considère que "le CVL, c'est un espace d'information" qui lui apporte beaucoup car c'est pour lui un "espace très enrichissant".

Lien entre "aider les autres (engagement associatif)" et "prolonger son action associative" :

Une des raisons importantes de son engagement au sein de son quartier semble être "d'aider les autres". C'est en effet ce qu'il déclare vouloir faire depuis qu'il ne doit plus s'occuper de la réussite de ses enfants à l'école. C'est pourquoi il s'est notamment impliqué dans la vie associative de son quartier avec l'association ACET. Il compte également aller plus loin en créant une antenne d'emploi dans le quartier : "comme je connais beaucoup de gens, j'aimerais bien leur rendre service dans le quartier". C'est dans cette optique qu'il s'est engagé dans les CVL : pour étendre l'action de son association.

Lien entre "engagement politique" et "parler de politique" :

Un des motifs de l'engagement de l'enquêté au sein des CVL semble être son engagement politique. En effet, cet individu déclare être "très politisé" et "engagé politiquement". Pour lui c'est quelque chose d'essentiel : "une personne qui s'intéresse à la chose politique, c'est une personne qui a tout compris dans la vie", "la source d'intelligence pour moi, c'est les relations politiques", "ça nous permet d'acquérir notre humanité".

Cela semble de plus important pour lui car il dit être "très attaché" à l'idée que le CVL soit un espace de débat politique. En effet, représentant un parti aux élections cantonales à venir, il a notamment été chargé de les représenter au sein du CVL. Cependant, il considère cela juste comme une "occasion" car il en faisait déjà partie avant son engagement politique officiel.



L'enquêté semble avoir quelques déceptions vis-à-vis de ce motif de l'engagement. En effet, il déclare qu'"il n'y a pas de débats idéologiques ou politiques dans cet espace-là pour l'instant". Les sujets abordés restent en effet pour lui très "périphériques". Ainsi, ce blocage remet donc fortement en cause ce motif de l'engagement au sein du débat public.

Relation entre motifs de l'engagement et modes de participation

Lien entre "débatte de la chose publique" et "s'exprime à titre personnel" :

Quand les discussions ne touchent pas le domaine de la politique, ou celui de son association, il aime quand même s'exprimer : "quand il y a une discussion autour d'un thème, je donne mon avis personnel". Cela fait partie de sa personnalité, car il aime beaucoup prendre la parole : "j'aime beaucoup débattre, discuter".

Lien entre "prolonger son action associative" et "s'exprime en tant que représentant de l'association":

L'enquête mentionne l'association "à titre d'information". En effet, quand celle-ci organise un événement particulier, l'interviewé profite d'une réunion du CVL pour annoncer cet événement, afin d'informer le plus grand nombre de personnes possible.

Cependant, l'engagement associatif de l'individu va prendre plus de place que cela dans son mode de participation. En effet, pour lui, le CVL est **adressé "aux gens qui ont des problèmes"**. Cela l'intéressait particulièrement car il aurait pu prolonger l'action qu'il entreprenait au sein des CVL. Cependant, il a constaté que ces personnes en difficulté ne sont pas là. C'est alors qu'il **est intervenu** au cours des réunions pour remédier à cela : "comment aller chercher ces gens-là?".



C'est ainsi qu'il a été confronté à plusieurs blocages. Tout d'abord, il y a peu de monde aux réunions, et il y a encore moins de personnes en difficulté qui sont présentes. Cela est une entrave à l'exercice de son engagement associatif au sein du CVL. Il a également vu que son intervention n'a pas encore abouti. Ainsi, tout semble décourager son engagement associatif initial.

Relation entre rapport affectif à l'espace et mode de participation

Comme nous l'avons vu, il est important pour lui de s'engager dans la société. Ceci va avoir des conséquences sur son mode de participation car ça va l'encourager à participer : "je n'hésite pas à me manifester", que ce soit pour exprimer ses convictions politiques, associatives ou son opinion en général.

Relation entre modes de participation et motifs de l'engagement avec la vision du débat public

Malgré les différents blocages auxquels sont confrontés ses motifs de l'engagement et ses modes de participation, l'enquête garde un avis relativement positif sur les CVL. Il trouve en effet que même s'ils présentent des défauts, ils ont "l'avantage d'exister". Ainsi, à la question combien aimez-vous les CVL, il leur attribue la note de "0" (selon une échelle entre -5 et 5). Quant à expliquer ce choix, il dit que "c'est le milieu", "c'est neutre". Il donne "0" car "il y a autant de choses bien que de choses pas bien". Ainsi, on peut se demander ce qui l'amène à relativiser son jugement.

Deux avis principaux ressortent de son discours sur le débat public : le fait qu'il y ait peu de monde durant les réunions constitue pour lui le principal blocage du débat public, et il pense que cette instance de participation peut s'améliorer par la suite.

Tout d'abord, il déclare en effet qu'il y a "beaucoup de gens qui n'y vont pas". Il parle notamment des "gens qui ont des problèmes", car il pensait que le CVL serait un espace privilégié pour leur donner la parole. Cela déçoit ainsi son motif associatif de l'engagement. Le fait qu'il y ait peu de monde est également une entrave à son objectif de débat autour de la chose publique. En effet, à force de débattre avec les mêmes individus, le débat n'avance plus. Ainsi, le fait qu'il y ait peu de gens est également une limite à ce motif de l'engagement. Puis, étant donné qu'il vient également pour établir un débat politique, voire même à convaincre de nouveaux individus, le fait qu'il y ait peu de gens limite la portée de son discours.



Le principal blocage constaté est qu'il y a trop peu d'individus aux réunions du CVL. Il va être source de blocage pour de nombreux motifs de l'engagement de l'individu interviewé : pour son engagement associatif, politique, mais aussi pour assouvir sa volonté de débattre à propos de la "chose publique".

Cependant, l'individu va relativiser ces blocages et y trouver des avantages : en ce qui concerne le fait que le débat n'est pas ce qu'il espérait, il dit qu'il "faut parler de tout" ; pour ce qui est de s'instruire, il considère que c'est quand même un "espace d'information". Il considère que les CVL permettent de "résoudre des petits problèmes de tous les jours".

Pour ce qui est des blocages qui auraient pu décourager ses motifs d'encouragement initiaux, il garde un avis très optimiste : il considère que cette instance de participation peut s'améliorer par la suite. En effet, il pense que, parce que c'est "récent", "ça peut aller plus loin" : "je suis sûr que ça peut encore évoluer", "il y a encore plein de choses à améliorer".

Ainsi, quand il déclare "il n'y a pas de débats idéologiques ou politiques dans cet espace-là pour l'instant", il pense que ça peut encore venir.

Pour ce qui est de son motif associatif de l'engagement, il ne semble pas avoir abandonné car il déclare : "ce serait bien de réfléchir par rapport à ça".

Notons que quand on lui demande s'il pense qu'il faut ou non aimer son quartier pour s'engager au sein du CVL, il pense que ça n'a "rien à voir". Il considère qu'il faut "être curieux et être conscient des enjeux sociaux, politiques,... et être sensible à tout ce qui se passe dans la société".

Relation entre motifs de l'engagement et rapport affectif à l'espace

Nous avons pu constater que l'enquêté gardait une opinion relativement positive des CVL et qu'il pensait que cette instance de participation pouvait encore s'améliorer. Ainsi, nous avons pu constater que ses motifs de l'engagement étaient soit satisfaits, soit reportés (car il gardait espoir de les voir satisfaits), mais jamais annulés. Nous pouvons alors penser son engagement est globalement satisfait, et donc que son rapport affectif au quartier s'en voit augmenté.

Analyse du troisième entretien

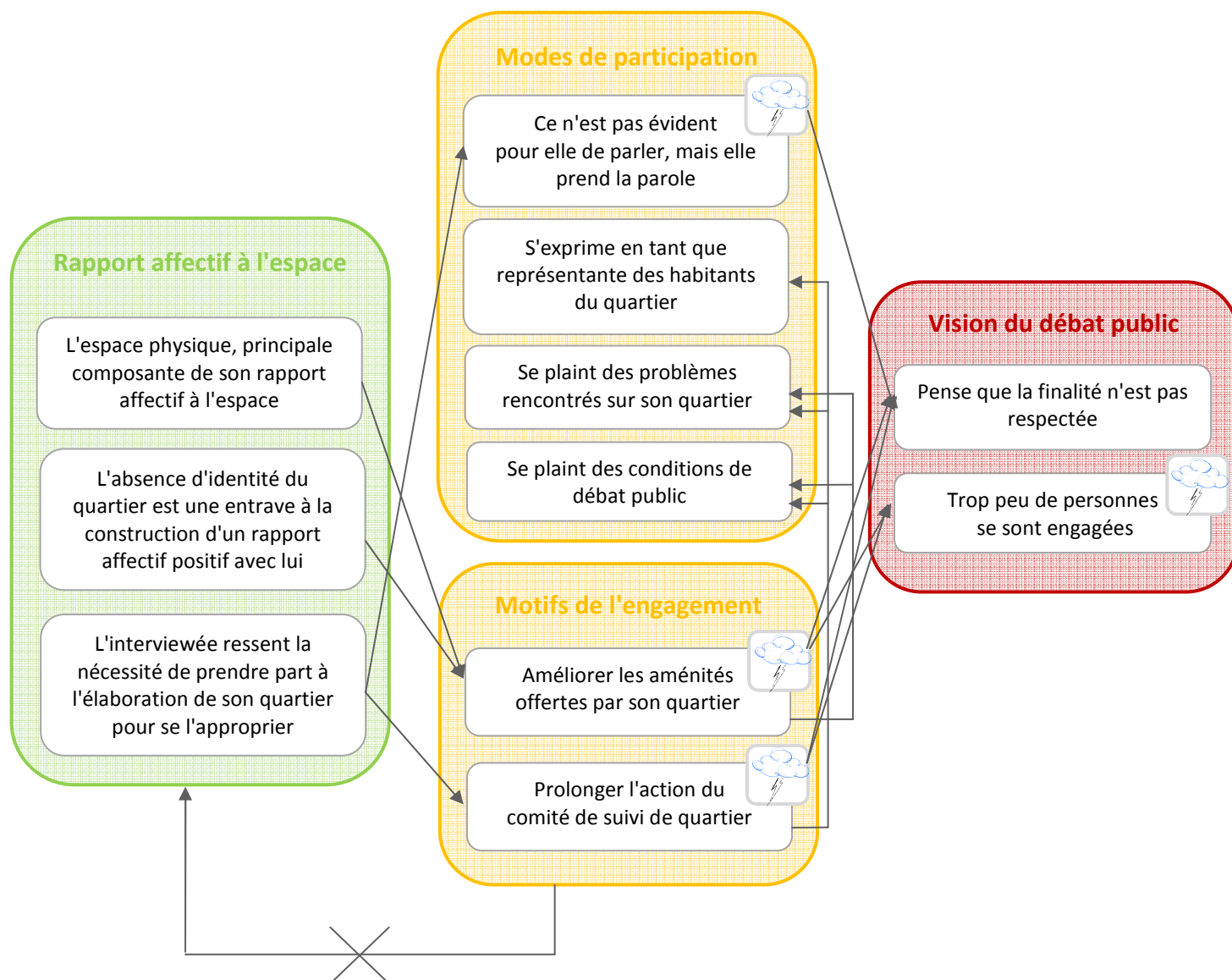
Description de l'interviewée

Femme

CVL Sud, depuis deux ans, collègue "habitants"

Habite au quartier des Deux Lions depuis 4 ans

En recherche d'emploi



Relations entre rapport affectif à l'espace et motifs de l'engagement

Lien entre "l'espace physique, principale composante de son rapport affectif à l'espace" et "améliorer les aménités offertes sur le quartier" :

L'espace social ne semble pas être capital dans la construction de son rapport affectif à l'espace : "les relations humaines, il n'y en a pas tellement. Puisque je vous dis que les gens restent pas longtemps", dit-elle d'un air détaché. Ça ne semble pas lui poser plus de problèmes que ça.

Cependant, son discours a révélé l'importance du rôle de l'espace physique dans la construction de son rapport affectif à l'espace.

En effet, l'interviewée va se plaindre tout au long du discours de l'absence de nombreuses aménités sur le quartier : pas de commerces, en chantier depuis quatre ans, pas de médecin... Elle en arrive même à dire qu'"il n'y a rien". Cette absence semble être un obstacle important à la construction de son rapport affectif à l'espace.

C'est alors un des motifs de son engagement au sein des CVL. En effet, elle semble considérer que son rapport affectif au quartier peut augmenter si l'espace physique s'améliore à ses yeux : "quand il y aura des commerces, ça changera tout". Ainsi, alors qu'elle attribue une note de "0" à l'amour qu'elle porte à son quartier (entre -5 et 5), elle considère que cette note pourra augmenter avec le temps, notamment s'il y a un médecin, une infirmière qui s'installent au sein du centre commercial en construction,... **L'amélioration de son espace physique semble donc pouvoir augmenter son rapport affectif au quartier.** C'est un de ces motifs d'engagement au sein du CVL. En effet, elle espère que le CVL saura améliorer son espace physique, et ainsi augmenter son rapport affectif à l'espace.



Cependant, l'interviewée semble confrontée à un obstacle des CVL. Alors qu'elle s'attendait à des actions concrètes au sein de son quartier, elle s'aperçoit que rien, ou presque rien, n'est fait : "ça fait plus de deux ans qu'on demande", "on n'a pas de résultats", "ça donne pas grand-chose, les remarques n'aboutissent à rien". **Ce motif de l'engagement ne semble alors pas concrétisé.**

Lien entre "l'absence d'identité du quartier est une entrave à la construction d'un rapport affectif positif avec lui" et "améliorer les aménités offertes par son quartier" :

L'interviewée semble considérer que son quartier manque d'identité : "ça fait un peu quand même quartier-dortoir", "c'est un quartier qui n'a pas vraiment d'identité". C'est en effet un quartier récent qui n'est pas très stable, parce qu'il y a beaucoup d'étudiants et de jeunes couples qui n'y restent pas longtemps, et qui est encore en travaux.

Cela semble être une entrave pour qu'elle aime son quartier. Elle semble en effet être en attente d'une stabilisation de son quartier, qu'il soit plus achevé : "quand il y aura des commerces, ça changera tout, en bien ou en mal", "quand ce sera terminé, on pourra vraiment dire ce qu'on en pense".

C'est dans cette optique qu'elle désire prendre en main cette construction de l'identité de son quartier. Elle compte profiter du fait que le quartier ne soit pas fini pour participer à la création de son identité.



Cependant, l'interviewée ne voit pas ses remarques prises en compte : "on n'est pas écoutés", "ça donne pas grand-chose, les remarques n'aboutissent à rien". Ainsi, son motif de l'engagement qui était de prendre part à la construction de l'identité de son quartier semble bloqué par le fait de n'aboutir à rien.

Lien entre "l'interviewée ressent la nécessité de prendre part à l'élaboration de son quartier pour se l'approprier" et "prolonger l'action du comité de suivi de quartier" :

L'interviewée faisait partie du comité de suivi de quartier avant d'aller au CVL. Cependant, c'est pour prolonger l'action de ce comité qu'elle s'y est inscrite : "quand on a rencontré plus de problèmes, on s'est inscrits au CVL et on y est allés tous les trois".

Ce motif de l'engagement au sein du CVL, mais également du comité de suivi de quartier est de prendre part à l'élaboration de son quartier. En effet, lorsqu'elle parle de son découragement vis-à-vis de leurs tentatives ratées, elle dit : "qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse dans le quartier". Cela signifie que pour elle, les habitants doivent agir pour leur quartier, mais qu'on les empêche.

Ainsi, elle explique le fait qu'elle attribue une note de "0" à l'amour qu'elle porte à son quartier par le fait "qu'il n'y a pas d'écoute". Si on tenait compte de l'avis des habitants, cela leur permettrait d'aimer leur quartier, car ils auraient participé à la construction de celui-ci.

C'est cette volonté d'être plus écoutées qu'au sein du comité de suivi qui l'a poussé à s'inscrire au CVL. Elle considérerait en effet que l'action du comité de suivi pourrait aller plus loin avec l'aide du CVL, car ils pensaient que là on aurait pu les écouter.



Cependant, l'interviewée a été confrontée à un blocage. En effet, elle s'attendait à ce que le CVL soit un comité de suivi de quartier où ils peuvent dialoguer avec des élus qui leur accorderaient alors davantage d'importance. Et puis, elle s'est aperçue qu'"au CVL Sud, on ne parle pas que du quartier". Elle considère alors que le comité de suivi "c'était plus approprié au quartier". Ainsi, elle, qui s'attendait à ce qu'on ne parle que de leurs problèmes au CVL, est désormais consciente qu'il y a pas qu'eux à écouter.

Relation entre motifs de l'engagement et modes de participation

Lien entre "améliorer les aménités offertes par son quartier" et différents mode de participation :

Sa volonté d'améliorer son espace physique va se traduire au cours des débats par une prise de parole où elle va faire **l'inventaire de tous les problèmes** qu'elle rencontre sur le quartier : trop de bruit avec la station d'épuration, manque d'entretien des espaces verts, ... Elle considère en effet que le but des CVL est "d'exprimer les différents problèmes qu'il y avait dans le quartier".

Cependant, son discours est fait sur un ton de reproche. Elle se plaint en effet des conditions du débat public. Elle considère en effet que si cette instance de participation menait à bien son objectif, elle devrait voir des réponses à ces problèmes sur le terrain.

Lien entre "prolonger l'action du comité de suivi de quartier" et différents modes de participation :

Le fait qu'elle soit là pour prolonger l'action du comité de suivi va faire qu'elle va parler au nom de celui-ci : "moi, je représente tous les habitants, donc je parle pour moi, mais pour les autres surtout". Elle a alors le même discours qu'elle aurait au sein d'une réunion du comité de suivi. La différence est qu'au CVL, elle espère être davantage écoutée. A titre d'exemple, elle parle au CVL d'une salle qu'elle avait préalablement réclamée dans le cadre du comité de suivi de quartier : "on avait demandé une salle pour que les gens puissent se réunir et on l'a jamais eu".

Relation entre rapport affectif à l'espace et mode de participation

Lien entre "l'interviewée ressent la nécessité de prendre part à l'élaboration de son quartier pour se l'approprier" et "ce n'est pas évident pour elle de parler, mais elle prend la parole" :

L'interviewée dit avoir des difficultés à prendre la parole : "un peu mais pas trop, j'ai pas l'habitude non plus", "C'est pas évident, c'est un peu plus facile qu'au début mais...". Ainsi, même si elle a des difficultés à s'exprimer en public, le fait qu'il soit essentiel pour elle de prendre part à l'élaboration de son quartier va quand même la pousser à prendre la parole.



L'interviewée semble cependant confrontée à une difficulté. Le fait qu'elle ne se sente pas écoutée ne l'encourage pas à parler : "quand on voit qu'on est pas écoutée, c'est plus difficile de parler".

Relation entre modes de participation et motifs de l'engagement avec la vision du débat public

Lorsqu'on demande à l'interviewée combien elle aime le CVL, elle donne une note de "2". Ainsi, malgré tous les reproches faits au CVL, elle semble quand même y trouver quelques avantages : "si j'y vais, c'est quand même que...". En effet, elle déclare que quelques petites choses ont été faites, notamment une amélioration des pistes cyclables, ou encore des parkings. Cependant, elle considère quand même que c'est limité : "ça nous apporte pas grand-chose". En effet, elle dit qu'au début, ils avaient l'"espoir de se faire entendre, mais depuis le temps, on commence à perdre espoir".

Elle semble en effet déçue de cette instance de participation : "ça remplit pas les promesses, c'est même mensonger pour nous". Elle a l'impression que sa présence est inutile : "ils écoutent mais est-ce qu'ils en tiennent compte", "je ne crois pas parce qu'on n'a pas de résultats".



Un autre blocage auquel elle a été confrontée a été le fait que "les gens ne s'impliquent pas assez non plus". Elle considère en effet que "pour obtenir quelque chose, il faut être nombreux". Elle explique cela notamment par le fait que les habitants restent peu de temps au sein du quartier, ce n'est pas "valable" pour eux de s'y investir. Elle cite notamment une réunion dont l'ordre du jour parlait du quartier. Elle avait mis des prospectus dans les boîtes aux lettres pour en informer les habitants. Cependant, elle a pu remarquer que presque personne n'était venu à la réunion : "c'était décevant".

L'interviewée pense qu'il faut aimer son quartier pour venir au CVL : "je pense que c'est des gens qui veulent exprimer les problèmes qu'ils rencontrent ou qui veulent améliorer leur quartier".

Ces espérances initiales ne semblent donc pas être en accord avec les objectifs du CVL. Pour elle, le but c'était "d'exprimer les différents problèmes qu'il y avait dans le quartier". Elle semble ainsi avoir assimilé le CVL au comité de suivi de quartier.

Relation entre motifs de l'engagement et rapport affectif à l'espace

Etant donné que ses motifs d'engagement sont confrontés à des blocages, sa participation au CVL ne semble pas être à l'origine d'une augmentation de son rapport affectif à l'espace. Elle ajoute alors que "s'il y avait eu des solutions apportées aux problèmes, oui peut-être".

Analyse du quatrième entretien

Description de l'interviewé

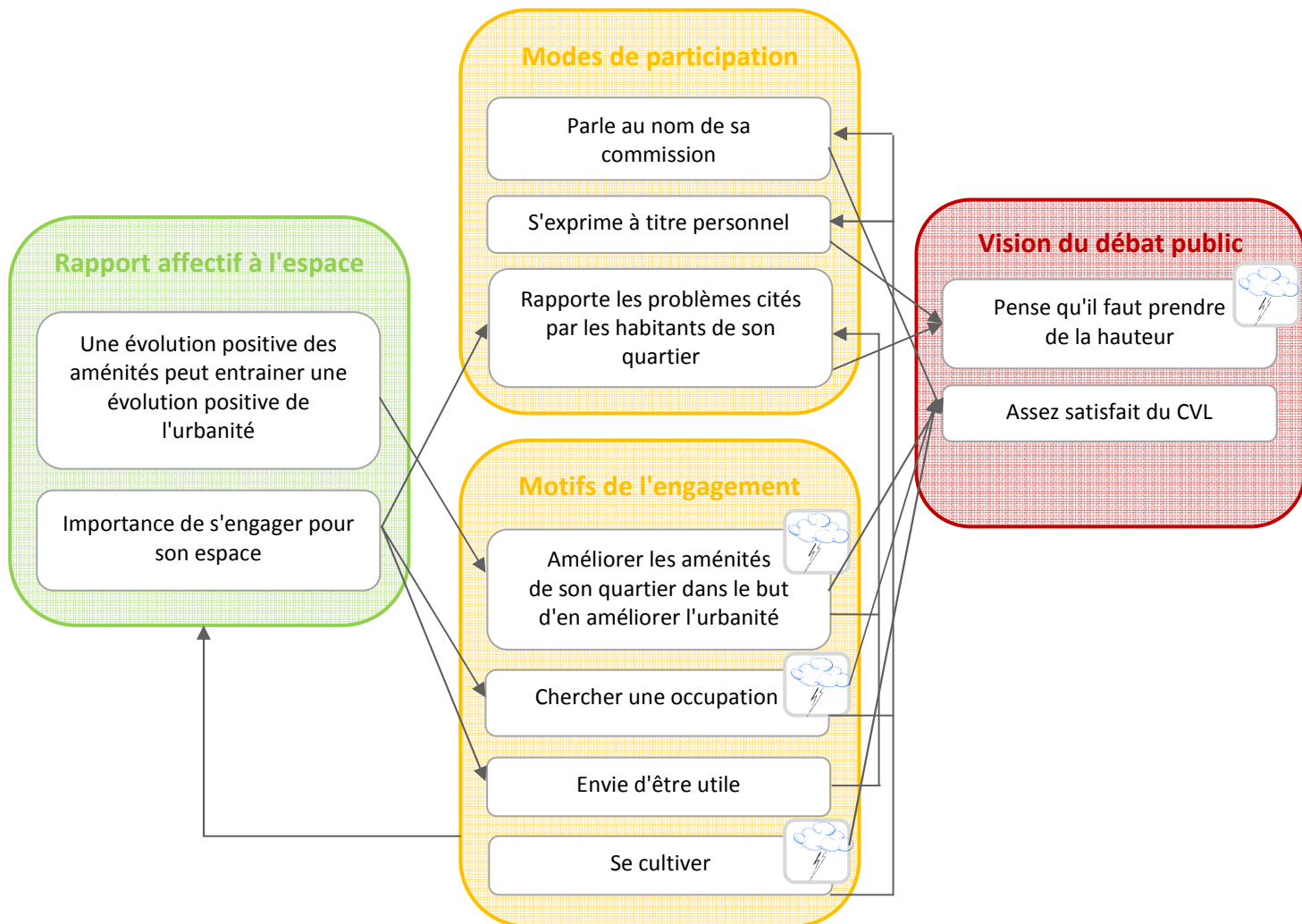
CVL Sud, collègue "habitant"

Habite au quartier des Fontaines depuis 28 ans

Homme, 62 ans

Fraiseur

Célibataire



Rapport affectif à l'espace

Une évolution positive des aménités peut entraîner une évolution positive de l'urbanité :

Tout d'abord, l'enquêté nous a longuement parlé d'une période difficile de délinquance qui a eu lieu au sein de son quartier six ans plus tôt. Cette période, d'une durée de trois ans, a été très difficile pour lui. Cela a eu une incidence sur son rapport affectif car il aimait alors très peu son quartier (il a attribué une note de -4 pour exprimer combien il aimait son quartier à l'époque sur une échelle de -5 à 5). Cependant, à la suite de cette période, des travaux ont été faits : "ils ont refait les habitats, des espaces verts, des jeux pour les petits enfants, des équipements sportifs pour les jeunes". Ces espaces ont alors "permis aux gens de se retrouver, de discuter", "ça permet que les gens arrivent à se côtoyer davantage". Ainsi, il déclare que "les améliorations matérielles ont permis des améliorations relationnelles". Ces améliorations semblent avoir eu un impact conséquent sur son rapport affectif à son quartier, qui a alors fortement augmenté. Ainsi, aujourd'hui, il donne "2" comme note pour exprimer combien il aime son quartier. Il y a donc eu une importante évolution de son rapport affectif au quartier : "par rapport à ce que c'était avant", "ça c'est énormément amélioré", "maintenant, c'est bien". Or, **l'urbanité** semble être une **composante primordiale de son rapport affectif à l'espace**. Ainsi, il considère à présent qu'une **évolution positive des aménités peut entraîner une évolution positive de l'urbanité**.

Relations entre rapport affectif à l'espace et motifs de l'engagement

Lien entre "une évolution positive des aménités peut entraîner une évolution positive de l'urbanité" et "améliorer les aménités de son quartier dans le but d'en améliorer l'urbanité" :

Nous avons vu précédemment qu'une expérience au sein de son quartier lui a montré qu'une évolution positive des aménités peut entraîner une évolution positive de l'urbanité. Il apparaît alors qu'il a pensé que le CVL lui permettrait de reproduire ce schéma. C'est alors un de ses motifs de l'engagement : il considérait que le CVL lui permettrait d'améliorer l'espace physique de son quartier (les aménités) et donc que ça aurait un impact sur l'espace social de son quartier (que ça lui permettrait de rencontrer des gens). **Le CVL semble en partie satisfaire ce motif de l'engagement**, car il déclare que le CVL lui permet de faire des rencontres : "ça permet de rencontrer des gens". Cependant, son motif de l'engagement semble être confronté à **quelques limites**.



L'interviewé déclare que "au niveau relations sociales, on essaye de rentrer en contact avec les gens, mais c'est très difficile". "On y arrive, mais c'est pas encore parfait". En effet, il semble considérer que c'est très lent de tisser des liens, et qu'il pensait que ça irait plus vite. Ainsi, il déclare qu'un des inconvénients auquel il est confronté est "de ne pas avoir plus de relations avec les gens du quartier, pour discuter de ce qui peut être fait au CVL". Ce motif de l'engagement semble être seulement en partie satisfait, car il est confronté à la lenteur de la création de liens sociaux.

Lien entre "importance de s'engager pour son espace" et "chercher une occupation" :

L'interviewé désirait trouver une occupation, étant à la retraite depuis peu : "je cherchais à faire quelque chose comme j'étais à la retraite". Il voulait en effet occuper son temps libre, tout en cherchant à s'engager dans son quartier.

Il semble en partie satisfait de son engagement au sein du CVL : "ça me permet d'avoir une occupation".



Cependant, l'interviewé ne cherchait pas seulement à combler son temps vide : "je cherchais une association". Ainsi, il ne trouve pas au sein du CVL exactement ce qu'il venait chercher. Il s'attendait notamment à ce que ça allait justement davantage l'occuper : "je m'attendais à faire davantage de choses". Il considère en effet que la fréquence des réunions n'est pas suffisante : "d'abord les réunions, c'est tous les deux ou trois mois, je trouve que ce n'est pas souvent, je m'attendais à avoir une occupation plus régulière". Ainsi, **son motif de l'engagement semble à moitié déçu**, car même si ça l'occupe, il pensait que ça allait davantage lui prendre du temps : "je m'attendais à une association, mais ce n'est pas vraiment une association".

C'est d'ailleurs pour ça qu'il va réellement s'investir au sein du CVL, car il déclare réaliser des actions qui lui prennent beaucoup de temps, notamment au sein de sa commission.

Lien entre "importance de s'engager pour son espace" et "envie d'être utile" :

Comme nous l'avons vu précédemment, l'interviewé étant retraité depuis peu, il avait peur de l'inactivité. Cependant, cette peur de l'inactivité est associée à la peur de ne plus se sentir utile : "quand vous êtes à la retraite, si vous ne faites rien, vous avez l'impression de ne plus servir à rien".

C'est notamment pour cette raison qu'il s'est inscrit au CVL.

Son motif de l'engagement semble être **satisfait** car il dit avoir "l'impression de servir à quelque chose". En effet, il réalise des actions au sein de sa commission "animation de quartiers" qu'il juge utiles et il prend notamment son rôle d'interlocuteur avec les habitants de son quartier très à cœur. En effet, il considère qu'il peut leur être utiles en essayant de résoudre leurs problèmes au sein du CVL.

"Se cultiver" :

L'interviewé se rend également au CVL pour **se cultiver**. En effet, il semble s'intéresser à différents événements qui se réalisent sur la ville de Tours : il est notamment allé à la réunion tramway, à l'inauguration de la piscine du Lac... Il semble ainsi être de nature curieuse : "je me renseigne", "c'est très intéressant", "c'est enrichissant".



Alors que son motif de l'engagement semble relativement satisfait, il semble être confronté à un blocage du CVL. Ce blocage est de plus celui qu'il considère être le principal du CVL : "les gens viennent surtout pour faire des doléances". En effet, le fait que "les gens parlent surtout de leurs problèmes personnels" ne lui permet pas de s'instruire autant qu'il le voudrait. Il ne s'attendait pas à parler de "cacas de chien" et pensait débattre de "choses plus intéressantes que ça". C'est pour cela qu'il considère que "ce n'est pas au CVL de s'en occuper".

Cependant, il semble quand même considérer que cette instance de participation lui apprend des choses : "c'est enrichissant". Ainsi, **son motif de l'engagement n'est pas totalement satisfait**.

Relation entre motifs de l'engagement et modes de participation

Lien entre "améliorer les aménités de son quartier dans le but d'en améliorer l'urbanité" et "rapporte les problèmes cités par les habitants de son quartier" :

L'interviewé est confronté à des demandes de la part des habitants de son quartier : "les gens, ils nous disent que puisque l'on fait partie des CVL, il faut dire ceci, il faut dire cela". Or, il considère qu'afin d'améliorer les aménités de son quartier, il faut être à l'écoute des habitants de ce quartier, afin de connaître leurs besoins. Il lui arrive alors de prendre la parole au cours des réunions pour parler de quelques points de l'espace physique de son quartier qu'il serait nécessaire d'améliorer. Il cite notamment l'exemple des problèmes qu'ils avaient dans son quartier avec la réception de la télévision, ou encore le remplacement de la boulangerie qui vient juste de fermer.



Cependant, l'interviewé est confronté à un blocage vis-à-vis de son éthique. En effet, nous avons vu précédemment qu'il considère que ce n'est pas normal de parler de ses problèmes personnels au sein des CVL : "on ne devrait pas en parler durant les réunions du CVL, mais étant donné qu'il y a des représentants de la municipalité..."

Ainsi, il déclare essayer de parler le moins possibles de ces sujets au sein des CVL : "on évite de parler des petits problèmes de tous les jours".

Lien entre "envie d'être utile" et "rapporte les problèmes cités par les habitants de son quartier" :

Comme nous l'avons vu précédemment, l'interviewé a envie d'être utile pour les gens de son quartier. C'est d'ailleurs pour cela qu'il prend la parole dans le but "d'essayer de trouver des choses à améliorer".

Lien entre "chercher une occupation" et "parle au nom de sa commission" :

Comme nous l'avons vu, l'interviewé cherchait une occupation. C'est pourquoi il s'est beaucoup investi au sein du CVL, notamment au sein de sa commission. Ainsi, étant donné qu'il consacre beaucoup de temps à cette activité, c'est lui qui est le plus à-même de prendre la parole pour expliquer les actions entreprises au sein de sa commission.

Relation entre rapport affectif à l'espace et mode de participation

Lien entre "importance de s'engager pour son espace" et "rapporte les problèmes cités par les habitants de son quartier" :

Etant donné qu'il considère que c'est important d'être investi pour son espace, il considère qu'il est naturel de rapporter au sein du CVL les problèmes des habitants de son quartier, et ainsi de tenter de trouver des solutions pour y répondre.

Relation entre modes de participation et motifs de l'engagement avec la vision du débat public

Comme nous l'avons vu, l'interviewé ne trouve pas normal que "les gens viennent surtout pour faire des doléances". Il considère que ce n'est pas le rôle du CVL. Il en vient même à être agacé par cette situation : "des fois ça m'énerve", "des fois je boue un petit peu sur mon siège". En effet, il considère que cette une perte de temps, notamment pour parler de choses plus selon lui plus intéressantes : "on perd un temps fou à discuter de ces problèmes".

En effet, il trouverait plus intéressant que le CVL prenne de la hauteur : "il faut discuter pour tout le monde". Pour lui, "le CVL, c'est pour parler de l'ensemble des quartiers". Il considère en effet que le CVL ne doit pas être un "super-comité de quartier". Ainsi, ce ne sont pas les problèmes propres à chaque quartier dont il faut débattre au CVL, mais des problèmes pour l'ensemble des quartiers.



Cependant, il y a alors un **paradoxe** avec son discours. En effet, même s'il considère qu'il serait mieux de prendre de la hauteur, il prend quand même la parole pour parler des intérêts particuliers des habitants de son quartier. Il y a donc un décalage entre ce qu'il dit de faire et ce qu'il fait.

Malgré ces différentes critiques qu'il émet, l'interviewé est globalement satisfait du fonctionnement du CVL (il lui a accordé une note de "2"). Il relativise en effet beaucoup les blocages auquel il est confronté : "ça m'a énormément plu", "ça m'a vraiment occupé", "ça permet de rencontrer des gens", "c'est enrichissant".

Finalement, malgré tous ces blocages, il considère que "le CVL, c'est pas mal". Il en vient même à dire que "c'est un peu dommage que ça dure que deux ans" et que "les inconvénients, j'en vois pas beaucoup".

Cela est notamment dû au fait que, comme nous l'avons vu précédemment, ses motifs de l'engagement, même s'ils ne sont souvent pas entièrement satisfaits, ne sont pas non plus complètement bloqués.

L'interviewé considère **qu'il faut aimer son quartier pour aller au CVL** : "une personne qui n'aime pas son quartier n'en a rien à faire de ce qui peut être amené", "quand il y a un endroit que l'on n'aime pas, on n'a pas envie de l'améliorer". Ainsi, il pense que quand on vient au CVL, on vient pour améliorer son quartier, ce qui ne semble pas être un des motifs privilégiés de son engagement au sein des CVL. Par contre, c'est par cette voie qu'il considère pouvoir être utile pour les autres habitants de son quartier.

Il pense même que c'est l'objectif des CVL : "améliorer les quartiers pour que les quartiers plaisent davantage aux gens".

Relation entre motifs de l'engagement et rapport affectif à l'espace

Comme nous l'avons vu, aucun de ses motifs de l'engagement ne se trouve complètement déçu. Ainsi, on peut penser que le fait qu'il ait rencontré des habitants de son quartier grâce au CVL, qu'il ait occupé son temps libre, qu'il ait appris des choses et qu'il ait eu l'impression de se sentir utile ait eu des conséquences sur son rapport affectif à son quartier. C'est pourquoi nous considérons que la satisfaction en partie de ses motifs de l'engagement aura entraîné une augmentation de ce rapport affectif.

b. Croisement des résultats de cette analyse

Nous avons précédemment réalisé l'analyse de chacun des quatre entretiens que nous avons réalisés. Nous allons à présent confronter leurs résultats : il s'agit de voir les contradictions, les redondances, les différences que l'on peut trouver entre les différents discours des interviewés. "Il nous fallait traiter les discours d'existence des différentes personnes interrogées non pas de manière séparée, l'un après l'autre, mais tous ensemble, et procéder ainsi à une analyse qui les embrasse tous sous un même regard, qui envisage, au-delà de leurs discontinuités ou de leurs hétéronomies apparentes, leur organicité et leur complémentarité profondes"¹. En effet, nous avons pu constater que malgré le fait que le rapport affectif à l'espace soit à l'origine de motifs de l'engagement et de modes de participation propres à chaque individu, les discours des interviewés présentent quelques caractéristiques partagées par différents individus. "En effet, observer que les mêmes images, du moins les mêmes significations, les mêmes résonances, resurgissaient tout au long d'un texte d'analyse, avec leurs contradictions et leurs redondances, cela revenait à observer, d'une part, qu'il y avait non pas un vécu par personne interrogée, mais plusieurs, et, d'autre part, que cette pluralité contradictoire de vécus était, non pas singulière, close sur elle-même pour chaque personne, mais dans une très large mesure commune à toutes les personnes interrogées"². C'est alors que nous avons vu l'intérêt pour notre recherche d'établir des **profils-types**.

Nous nous sommes inspirés des "figures de l'urbanité" développées par Yves Chalas pour définir ce que sont les profils-types. Nous avons tout d'abord pu remarquer que "au fur et à mesure de la lecture des discours d'existence émergeaient des modes de vie, des usages, des dispositions affectives ou des positions rationnelles qui certes étaient nombreux, conflictuels même, mais qui n'étaient pas pour autant dispersés tout au long du texte d'analyse ; au contraire, ces modes de vie, ces usages, ces dispositions affectives ou ces positions rationnelles étaient repris, en totalité ou presque, par les différentes personnes interrogées sous la forme de propositions verbales diverses"³. C'est à partir de ces **redondances** que se construisent les profils-types.

A partir des similitudes que l'on trouve au sein des différents discours, nous dégagerons différents "**axes ou pivots de significations**"⁴. Ainsi, à partir de l'analyse de chacun des quatre entretiens, nous regrouperons sous un même ensemble les images semblables. Ces regroupements sont alors des "paquets d'image"⁵, d'où le nom "figure-type" étant donné que "par définition une figure est un rassemblement cohérent d'images". En effet, chacun de ces regroupements deviendra une figure-type. Il y aura donc autant de figures-types que de regroupements d'images que nous aurons établis suite à la confrontation des entretiens.

Notons que chacun de ces regroupements portera un nom qui sera révélateur de son contenu : "les noms de ces figures (...) n'ont pas été prélevés à même les discours d'existence. Ils ne nous ont pas été dictés par les personnes interrogées. Ou du moins pas directement, en ce sens qu'ils n'apparaissent pas en tant que tels dans les discours d'existence, de manière explicite, mais qu'ils y sont tout de même implicitement contenus"⁶.

Il est important de préciser que ces figures ne sont, "d'une part, jamais parfaitement actualisées par une personne interrogée mais partiellement et toujours sous différentes formes d'une personne à

¹ CHALAS Yves (2000), *L'invention de la ville*, p.25.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Op.cit.*, p.26.

⁵ *Op.cit.*, p.29.

⁶ *Op.cit.*, p.29-30.

l'autre, et d'autre part, qu'elles ne se retrouvent jamais à l'état pur dans les discours d'existence ou dans les pratiques elles-mêmes, mais toujours mêlées l'une dans l'autre ou contaminées les unes par les autres"¹. En effet, un même individu ne pourra être représenté par un seul profil-type. Il sera en effet le résultat d'un assemblage de profil-type : "un individu ne correspond pas à une figure unique mais est une combinaison de plusieurs d'entre elles"².

Dans le cadre de notre recherche, nous établirons des **figures du participant au débat public**. En effet, à partir de la confrontation des quatre entretiens, nous établirons des profils-types qui permettront de représenter les différentes facettes d'un participant au débat public.

En effet, malgré le fait que nos entretiens n'aient été réalisés qu'avec des participants au **CVL**, nous faisons l'hypothèse que les participants au débat public ont un panel de profils-types communs aux différentes instances de participation. Ainsi, certains parmi ceux-ci se manifesteront préférentiellement dans une instance de participation, alors que dans une autre non.

Rappelons également que nous avons **uniquement** déterminé les profils mis en lumière par le **rapport affectif à l'espace** des individus.

Nous considérons alors que la liste des profils-types que nous allons établir ne sera bien sûr **pas exhaustive**, non seulement parce qu'elle ne traite que des CVL et qu'elle ne fait état que de ceux mis en lumière par le rapport affectif à l'espace, mais aussi parce que l'échantillon des personnes interrogées n'est **pas représentatif**. En effet, même si nous pensons qu'il est composé de profils assez différents et représentatifs des différents individus participant au CVL, il ne compte que quatre personnes. Cette liste des profils-types méritera donc d'être **complétée** au fur et à mesure, par l'étude d'instances de participation supplémentaires par le biais du rapport affectif à l'espace ou par d'autres biais susceptibles d'apporter de la nouveauté à ce champ de la recherche.

Il est important de préciser que l'interprétation que nous avons faite lors de l'analyse de chacun des entretiens, ainsi que lors de l'établissement des profils-types est le résultat d'un choix personnel, et est donc très subjective. Elle ne prend de plus pas en compte l'intégralité des données que renferme chaque entretien. En effet, "tout entretien est d'une richesse sans fond et d'une complexité infinie, dont il est strictement impensable de pouvoir rendre compte totalement. Quelle que soit la technique, l'analyse de contenu est une réduction et une interprétation du contenu et non une restitution de son intégralité ou de sa vérité cachée"³.

Les données récoltées grâce à la méthode de l'observation seront également utiles pour établir ces profils-types.

Nous allons donc maintenant voir plus précisément les différentes figures du participant au débat public. Nous préciserons également les **motifs de l'engagement**, les **modes de participation**, ainsi que les **blocages** induits par ces profils-types.

¹ CHALAS Yves (2000), *L'invention de la ville*, p.30.

² LE BORGNE Joëlle (2006), *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie*, p.92.

³ KAUFMANN Jean-Claude (1996), *L'entretien compréhensif*, p.18.

Nous avons défini **dix figures du participant au débat public** :

L'orateur

C'est un individu qui aime s'exprimer, qui aime débattre.

C'est d'ailleurs son motif de l'engagement au sein d'une instance de participation. L'orateur vient au CVL pour débattre de la "chose publique". Ils souhaiteraient que les réunions du CVL soient "l'occasion de discuter d'orientations plus générales de la ville (voire de la vie), qu'elles contribuent finalement à (re)constituer du sens, des « visions » à long terme, quitte à partir pour ce faire des « petites choses » du quotidien"¹.

Il adopte alors un mode de participation où il n'hésite pas à prendre la parole en public et où il expose ses idées sur tel ou tel sujet.



L'orateur peut être confronté à différents blocages. Tout d'abord, il peut souffrir du manque de public : s'il y a peu d'individus présents, le débat n'aura pas beaucoup d'ampleur, surtout si les individus ne sont pas renouvelés (le débat risque de tourner en rond).

Il est également confronté aux discussions qu'il juge limitées touchant les "crottes de chien". Il considère alors que ces propos "limitent le débat". Il souhaite alors que les débats "prennent de la hauteur".

Il doit également faire face à "l'attitude de certains élus qui, loin de considérer le CVL comme l'occasion de développer et discuter des visions à long terme, sont convaincus que les réunions doivent avant tout déboucher sur des actions concrètes, visibles"².

L'avide de connaissance

L'avide de connaissance est une personne qui aime s'instruire, apprendre de nouvelles choses.

C'est d'ailleurs son motif de l'engagement au sein du CVL. Il considère en effet qu'il va pouvoir apprendre des choses concernant la "chose publique" au CVL.

Ces individus vont être amenés à avoir une attitude plutôt attentive au cours des débats. Ils vont être à l'écoute des échanges pour apprendre des choses.



Il peut être confronté à un blocage quant aux propos relatifs aux "crottes de chien". En effet, ils peuvent considérer que de telles discussions ne leur apportent rien. Cependant, certains considérerons que cela est une partie non négligeable de la "chose publique" et qu'en tant que tel, ces discussions présentes de l'intérêt.

¹ BERTHELEU H. et NEVEU C. (2005), *De petits lieux du politique : individus et collectifs dans des instances de «débat public»* à Tours, p. 43.

² Ibid.

Le porte-parole

Le porte-parole est présent pour porter un message. C'est le motif de sa présence. Il peut être dans le cas où il fait partie d'une association, ou d'un groupement d'individus quel qu'il soit. Il peut avoir pour objectif soit de prolonger l'action de son groupement, soit d'informer un large public quant aux activités de son groupement.

Ces individus vont par exemple prendre la parole au cours des débats pour parler de son association, notamment pour diffuser de l'information concernant l'activité de leur association (notamment des activités réalisées pour faire venir le plus de monde possible).

Il est également possible de vouloir venir pour prolonger l'action du groupement à travers les CVL. En effet, certains considèrent que le CVL leur permettra notamment d'accéder plus facilement aux élus, et donc de leur communiquer plus facilement les revendications de leur association.

Il cherche donc à étendre l'action de son groupement.

Ces individus s'expriment au nom du collectif. Ils en sont leurs représentants.



Le porte-parole peut être confronté à différents blocages qui limitent son action. Il peut tout d'abord considérer qu'il y a trop peu de gens présents lors des débats, et ainsi que la diffusion d'informations concernant l'activité du collectif ne sera pas efficace.

Ceux voulant prolonger leur action peuvent être confrontés au fait qu'il n'y a pas que leur problèmes à gérer au sein du CVL. Ils considéreront alors que l'engagement au sein du CVL n'est pas assez rentable pour eux.

L'engagé politique

L'engagé politique vient au CVL pour exprimer son opinion politique en tant que représentant d'un parti. Son objectif est alors de convaincre des participants au CVL d'adhérer à son parti politique, ou alors de représenter l'opposition par rapport aux élus présents.

Cela fait alors appel à deux modes de participation différents. Le premier va essayer de convaincre les habitants avec ses idées, alors que le deuxième va davantage critiquer les idées des élus présents.



L'engagé politique peut être confronté à un blocage qui est le faible nombre de participants. En effet, si ce nombre est trop faible, il pourra convaincre peu de personnes avec ces idées politiques.

L'opportuniste

On entend par opportuniste l'individu qui pense que le CVL constitue une opportunité pour améliorer l'espace physique de son quartier. Ils peuvent par exemple venir pour faire réaliser un projet précis dans leur quartier. Ils vont donc défendre ce projet au cours des réunions de débat public.



L'opportuniste peut remarquer qu'au bout d'un certain temps, le projet avec lequel il était venu en tête n'est toujours pas réalisé, ou alors il peut remarquer que rien n'est concrètement fait dans son quartier. Il va alors considérer avec le temps que sa présence est inutile car rien n'est fait.

Le revendicateur

Le revendicateur vient là pour se plaindre. Il y a ceux qui viennent se plaindre des petits problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs quartiers (poubelles mal placées, passage bruyant de scooters...). C'est ce que les autres appellent les "crottes de chien". Ils viennent donc pour qu'il y ait des solutions qui soient apportées à chacune de ces plaintes.

Le revendicateur se plaint également souvent du débat public. En effet, étant donné que cet individu désire qu'il y ait des résultats concrets sur son quartier, et qu'il voit que peu de ses plaintes trouvent solutions, il dit ne pas être écouté.



Le revendicateur va considérer que le CVL ne sera pas assez efficace. En effet, les requêtes qu'il a faites ne seront pas ou presque pas réalisées.

Le volontaire

Le volontaire correspond à un individu qui veut agir au sein de son quartier. Il veut prendre part à son élaboration. Il considère alors que le CVL lui permettra d'agir au sein de son quartier, de s'investir pour son quartier.



Le volontaire va être confronté à plusieurs blocages. Il va tout d'abord constater que le CVL a en charge de nombreux quartiers et que l'on n'y parlera pas seulement de son quartier, ce qu'il désire en réalité. Il va également constater que peu de choses concrètes seront faites pour son quartier, ce qui ne répondra pas à son attente initiale.

L'engagé

L'engagé est un individu qui considère qu'il est capital de s'engager dans la société. C'est pour cela qu'il s'est engagé au sein des CVL. C'est également un individu qui a envie d'être utile.

L'engagé s'engageant au sein des CVL va notamment pouvoir vouloir être un élément-moteur au sein de celui-ci pour sentir qu'ils sont utiles au fonctionnement du CVL. On peut alors le retrouver en tant qu'organisateur des débats.



Il peut arriver que l'engagé se sente inutile au sein du CVL. Cela est notamment dû aux propos "crottes de chien" des revendicateurs. Ils considèrent alors que ces discussions "ne volent pas haut". Ils peuvent également être confrontés aux élus qui vont bloquer la discussion dès que le débat prend un peu de "hauteur".

L'isolé

L'isolé est un individu qui vient au sein du CVL pour développer des liens sociaux au sein de son quartier ou au sein du CVL-même.



Il peut alors être confronté au blocage qu'il y a peu de participants au sein du CVL, notamment peu de personnes de son quartier, et que les personnes de différents quartiers ne font pas tellement connaissance.

L'inactif

L'inactif est une personne qui cherche une occupation pour ne pas s'ennuyer. Les inactifs sont d'ailleurs principalement des retraités qui cherchent à combler leur temps libre. Il pense alors que le mode de participation va lui apporter cela.

C'est alors un individu qui va beaucoup d'investir dans les activités de l'instance de participation, afin de s'occuper au maximum.



Cependant, l'inactif peut être confronté à un blocage du CVL : la faible fréquence de ces réunions. En effet, il considèrera alors que cela ne lui prendra pas assez de temps.

Les dix profils-types que nous avons établis peuvent être regroupés en deux groupes principaux, qui représentent deux types de participants au débat publics très différents : ceux qui **aiment le débat public** et ceux qui **aiment l'espace**.

Parmi les amoureux du débat public, on trouve l'orateur, l'avidé de connaissance ou encore l'engagé, qui se rendent au débat public pour le débat public lui-même. Ce qu'il aime, c'est participer.

Parmi les amoureux de l'espace, on peut citer l'opportuniste, le revendicateur, ainsi que le volontaire. Ceux-ci se rendent au débat public pour s'exprimer à propos de leur espace.

Ces deux types n'auront a priori pas les mêmes régimes de participation, pas les mêmes argumentaires. Ceux qui aiment le débat public vont parler plutôt en professionnels du débat public (très objectifs, techniques,...), alors que ceux qui aiment l'espace vont plutôt parler de leurs cas individuels (très subjectifs, très personnels,...).

On retrouve d'autres profils au sein du débat public qui ne sont pas directement en rapport avec les deux catégories précédentes. En effet, ces individus se déplacent au débat public pour d'autres raisons que leur rapport affectif à l'espace et leur amour pour le débat public. Le porte-parole s'engage pour un collectif auprès duquel il est déjà engagé, l'engagé politique pour représenter son parti politique, l'isolé pour faire des connaissances et l'inactif pour s'occuper.

Nous pouvons rappeler que chaque individu interrogé représente un assemblage de différents profils-types. Ainsi, l'enquête n°1 présentait alors les caractéristiques de l'avidé de connaissance, de l'orateur, de l'opportuniste, de l'engagé et du volontaire. Les trois autres enquêtes présentent un assemblage différent de profils-types.

Cependant, nous avons pu remarquer que l'assemblage des profils d'un participant peut évoluer au cours du temps. En effet, nous avons constaté, notamment pour l'enquête n°1 que, lorsqu'il était confronté à des déceptions, l'individu pouvait réorganiser l'ordre de ces profils-types. Cela correspond au réarrangement de ces motifs de l'engagement. Il semble donc qu'un individu qui est composé de plusieurs profils-types et que ceux-ci ne sont pas au même niveau pour la construction de l'individu en tant que participant au débat public. En effet, certains profils aura plus de poids pour lui que d'autres. Cependant, cet assemblage n'est pas figé. Il pourra ainsi réarranger ces profils en diminuant ou au contraire en augmentant leur poids.

En effet, lorsque l'individu va voir ses motifs de l'engagement ayant le plus de poids (soit ces profils-types ayant le plus de poids) être déçus, cela va faire surgir des émotions. Ce sont ces émotions qui vont l'obliger à modifier ses motifs de l'engagement afin de ne plus subir de telles émotions : Pierre Livet considère en effet que c'est "la répétition des situations émotionnelles qui nous amène à changer nos attentes"¹. Il considère alors qu'il est alors rationnel pour l'individu "d'opérer des changements dans nos croyances ou nos attentes perceptives et actionnelles quand une information fiable contredit de manière répétée les conclusions que nous tirons usuellement de ces croyances et attentes"². Ainsi, dans le cas où l'individu est amené à subir de manière répétée des émotions négatives qui lui rappellent que son motif initial de l'engagement n'est pas satisfait, il voudra qu'elles ne réapparaissent plus. Il sera alors amené à agir pour stopper l'apparition de celles-ci. Deux possibilités s'offrent alors à lui : soit il quitte l'instance de participation, soit il y reste, mais modifie ses croyances et ses préférences vis-à-vis de la participation, soit son motif de l'engagement.

Ainsi, "l'émotion nous signale quelles sont les attentes en cause, sa récurrence nous signale qu'elles sont à réviser et nous motive pour le faire en rendant la récurrence dérangeante, et la réussite de la révision se vérifie quand l'émotion ne réapparaît plus ou que son intensité diminue"³.

Lors de la modification des profils-types, va être en réalité exécutée une modification de l'ordre des préférences, soit de l'ordre d'importance des différents motifs de l'engagement. Cet ajustement va être fait pour que ces préférences soient mieux adaptées à la réalité. Oatley Johnson-Laird ou encore de Sousa considèrent que c'est l'émotion elle-même qui va servir à résoudre ce problème du choix de l'ordre des préférences. En effet, plus l'émotion ressentie sera négative, moins l'individu voudra la revivre et plus il la placera en bas de l'échelle des préférences.

Il arrive également qu'il y ait un refus d'une révision de la part d'un individu. Dans ce cas-là, soit l'individu quitte le processus de participation, soit on assiste à la création d'une émotion collective. En effet, quand on refuse une révision, ça peut être parce que c'est une valeur trop ancrée qu'il nous est impossible de réviser. Ainsi, il est plus simple de considérer que c'est la réalité qui n'est pas satisfaisante. C'est pour cela que l'on assiste à de nombreux abandons dans les processus de concertation, surtout ceux qui s'inscrivent dans la durée comme les conseils de quartier. Il leur est également possible de partager ces émotions. C'est donc s'assurer que les autres confirment qu'elles manifestent une sensibilité à des valeurs reconnues, et ainsi éviter de réviser ces valeurs. On assiste comme ça à la formation d'émotions collectives : "émotions ressenties par les individus mais dont une collectivité est la condition nécessaire"⁴.

A la suite de ces déceptions, puis le cas échéant de ces révisions, l'individu se sera forgé une vision générale du débat public. Celle-ci sera fonction du niveau de déception ou satisfaction qu'ils ressentent au sein du CVL. Ainsi, un individu qui voit tous ces profils-types déçus aura une vision négative du débat public, tandis que celui qui arrive à réarranger ses profils et à mettre en priorité celui qui est satisfait aura une vision plus positive du débat public malgré ses déceptions initiales.

¹ LIVET Pierre (2002), *Emotions et rationalité morale*, p.73.

² *Op.cit.*, p.74.

³ *Op.cit.*, p.75.

⁴ *Op.cit.*, p.121.

Comme nous l'avons dit précédemment, cette liste n'est bien sûr pas complète. En effet, il existe certainement des profils-types que nos entretiens n'ont pu révéler. C'est la méthode d'observation qui nous indique qu'il y a encore d'autres profils non évoqués ici. On peut notamment citer l'exemple d'un individu qui vient participer pour défendre la tranquillité de son quartier vis-à-vis d'un projet (exemple du tramway).

L'ouvrage de H. Bertheleu et C. Neveu ébauche également quelques figures supplémentaires du participant du débat public : "cet autre habitant (...) aimerait que ce collectif puisse en quelque sorte contrebalancer la violence et l'individualisme qui règnent, à ses yeux, dans la société contemporaine : « on est dans un monde où on est obligé de mettre en avant ses intérêts individuels »"¹. Il y aurait donc également des personnes qui viennent pour retrouver une certaine solidarité entre les individus.

c. Intérêt de ces profils-types pour le débat public

Comme nous avons pu le constater, le collège "habitants" du CVL n'est pas homogène car il présente une importante pluralité de profils. Ceci est du notamment au fait que les motifs de l'engagement des habitants sont très divers. "Les attentes des membres des collèges « habitants » étaient au départ assez vagues, sans doute à la hauteur du flou général du projet municipal lui-même, certains voulant simplement voir de plus près « une petite forme de démocratie » (Tours-ouest), d'autres cherchant à s'investir davantage dans la vie locale, souvent à l'issue d'une période dominée par l'activité professionnelle"².

Ainsi, on peut y voir des individus aux logiques très différentes, et des logiques très différentes pour un même individu : nous n'avons déterminé que dix profils-types mais il doit en exister bien plus. C'est cette diversité qui semble être à l'origine de la grande quantité de blocages très divers.

C'est pour cela que nous préconisons une **mise au point** des profils-types ciblés par l'instance de participation entre les élus, puis avec les habitants. Cela réduira le nombre de blocages constatés. De plus, après avoir ciblé la population à laquelle on s'adresse, il sera nécessaire de tenter de répondre aux blocages auxquels sont confrontés les profils-types visés. C'est à ce titre que nous avons précisé les blocages auxquels sont confrontés les profils-types que nous avons présentés.

Nous avons vu que les conseils de quartier ne sont pas adaptés au rapport affectif des participants. En effet, alors que celui-ci concerne l'échelle du quartier, le CVL comprend plusieurs quartiers et les participants trouvent alors que le périmètre du CVL est "trop grand". Il serait alors judicieux de préciser dès le départ que le CVL a pour ambition de se placer à une échelle plus grande que celle du quartier, de "prendre de la hauteur", et que c'est les conseils de quartier qui sont plus aptes à répondre aux demandes des habitants voulant résoudre les problèmes à l'échelle de leur quartier. L'objectif des CVL serait alors de faire des projets en commun à une échelle plus large. Il est ainsi nécessaire de clarifier la mission de chacun et de pointer du doigt leurs différences. Cette précaution évitera alors bien des quiproquos.

Pour prendre encore plus de hauteur, il serait également possible de réfléchir à une coopération entre les différents CVL.

Il y aurait peut-être aussi un travail à faire pour mettre davantage les conseils de quartier en relation avec la mairie, car les individus viennent parfois au CVL pour se faire entendre par la mairie.

¹ BERTHELEU H. et NEVEU C. (2005), *De petits lieux du politique : individus et collectifs dans des instances de «débat public» à Tours*, p. 42-43.

² *Op.cit.*, p. 39.

Dans le cas où l'instance de participation est déjà mise en place et confrontée à de nombreux blocages dus à une importante diversité d'individus, une "**cartographie des parties prenantes**"¹ pourra être réalisée. Il s'agit de prendre connaissance des différents profils des participants, de les identifier. Grâce à cela, les organisateurs des débats pourront identifier les différents blocages auxquels ils sont confrontés et ainsi tenter d'y répondre. Il sera alors judicieux d'identifier les profils-types les plus représentés, et donc de répondre en priorité à leurs blocages. Cette cartographie des parties prenantes permettra également à l'autorité organisatrice d'adapter son discours en fonction des figures des participants au débat public présentes.

d. Ouverture vers les deux autres modes de participation abordés

Comme nous l'avons précisé précédemment, nous nous sommes également intéressés à deux autres instances de participation. Celles-ci sont très différentes des CVL. Les différences essentielles sont que celles-ci ne sont pas des instances de débat public comme le CVL (permanentes), mais de concertation (non permanentes). Elles ne concernent pas non plus les mêmes échelles : le projet de tramway se fait à l'échelle de la ville de Tours, et le grenelle à l'échelle nationale. Elles touchent de plus un projet prédéterminé, ce qui n'est pas le cas des CVL.

Ainsi, toutes ces différences font que les profils des participants ne doivent pas être les mêmes et que les blocages auxquels ils sont confrontés non plus. Il aurait alors été intéressant de réaliser pour ces deux instances la même démarche que nous avons utilisée au cours de ce mémoire pour les CVL. Cela aurait alors permis de comparer ces instances.

Cependant, avec les données recueillies sur chaque instance, nous pouvons quand même émettre quelques remarques. Nous avons tout d'abord pu constater que l'on trouve davantage d'amoureux du débat public pour le projet du tramway, et encore davantage dans le cas du grenelle de l'environnement. On peut alors faire l'hypothèse que plus l'échelle de référence de la participation est grande, plus nous avons à faire à des discours objectifs et techniques.

Ainsi, à l'échelle de la ville de Tours, on retrouve encore de nombreuses manifestations du rapport affectif à la ville, alors que dans le cas du grenelle de l'environnement, on en trouve très peu.

Il paraît donc judicieux d'adapter les règles du fonctionnement des instances de participation, notamment le public que l'on cible, à **l'échelle** qui est concernée par le projet.

Grâce à cette comparaison, nous avons pu également constater que le fait que le CVL ne présente pas d'objet spécifique peut être un blocage pour le fonctionnement de celui-ci. En effet, les individus ne savent pas ce dont il va être réellement question. Cela a donc pour conséquence la multitude des motifs de l'engagement. Chacun vient avec son motif personnel étant donné qu'il n'y a pas de cadre aux motifs de l'engagement.

Ce n'est pas le cas pour les deux autres instances de participation, étant donné qu'il y a un projet précis. Les individus ne peuvent donc pas venir avec n'importe quel motif de l'engagement. On peut donc faire l'hypothèse que les motivations seront différentes.

¹ RAYSSAC Gille-Laurent et DE LA GUERRONNIERE Christian (2006), *Guide de la concertation locale*, p.85.

Conclusion

Les instances permanentes, telles que le Conseil de la Vie Locale, ont une mission toute particulière : assurer la participation des citoyens sur le long terme, hors de toute perspective d'action. "Tout change ainsi selon que le dispositif s'inscrit ou non dans le cadre d'un conflit, au point qu'il faille peut-être s'interroger sur le sens de formes démocratiques qui chercheraient à pérenniser la participation sans relation avec un projet, une controverse ou un conflit particulier"¹.

La mission des CVL semble alors bien ambiguë, surtout pour les habitants qui ne savent pas réellement quel est le motif de leur présence et leur marge de manœuvre. On semble alors leur demander d'être présents, mais de ne pas trop se faire entendre : "l'implication des habitants se ramène donc aujourd'hui [...] à une "présence". Ce qu'on demande aux habitants, c'est d'être là. D'un rôle d'habitant actif, relevant d'une logique d'action, on passe à une contribution passive, la "présence"². C'est cette situation ambiguë qui est à l'origine de nombreuses déceptions, puis de peu d'implication des habitants. Il semble donc nécessaire de clarifier la mission des CVL afin de lui donner un nouveau souffle.

Aborder le débat public sous l'angle du rapport affectif à l'espace nous a permis d'éclairer la complexité du concept de débat public sous un nouvel angle, notamment les blocages auxquels il est confronté. A partir de ces nouveaux éléments de réponse, nous avons tenté d'élaborer quelques propositions pour redynamiser le fonctionnement des CVL.

Nous considérons en effet que l'intérêt du débat public pourrait être de faire que les habitants aiment davantage leur quartier. Cependant, nous avons pu constater que de nombreux blocages rendent difficile cette éventualité. Au contraire, ils semblent même provoquer une réponse inverse. Il est alors nécessaire de réinventer les CVL pour leur donner un nouveau souffle.

Nous pensons alors que la **montée en généralité** pourrait répondre à cet objectif, en redonnant aux habitants le goût du projet collectif. Cependant, quelques mises au point devront être faites pour atteindre cet objectif. Il est non seulement nécessaire d'informer les habitants au sujet de cette nouvelle orientation des CVL, mais aussi les élus, afin qu'ils ne bloquent pas les initiatives des habitants qui iraient dans ce sens.

Cette **recherche** méritera d'être **prolongée** par la suite, car ses résultats restent relativement spécifiques. Il sera en effet judicieux d'entreprendre la même démarche pour approfondir la compréhension d'autres instances de participation, mais aussi d'approfondir la compréhension du CVL.

Nous pensons en effet qu'il serait intéressant pour une meilleure compréhension des CVL de s'intéresser aux intentions des élus et de les mettre en regard avec les ressentis des habitants. Nous pouvons alors nous inspirer de l'**éthologie**, qui compare entre autres le **parcours pensé** et le **parcours réel** d'une exposition : "en fonction du discours des concepteurs, qu'observe-t-on sur le terrain (l'espace d'exposition ainsi que les comportements des visiteurs) ?"³. Dans le cadre de notre

¹ BLONDIAUX Loïc (2004), *L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes*, p.3.

² GROU, I., DOUMENC, I. (1995), *Entre habitants et institutions : les associations de quartier en difficulté à la recherche de leur identité*. Roubaix : l'Alma-gare ; New York : le South Bronx, rapport pour le ministère de l'Aménagement du territoire, Plan urbain et Experalliance.

³ GROSJEAN Michèle et THIBAUD Jean-Paul, *L'espace urbain en méthodes*, p.34.

recherche, il est possible de faire une analogie entre concepteurs de l'exposition et les « techniciens du débat public ». Il serait alors intéressant de réaliser des entretiens avec les concepteurs, afin de déterminer quels étaient leurs objectifs : quel message ils veulent faire passer, à quel type de public s'adresse-t-ils ? Ainsi, nous allons aboutir au « parcours pensé »¹.

Il serait également intéressant de déterminer le « parcours proposé »². Cela correspond aux différentes façons de comprendre le message. Il pourra alors être déterminé à l'aide de l'analyse des comportements et des ressentis des individus au cours des réunions de concertation.

Afin de voir quelles peuvent être les distensions entre le débat public « pensé » et le débat public « proposé » et donc « vécu », il sera judicieux de comparer les objectifs des techniciens et des élus, avec les ressentis des habitants. Ceci pourra alors se faire à l'aide d'observation et d'entretiens, afin d'observer les comportements, les impressions générales, les opinions. Cette recherche a constitué une première phase à la réalisation de cette recherche plus générale.

« Ainsi, quel que soit l'espace en jeu, l'observation du comportement des usagers, leur choix d'orientation et leur manière d'agir peuvent permettre de comprendre comment est conçu l'espace public, son effet sur son utilisateur, voire améliorer l'espace en question »³.

Une ouverture de ce champ de la recherche en rapport avec le débat public à des éléments autres que le rapport affectif à l'espace qui peuvent interagir avec celui-ci, permettra d'apporter de nouveaux éléments de compréhension du débat public et donc d'affiner les réponses à ces blocages.

"Loin de restaurer la confiance, les procédures de débats peuvent tout aussi bien aggraver la distance et le ressentiment lorsqu'elles sont mal menées. [...] Les absents n'ont pas toujours tort"⁴. Dans le cas du rapport affectif à l'espace, la participation des habitants au CVL leur fait difficilement davantage aimer leur quartier, et peut même aller jusqu'à diminuer leur attachement au quartier.

Malgré tous ces blocages, la démocratie participative est une dynamique qui permet des transformations sociales positives et favorise un meilleur équilibre entre action publique étatique et action citoyenne. Nous pensons que les processus de participation n'ont pas fini de se développer et que des améliorations peuvent encore y être apportées. Une recherche approfondie est alors nécessaire pour que les modifications que nous y apportons soient synonymes d'améliorations et que ces instances puissent réellement ouvrir un nouveau terrain pour l'action démocratique.

¹ GROSJEAN Michèle et THIBAUD Jean-Paul, *L'espace urbain en méthodes*, p.34.

² *Op.cit.*, p.35.

³ *Op.cit.*, p.43.

⁴ RUI, S. (2004), *La démocratie en débat. Les citoyens face à l'action publique*, Paris, Armand Colin.

Bibliographie

Ouvrages

BLANCHET (Alain) et GOTMAN (Anne).- *L'enquête et ses méthode : l'entretien*.- Editions Armand Colin, domaine des sciences sociales, 2005.- 127p. .- Collection 128.

BOUDON (Raymond).- *Raison, bonnes raisons* .- Paris : Presses Universitaires de France, 2003.- 183p. .- Collection Philosophe en sciences sociale.

CHALLAS (Yves).- *L'invention de la ville*.- Paris : Editions Anthropos, 2000.- 200 p. .- Collection "villes".

ELSTER (Jon).- *Proverbes, maximes, émotions* .- Presses Universitaires de France, 2003.- 180p. .- Collection Philosophe en sciences sociale.

FEILDEL (Benoît).- *Le rapport affectif à l'espace dans le projet d'aménagement-urbanisme : représentations, coordinations et actions en contexte affectif*.- Communication au XLIII^e Colloque de l'ASRDLF à Grenoble et Chambéry "Les dynamiques territoriales : débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires".- 11-12 et 13 juillet 2007.- 15p.

GROSJEAN (Michèle), THIBAUD Jean-Paul.- *L'espace urbain en méthodes*.- Paris : Editions parenthèses, 2001.- 219 pages.- Collection eupalinos.

KAUFMANN (Jean-Claude).- *L'entretien compréhensif*.- Paris : Editions Nathan, 1996.- 128p. .- ouvrage publié sous la direction de François de Singly.

LIVET (Pierre).- *Emotions et rationalité morale*.- Presses Universitaires de France, 2002.- 291p. .- Collection dirigée par Raymond Boudon, Sociologies.

PIERRON (Jean-Philippe).- *L'engagement : envies d'agir, raisons d'agir*.- 2006.- Cerf.

RAYSSAC (Gilles-Laurent) et DE LA GUERONNIERE Christian.- *Guide de la concertation locale*, Dossier d'experts, La lettre du cadre territorial.- Territorial éditions, février 2006.- référence DE 469.

SAUVAGEOT (Anne).- *L'épreuve des sens : De l'action sociale à la réalité virtuelle*.- Presses Universitaires de France, octobre 2003.- 291p. .- Sociologie d'aujourd'hui, collection dirigée par Georges Balandier.

Revues

ADELS.- "Guide des conseils de quartier".- Revue Territoires, 2^{ème} édition augmentée, janvier 2004.- 165 p.

BERTHELEU (Hélène) et NEVEU (Christine).- "De petits lieux du politique : individus et collectifs dans des instances de «débat public» à Tours".- Revue Espaces et sociétés, n°123, 2005.- p.37-51.

LEWICKA (Maria).- "Ways to make people active: The role of place attachment, cultural capital, and neighborhood ties".- Journal of Environmental Psychology n°25 (381–395).- 2005.- p.381-395.

MARTOUZET (Denis).- "Le rapport affectif à la ville : positionnement théorique et épistémologique".- Article Praxis, document.php?id=117, 2007, 16 pages.

Mémoires de recherche

AUDAS (Nathalie).- *Le rapport affectif au lieu : analyse comparée de méthodes de recueil d'information sur la dimension affective des représentations.*- 137f.

Mémoire de recherche : Master 2^{ième} année "Aménagement et Recomposition".- Université de Tours : CESA, 2007.

BOCHET (Béatrice).- *Le rapport affectif à la ville : Essai méthodologique en vue de rechercher les déterminants du rapport affectif à la ville.*- 102f.

Mémoire de recherche : D.E.A. Sciences de la Ville.- Université de Tours : CESA, septembre 2000.

DEROUARD (Amandine).- *La participation des habitants au projet urbain : la volonté politique face aux facteurs de blocage.*- 85 f.

Mémoire de recherche : Master II Sciences de l'Homme et de la Société, mention sciences sociales : villes et territoires, option Territoires, politiques publiques et débat public.- Université de Tours : CESA, 2005.

FEILDEL (Benoît).- *Le rapport affectif à la ville : construction cognitive du rapport affectif entre l'individu et la ville.*- 112p.

Mémoire de recherche : D.E.A. Villes et Territoires – Aménagement et Urbanisme.- Université de Tours : CESA, 2004.

LEBORGNE (Joëlle).- *Evolution du rapport affectif à la ville de l'individu, à travers son parcours de vie.*- 109 f.

Mémoire de recherche : Magistère 3, Aménagement du Territoire.- Master 2 Recherche, Aménagement du territoire.- Université de Tours : CESA, septembre 2006.

Sites internet

BLONDIAUX (Loïc).- *L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes*, Conférence de la Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie prononcée à l'Université du Québec de Montréal, 11 novembre 2004.- A paraître dans Démocratie participative et gestion de proximité, Paris, La découverte, 2004.

<http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Blondiaux-conf1-novembre-2004.pdf>

Site des CVL de Tours :

http://www.tours.fr/M6_cvl/index.php4

Site officiel de grenelle de l'environnement :

<http://www.legrenelle-environnement.fr/grenelle-environnement/>

Annexes

Annexe 1: Données issues des registres de concertation du projet de tramway à Tours.

Annexe 2: Grille réalisée par Amandine Derouard recensant les facteurs de blocage de la participation des habitants au projet urbain.

Annexe 1 : Données issues des registres de concertation pour le projet de tramway à Tours

A peu près 2 000 visites au point info du Sitcat à Tours depuis son ouverture, soit environ 90 par jour au début et plutôt 30 à la fin. Les personnes chargées d'animer ce point d'information nous ont précisé que la majorité des personnes s'y étant rendues sont des personnes âgées.

Notons qu'il y a eu un tramway à Tours jusqu'en 1949 : certains individus y feront référence.

Nous avons sélectionné quelques remarques faites par les habitants sur ces registres que nous avons jugées intéressantes. La sélection de ces données est ainsi très subjective. Puis nous les avons classées dans différentes catégories afin d'en faciliter la lecture.

Remise en cause de la concertation :

- « Peut-on parler de concertation alors que la décision est déjà prise ? » → revient très souvent.
- « Les habitants ne peuvent apporter des modifications que sur l'implantation de quelques stations ou sur la couleur des sièges du tramway, mais pas sur le tracé et le mode d'alimentation du tramway ».
- Normalement, la concertation est « la politique de consultation des intéressés avant toute décision. Ce n'est donc pas de la concertation, mais une parodie de concertation qui n'est en fait que de la communication, fort coûteuse au demeurant. »
- « Que ces remarques soient constructives... »
- « Je suis déçue de votre façon d'administrer « vos » idées. Mais serais-je lue ? Ce registre n'est-il pas fait seulement pour avoir l'impression de participer ? »
- Quant au stand info du Sitcat : « pas d'horaires d'ouverture clairs pour la semaine ; stand mal disposé, pas de bonne lisibilité ; petite plaquette nulle ».
- « Nous ne sommes pas dupes ».
- Sur la forme, il n'y a pas assez de table pour noter les observations.
- Opposé au tram. Mais selon lui, son avis ne servira à rien.

Critique le coût du projet :

- « 300 millions d'euros pour un axe nord/sud, c'est colossal. Et la dette ? » Il pense que la priorité est l'achèvement d'un vrai périphérique.
- « Pauvres contribuables que nous sommes... »
- En guise de signature : « une tourangelle un peu effrayée par le coût et les désagréments ».
- « Tours est une trop petite ville pour un tel investissement ! »
- « Nos enfants et nos petits-enfants paieront la facture ».
- La hausse du ticket de bus de la rentrée n'est-elle pas faite pour couvrir les frais du futur tramway ? Doit-on s'attendre à une augmentation des impôts ?
- Hausse des impôts, travaux lourds... Pourquoi faire un tramway plutôt que de renforcer le nombre de bus ?
- Ne voit pas l'intérêt du tramway, avec cet argent, il faudrait plutôt rendre les transports en commun gratuits.

Désagrément causés par les travaux :

- Ils parlent souvent des désagréments causés par les travaux : « défoncer encore les rues ».
- Quelqu'un conseille le tram sur pneus car les travaux seront moins longs qu'avec le tram sur rails.
- « De nouveau, tout va être cassé... »
- En guise de signature : « une tourangelle un peu effrayée par le coût et les désagréments ».
- « Serait-il possible d'accélérer les travaux ? »
- « Certains ne s'imaginent pas le prix à payer pour un tramway. J'ai vu ça à Paris. C'est payer très cher en termes de nuisances, de durée des travaux... »
- Hausse des impôts, travaux lourds... Pourquoi faire un tramway plutôt que de renforcer le nombre de bus ?

Intérêt personnels :

- « je ne souhaite pas voir passer devant chez moi un matériel ferroviaire (bruyant et onéreux) ». Il conseille le tram sur pneus au lieu du tram sur rails car il fait moins de bruits.
- Une femme énumère quelques lignes de bus et énonce les retards qu'ils ont et l'absence le dimanche. Dit que les trottoirs sont « défoncés ».
- Pas d'accord avec l'itinéraire « qui va traverser des propriétés en coupant les terrains en deux ainsi qu'un passage privé supprimant ainsi l'accès de ce chemin par l'avenue Maginot ».
- Taxi qui s'inquiète de la cohabitation avec le tram.
- « Cela va-t-il encore compliquer la circulation des vélos ».
- « Pourquoi un quartier comme les Fontaines, 8 000 habitants souvent obligé de se déplacer vers les communes périphériques, sans véhicule particulier, avec des moyens limités, n'est pas desservi par cette première ligne ? »
- « Les sites universitaires ne sont pas tous reliés. Quelle est la solution pour un étudiant ? »
- « Et l'arrivée des courses cyclistes avenue Grammont ? C'est une légende à conserver dans cette ligne droite la plus longue de France pour les étapes cyclistes. Le vélo sur les rails = danger ! »
- « Je n'ai pas entendu le mot vélo ! Comment pouvez-vous exclure ce mode de transport qui ne pollue pas, ne tue pas, et est un gage de santé pour ceux qui le pratiquent. ».
- « Parking-relais : actuellement celui de Tours Nord est saturé plusieurs fois par semaine. Il serait urgent de l'agrandir tout de suite et non pas en 2009 ou 2012 !... ».
- Pensons d'abord à revoir l'état pitoyable de certaines rues de Tours et leur trottoir (voir rue Deslandes) qui ressemblent plus à un chemin de campagne qu'à autre chose ».
- « On a le sentiment que St Pierre ou la Riche sont oubliés ».
- « Notre famille est très intéressée par l'arrivée de ce tram. J'ai trois jeunes enfants (6 ans, 2 ans et demi et 12 mois). Je prends les transports en commun tous les jours car je suis en congés parental et je ne peux pas conduire à cause de problèmes visuels. Dans deux ans, quand je retravaillerai, je prendrai encore plus les transports en commun. Nous attendons avec impatience la deuxième ligne qui sera à deux pas de la maison. Avant, nous habitions Paris XVIème, nous sommes donc habitués aux transports et au tram ».
- "Pourquoi ne pas desservir la petite arche ?"
- "Il faut plus de bus et de trams les dimanches. Question personnelle sur comment joindre la rue Louis Blanc et le nouveau pont".

Rappel de l'existence de l'ancien tramway :

- « Pourquoi avoir supprimé à grands frais un réseau tram déjà existant, qui ne demandait qu'à être amélioré ? » → B. Chauveau – Tours.
- « Le tramway, je l'ai connu brièvement à Tours il y a longtemps. »
- « Tours avait son tramway. On l'a supprimé ! Maintenant on veut le remettre !!! D'accord, mais à quel coût ! »
- Beaucoup viennent pour dire qu'ils se sont cassé le petit doigt avec l'ancien tramway et que c'est dangereux. → C'est la cause de paniques, de traumatisme.
- Regrette que dans le dossier les émissions de CO2 du trolley bus n'aient pas été fournies.
- "D'accord pour le tramway, mais par guidage magnétique est sur pneu". Référence à l'ancien tramway que la personne a connu.

Crainte en terme de sécurité :

- « Quel est le risque en cas d'accident, d'incendie ? Risques accrus en cas d'attentat ? ».
- « Risque que les roues se coincent dans les rails, risque de glissade. » « Comment fait-on lorsqu'on est invalide messieurs ? J'attends votre réponse, surtout lorsque l'on est bourré d'arthrose ».
- "D'accord mais attention à la sécurité".
- Le tramway risque d'amener une hausse de la délinquance car les « gens de l'extérieur » pourront venir plus facilement au centre-ville.

Attaque envers le maire :

- « Les tourangeaux ne sont pas d'accord et j'espère qu'ils vous dégageront. »
- « Pas de problème sans doute pour les initiateurs du projet puisque l'argent de sort pas vraiment de leurs poches ! »

Tout le monde vante l'efficacité de l'actuel réseau de bus :

- « Excellents bus ».
- "Pourquoi ne pas simplement améliorer les bus ?"
- "Le réseau de bus est suffisant"
- "Les bus suffisent."

Quelques témoignages sont pour le tramway :

- « Toutes les villes qui ont des tram revivent... »
- « Regardons vers l'avenir. Si les jeunes sont convaincus, alors go », une dame de 80 ans.
- « Il ne faut pas avoir peur de la nouveauté ».
- Utilisatrice des transports en commun, se dit sensible aux questions du développement durable. Elle adhère au projet qui vise à rendre Tours plus agréable.
- Appel aux tourangeaux. Dans les autres villes les gens sont très contents du tram et attendent les autres lignes.
- « Il était temps, vive le tramway ! »

- "D'accord pour le tramway"
- "Tant mieux que cela se fasse aujourd'hui, cela nous permet de nous servir des expériences des autres villes. Les mécontents d'aujourd'hui seront les heureux de demain".

Remarques techniques :

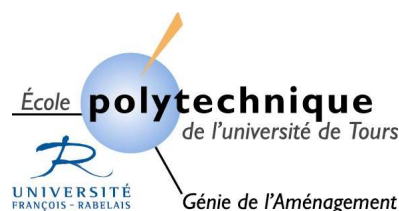
- Certains donnent des conseils très techniques (précisions très précises au niveau du tracé). On trouve beaucoup moins ce type de commentaires sur ces registres que durant les réunions publiques.
- Certains arrivent avec des chiffres pour étayer leur propos.
- Pourquoi des caténaires ? Pourquoi ne pas mettre en place des « bus propres » ?
- Dès le début, il faudrait pousser la ligne de tramway jusqu'à Vaucanson au Nord et y aménager un vaste parking relais. Sinon l'esplanade François Mitterrand risque d'être engorgée de voiture, comme le furent les abords de la gare de Saint-Pierre-des-Corps avant que Mme la maire ne prenne des mesures draconiennes.

Personnes qui aiment leur ville :

- « Pourquoi un tramway sur rail dans une ville si belle mais où les voies de communication sont si étroites ».
- « Pour l'avenir et la vie du centre-ville de notre belle ville de Tours, pour moins de pollution, je suis pour le tram ».
- « Conservez en son état la belle promenade à l'ombre de deux rangées d'arbres et des bancs ».
- « Il faut faire confiance aux décideurs, car pour Tours, notre ville touristique, il ne doit pas y avoir de faux pas. Il y aura des contents et des mécontents, c'est la loi des grands projets ».
- "Pourquoi défigurer la ville ? Le service des bus suffit".

CITERES
UMR 6173
Cités, Territoires,
Environnement et Sociétés

Equipe IPA-PE
Ingénierie du Projet
d'Aménagement, Paysage,
Environnement



Département Aménagement
35 allée Ferdinand de Lesseps
BP 30553
37205 TOURS cedex 3

Directeur de recherche :
Feildel Benoît

Gasperini Célia
Projet de Fin d'Etudes
DA5
2007-2008

Résumé :

Les projets d'aménagement étant destinés à des individus, leurs attentes méritent d'être prises en considération pour leur réalisation. C'est dans cette optique qu'a été récemment créée la démocratie participative, complément à la démocratie représentative. Cependant, malgré l'importance de cet enjeu, les concepts auxquels font référence les procédures de participation, de débat, ou encore de concertation ont la particularité d'être flous et ambivalents. Ceci est à l'origine de nombreux blocages qui font que les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur de ceux qui étaient attendus.

De nombreux travaux ont tenté de trouver des solutions à ces blocages, sans aboutir à de véritables améliorations. C'est pour cette raison que nous avons décidé d'aborder cette recherche sous un nouvel angle : celui du rapport affectif à l'espace. Nous pensons que cet angle encore inexploré nous permettra de pousser la compréhension de ces phénomènes encore plus loin, et ainsi d'avoir davantage d'éléments de réponse pour solutionner ces blocages.

Cette recherche consiste donc à étudier les interactions entre rapport affectif à l'espace et débat public avec pour objectif d'éclairer ces blocages. Pour cela, nous avons décidé d'étudier trois instances de participation différentes : les Conseils de la Vie Locale à Tours qui constitueront notre support d'étude privilégié, mais aussi le projet de tramway à Tours et le Grenelle de l'environnement.

Notre objectif sera donc de proposer des pistes de résolution aux blocages auxquels elles sont confrontées, dans le but d'améliorer les processus de démocratie participative, et ainsi d'élaborer des projets d'aménagement qui correspondent mieux aux désirs des citoyens.

Mots clés +mots géographiques (Tours, Indre-et-Loire (37), région Centre)

Démocratie participative, concertation, débat public, blocage, CVL à Tours, Grenelle de l'environnement, projet de tramway à Tours, entretiens, observations.